

Georges Habache malade encombrant

La France devait-elle, fût-ce au nom de la déontologie médicale, donner son accord pour que Georges Habache, hier encore symbole du terrorisme palestinien et qui reste aujourd'hui incarnation du refus d'une paix israélo-arabe négociée, soit accueilli et soigné dans un hôpital parisien de la Croix-Rouge française? La question va sans doute être au centre de nombreuses polémiques, aussi bien intérieures qu'internationales, et mettra dans l'embarras les autorités françaises.

Ceux qui ont donné leur feu vert au transfert à Paris du président du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), victime lundi dernier à Toulon d'une hémorragie cérébrale, ne manquent pas d'invoquer le devoir d'assistance à personne en danger et le principe de neutralité auquel doit obéir la Croix-Rouge. D'autres, mezza voce, feront remarquer que ce n'est pas la première fois qu'un responsable palestinien soupçonné d'avoir eu recours, à un moment ou à un autre, au terrorisme est soigné à Paris.

TOUT cela est exact. Le problème, pour les autorités françaises, c'est que la présence de Georges Habache à l'hôpital Henri-Dunant est aujourd'hui officielle et qu'il aurait très bien pu être soigné à Toulon, voire à Damas, où il vit habituellement. Rien n'empêcherait la Croix-Rouge de dépêcher à son chevet toute l'assistance médicale nécessaire.

Car, dans cette affaire, c'est la personnalité même de Georges Habache qui fait problème. Voilà longtemps que ce médecin chrétien palestinien, formé à l'Université américaine de Beyrouth, a abandonné sa profession d'origine pour se consacrer à une lutte sans merci contre l'Etat d'Israël et les pays occidentaux. Ses victimes directes, de toutes nationalités, se comptent par dizaines. C'est lui qui, le premier, a « popularisé » les détournements d'avion, notamment en 1970, lorsqu'il en fit exploser plusieurs dans le désert jordanien. Cette action terroriste, qui constituait un clair défi au pouvoir du roi Hussein, ne fut d'ailleurs pas étrangère au déclenchement du « Septembre noir », l'opération menée par les troupes du souverain hashémite contre les Palestiniens réfugiés en Jordanie.

C'EST après « Septembre noir » que Georges Habache devait s'installer à Damas, d'où il poursuivait certaines de ses actions terroristes, s'en prenant notamment aux personnalités palestiniennes modérées des territoires occupés, comme Zafar Al Maar, le maire de Naplouse, dont il revendiqua l'assassinat en mars 1988. Et pendant la crise du Golfe on le retrouve aux côtés de Saddam Hussein, avec lequel il se réconcilie : c'est de Bagdad qu'il lance un appel à ses fidèles à « frapper les intérêts américains et occidentaux ».

Depuis, Georges Habache, vaguement réconcilié avec Yasser Arafat, s'est efforcé du mieux qu'il a pu de faire échouer, par la surenchère, le processus de paix laborieusement mis en marche par les Etats-Unis. L'homme, on le voit, n'est pas neutre, et les autorités françaises auront bien du mal à expliquer cette sollicitude.

Lire nos informations page 22

M0147 - 0191 0 - 6 00 F



La première tournée internationale du président russe

M. Eltsine exhorte Londres et Paris à se joindre au désarmement nucléaire

M. Boris Eltsine est arrivé jeudi 30 janvier à Londres, où il devait rencontrer le premier ministre britannique, M. John Major. Cette visite marque le début de la première tournée internationale du président russe, qui se rendra ensuite aux Etats-Unis et au

Canada. Il participera vendredi, à New-York, au sommet des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Avant son départ, il a appelé la Grande-Bretagne, la France et la Chine à suivre l'exemple russe et américain en matière de désarmement nucléaire.



Lire nos informations et l'article de SOPHIE SHIHAB page 3

Avec un déficit record de 400 milliards de dollars

L'administration américaine mise sur une croissance de 2,2 % en 1992

L'économie américaine aura connu en 1991 sa première récession depuis 1982. La production nationale a reculé de 0,7 % par rapport à 1990. Il y a actuellement 1,5 million de chômeurs de plus qu'à l'été 1989: 700 000 emplois ont été supprimés

dans l'industrie. Le président Bush a transmis au Congrès son projet de budget pour 1993. Il s'appuie sur une prévision de croissance de 2,2 % en 1992, année pour laquelle le déficit budgétaire devrait atteindre un niveau record de 400 milliards de dollars.

Récession faible, reprise molle

par Alain Verholes

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont connu six récessions (1), d'une durée moyenne de dix mois. Les plus graves auront été celles de 1973-1975 et de 1981-1982. Les dégâts occasionnés à l'économie américaine par ces crises cycliques ont presque toujours été importants.

La production industrielle - plus touchée que les services - a beaucoup chuté

chaque fois (de 9 % en moyenne). La production nationale soutenue par l'agriculture et les services a limité les dégâts, mais a tout de même fortement reculé, elle aussi (de 2,6 % en moyenne). Conséquence inévitable, le chômage a toujours beaucoup augmenté : de presque trois points par rapport à la population active.

On est très loin cette fois de tels bilans. La production industrielle a reculé de 2 % par rapport à son point haut de l'été 1990; la pro-

duction nationale, après s'être fortement ralentie en 1990 (+ 1 % de croissance après + 2,5 % en 1989 et + 3,9 % en 1988), a légèrement reculé en 1991 : - 0,7 %. Quant au chômage, il est passé de 5,5 % de la population active en 1990 à 7 % en ce début d'année.

Lire la suite et l'article de SERGE MARTI page 15

(1) Les Américains parlent de récession quand le produit intérieur brut des Etats-Unis recule pendant deux trimestres consécutifs.

Un entretien avec le ministre de la recherche

M. Hubert Curien va donner la priorité à la province

« On a bien souvent tendance, lorsqu'on décrit la situation de la recherche scientifique en France, à évoquer d'une formule à l'emporte-pièce la richesse de la région parisienne et la désert de la province. Les décisions du CIAT du 28 janvier devraient permettre d'engager des actions de rééquilibrage. Quel sera dans ces conditions le paysage de la communauté scientifique française à l'an 2000? »

Aujourd'hui, 52 % de la recherche publique est concentrée en région parisienne. Nous voudrions inverser cette situation et parvenir rapidement à ce chiffre en province. L'exercice auquel nous nous sommes livrés nous montre que c'est possible sans créer de traumatisme et en offrant de meilleures conditions de travail pour un bon nombre d'équipes. Nous n'avons pas l'in-

tention, au travers de ces opérations, de casser le dispositif de recherche que nous avons construit. Nous souhaitons plus simplement le remodeler.

Cela devrait conduire, dans un premier temps, à un déplacement des personnels de recherche d'environ 2 600 personnes d'ici à 1994-1995, puis à celui de plusieurs milliers d'autres, pour aboutir à l'horizon 2 000, à un

total de 4 500 personnes. A ce moment-là, la région parisienne ne devrait plus représenter que 45 % des effectifs nationaux de la recherche.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUT. Lire la suite et les articles sur les nouvelles mesures de délocalisation des emplois publics pages 8 et 9

Le désert des mennonites

En dépit de ses succès économiques, la secte suscite de plus en plus de critiques au Paraguay

FIADÉLFA

de notre envoyé spécial

A quatre heures de voiture d'Asuncion, par une route plate et rectiligne, s'ouvrent les portes du désert du Chaco. Au début de ce siècle, l'espoir de richesses pétrolières en avait fait une terre de sanglants combats entre le Paraguay et la Bolivie. Sinistre parenthèse durant laquelle cent mille personnes avaient trouvé la mort dans cette province poussiéreuse, où de longues périodes de sécheresse succèdent à des pluies diluviennes. A l'exception de quelques grands propriétaires terriens, souvent étrangers, les mennonites ont ensuite été les seuls à s'intéresser au Chaco, qu'ils ont contribué à transformer.

Chassés d'Ukraine par la révolution russe, émigrants du Canada ou d'Allemagne, quelques milliers de ces pacifistes très croyants y ont acheté des terres, au moment même où - ironie de l'histoire - commençait la guerre du Chaco. Personne ne prêtait plus attention à ces colonies totalement autonomes, travaillieuses et fermées. Pour les militaires, ils constituaient un peuplement sans histoire, et les diverses dictatures, dont celle du général Stroessner, se sont parfaitement accommo-

dées de cette population qui ne demandait qu'une chose : pouvoir organiser sa vie austère en toute liberté.

Aujourd'hui, les douze mille mennonites du Chaco, répartis en trois colonies, possèdent près d'un million d'hectares de terre; trois villes produisant leur propre électricité (au bois); de grandes maisons le long d'avenues bordées d'arbres; des hôpitaux; des écoles, et un système de coopératives performant qui assure, entre autres, la production de près de la moitié du lait paraguayen. Une réussite économique hors du commun dans une région aussi hostile, pour une population maniant beaucoup plus facilement l'allemand que l'espagnol.

M. Franklin Klassen, âgé de quarante ans, a abandonné la colonie de Fiadelfia, où il est né, pour s'établir à Asuncion. Professeur du secondaire, il est en dissidence avec un système qu'il ne supportait plus, pour plusieurs raisons : « L'isolement total d'un groupe d'agriculteurs qui possèdent une foi quasi infantile, et dont la manière de voir la vie se résume à une chose : le travail. »

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Lire la suite page 5

Une pause dans la décentralisation

M. Cresson s'inquiète des « excès » des institutions locales

page 8

La campagne de M. Bernard Tapie

Avalanche de critiques à droite, embarras au PS

page 7

L'affaire de la tour BP

Trois policiers entendus et une demande de non-lieu de M. Christian Pellerin

page 10

« Conte d'hiver » de Rohmer

Un film qui reprend les thèmes favoris de « Ma nuit chez Maud »

page 11

Le congrès de la CGT

Entre autocritique des militants et silence des dirigeants

page 15

LIVRES ♦ IDEES

■ Le swing de Morand ■ Le paradis perdu de l'amour ■ Le regard de Céline Zins ■ La comédie sociale : deux essais d'Erving Goffman et Anselm L. Strauss ■ Civilisations : sur le sentier de la vie; la mémoire des siècles; l'héritage du Mahari ■ Bernard Berenson, le « charlatan » de la beauté.

■ Cormac McCarthy ou toute la cruauté du monde ■ La thérapie du docteur Mirozek.

■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Cuba sans libre » ■ Histoires littéraires par François Bort : « Faites-nous plaisir, docteur Tchekhov »

■ D'autres mondes par Nicole Zand : « Un tour d'Irlande ».

pages 23 à 30

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 22

DÉBATS

Algérie

La guerre des légitimités

par Lahouari Addi

La lutte entre les principes de légitimité constitue le fond invisible de l'histoire politique des hommes. Évidemment, les acteurs du drame algérien ne proclament pas explicitement leurs choix, mais leurs actes, leurs pratiques et leurs discours permettent de décrypter et de lire l'échelle de valeurs par laquelle ils voudraient structurer l'espace politique. La composition du « Haut Comité d'Etat » indique quelle est l'échelle de valeurs de l'armée. En désignant Mohammed Boudiaf comme chef d'Etat virtuel, c'est le principe de légitimité historique qui est mis en avant. Ce choix est souligné encore plus par la présence d'Ali Kafi, officier supérieur dans les maquis et secrétaire général de l'Organisation des anciens maquisards.

Cette insistance sur la légitimité historique n'exclut, cependant, pas le principe de la légitimité religieuse puisque fait partie du « Haut Comité d'Etat » Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris, ancien ministre du culte de Boumediène.

La légitimité électorale n'est pas non plus écartée du revers de la main, puisque le « chef d'Etat collectif » installé par l'armée comprend Ali Haroun, ministre des droits de l'homme dans l'actuel gouvernement, connu surtout pour son attachement à l'idéologie démocratique. Par ailleurs, la hiérarchie militaire dénie au FIS la légitimité électorale, considérée comme usurpée, en raison des irrégularités qui auraient entaché le scrutin de décembre.

Le FIS, tout en se prévalant de la légitimité religieuse, accuse l'équipe au pouvoir de trahir les principes du FLN historique, ne posant en héritier de celui-ci. La biographie d'Abassi Madani met en avant son appartenance au

« comité des 22 » qui a décidé l'insurrection armée lors d'une réunion célèbre tenue en juillet 1954 à Alger. En rappelant que son leader a été un militant de la première heure du FLN, le FIS ne répudie pas la légitimité historique. D'autre part, étant le vainqueur du scrutin de décembre qui lui a donné la légitimité électorale, il ne dédaignera pas celle-ci dans la mesure où elle lui permet de neutraliser l'hostilité des démocrates face à l'armée. Aussi, son argumentation tendra à montrer qu'il est détenteur des trois légitimités et que, par conséquent, il est désigné à exercer le pouvoir.

Aucun protagoniste ne se réclame exclusivement d'un seul principe qu'il opposerait à l'autre principe défendu par l'adversaire. Ici, les adversaires se déclarent attachés aux mêmes principes de légitimité. Il y a, néanmoins, une différence subtile qui les sépare : les types de légitimités sont classés selon une priorité qui leur est propre. Pour le FIS, la légitimité est d'abord religieuse, ensuite elle est historique. Si la légitimité électorale conforte la légitimité religieuse, il s'en prévaudra ; si elle ne le conforte pas, il la déclarera impie. Pour la hiérarchie militaire, la légitimité est historique, dans le prolongement de la légitimité religieuse « éclairée ». La légitimité électorale ne peut que conforter la légitimité historique, à moins évidemment d'irrégularités dans le déroulement du scrutin.

Cependant, à regarder de plus près, les deux positions sont plus proches qu'elles ne paraissent de prime abord. Elles sont proches parce que, premièrement, toutes deux classent la légitimité électorale en troisième position, la considérant comme un accessoire en plus, et non comme un principe

fondateur d'un ordre politique. La légitimité électorale est utilisée comme justification, comme habillage extérieur. Elles sont proches, deuxièmement, parce qu'elles donnent priorité à deux principes de légitimité qui fondent le même ordre aristo-monarchique. La légitimité religieuse et la légitimité historique appartiennent, en effet, à la même culture politique et sont portées par la dynamique de l'ordre aristo-monarchique, avec dans un cas, domination d'une aristocratie religieuse, et dans l'autre, domination d'une aristocratie militaire.

L'essentiel pour l'Algérie est de trouver le moyen de changer de régime politique sans recourir à l'émeute et à la révolte. De par son caractère éphémère, la légitimité électorale est le seul moyen d'éviter ces émeutes et ces révoltes des masses, provoquées par le pouvoir absolu, dont le penchant naturel est la corruption et l'arbitraire, que ce soit à l'ombre de la légitimité historique ou à l'ombre de la légitimité religieuse. Appartenant à une

conception du politique dans laquelle seul le peuple est souverain, la légitimité électorale permet la délégation, périodique de cette souveraineté à des représentants élus par la majorité.

Aussi, le combat démocratique en Algérie n'est pas de dénier au FIS la légitimité électorale. Il est de lui faire comprendre - par la force si besoin est - qu'il n'est de légitimité dans le monde moderne que la légitimité électorale.

Le combat démocratique est donc d'insérer le FIS dans le processus démocratique et non de l'en exclure. Ce ne sera pas facile, mais l'exercice du pouvoir face à la complexité des réalités historiques, face aux exigences sociales et aux relations internationales présentes le « combat » pour devenir un parti ordinaire avec sa démagogie ordinaire. Ce jour-là, l'électorat se ravivra et débâtera.

► Lahouari Addi est professeur de sociologie à l'université d'Oran.

Triste histoire

par Amin Khan

Qu'elle est triste l'histoire... Trente ans après l'indépendance, l'Algérie menace de retomber dans le chaos séculaire dont elle était péniblement sortie. Seule ma conviction que le peuple algérien n'est pas, par essence, destiné à l'aviilissement et à l'indécision me fait dire aujourd'hui qu'il est poursuivi par la malchance et le malheur. Lui qui a surgi au monde après une terrible guerre de libération nationale ne devrait pas être condamné, une génération plus tard, à la guerre « civile ». Or c'est elle qui est là, qui attend patiemment son heure.

J'ai vu sur les murs d'Alger peints en rouge joyeux « Bonne guerre 1992 » ! J'ai entendu de vieux militants nationalistes retraités dans leur village de Kabylie dire qu'ils étaient prêts à nouveau à user de leurs armes, qu'ils n'accepteraient jamais l'ordre nouveau, c'est-à-dire le pouvoir islamiste issu

des urnes, sauf accident. J'entends des « démocrates » implorer l'armée et parfois même espérer une dictature sanglante.

Il est vrai que, après des années d'efforts, la culture est délabrée, l'économie par terre et la société folle. Après octobre 1988, l'ouverture démocratique est intervenue comme une césarienne pour sauver un enfant mort. Trop tard. Et donc, puisqu'on ne refait pas l'histoire, trop tôt...

Pour l'avenir, l'Algérie est sommée de choisir entre le pourrissement « démocratique » et la guerre civile ou bien le pabot sous la férule d'un despote éclairé. Elle ne sortira pas de l'état de la malchance et du malheur. Puisse-t-elle malgré tout se donner elle-même la force et la douleur d'exister solitaire et unie.

► Amin Khan est écrivain.

Un immense psychodrame

par Jacques Roseau

ALGER la douce, Alger l'envoûtante, serait-elle condamnée par une espèce de fatalité diabolique à générer les pires exécutés, les pires tyrans ? Depuis les convulsions de la bataille d'Alger aux manifestations des partisans de l'Algérie française, l'ombre de l'Algérie algérienne, depuis la terre brûlée de l'OAS à l'hystérie de l'indépendance, depuis la révolte d'une population désespérée, en octobre 1988 aux démonstrations de force des militants du FLN d'abord, du FIS ensuite, du FFS, en dernier lieu, le pavé d'Alger n'en finit pas de résonner, martelé qu'il est de l'espérance des uns et du désespoir des autres, sans que l'horizon de cette merveilleuse baie ne s'éclaircisse enfin.

Pour tous ceux d'entre nous qui, malgré la fuite du temps, continuent à porter une indéfectible tendresse à notre terre natale, nous percevons les « événements » d'Algérie avec une intuition toute particulière qui nous conduit à penser que la montée en puissance du FIS n'est pas un phénomène passager mais qu'il correspond à un immense psychodrame aux tendances durables et lourdes. Des tendances et des effets qui ne peuvent nous laisser insensibles. Même ceux qui, parmi nous, légitimement et profondément désabusés par le drame de l'exode de l'été 1962, refusent d'être concernés par l'évolution dont l'Algérie est victime, devront bien vite déchanter et abandonner leur attitude de Fonce Pilate : l'Algérie, en effet, n'a pas fini de nous coller à la peau comme la tunique de Nessus.

Les répliques du système qui se prépare là-bas seront multiples et considérables si les partisans du Front islamique du salut voient leur position confortée par le « coup d'Etat » dont on des effets perdus sera vraisemblablement de

renforcer les éléments intolérants et les tenants d'une charia pure et dure, largement pervertie, pour nourrir les besoins d'une idéologie politique. L'Algérie nous a hélas habitués, au fil du temps, à se livrer aux plus radicaux, aux plus extrêmes.

Ce fut la grande erreur d'Eviana et du gouvernement de l'époque, il y a bientôt trente ans, le 19 mars 1962, que de privilégier le seul FLN, à l'exclusion de toutes autres forces, abandonnant le pouvoir à ses éléments les plus extrémistes, voire les plus incompétents. Il n'est pas inutile, pour mieux comprendre les raisons profondes qui ont conduit l'Algérie à cette impasse, de rappeler que c'est bien dans les conditions brutales, irréalistes et

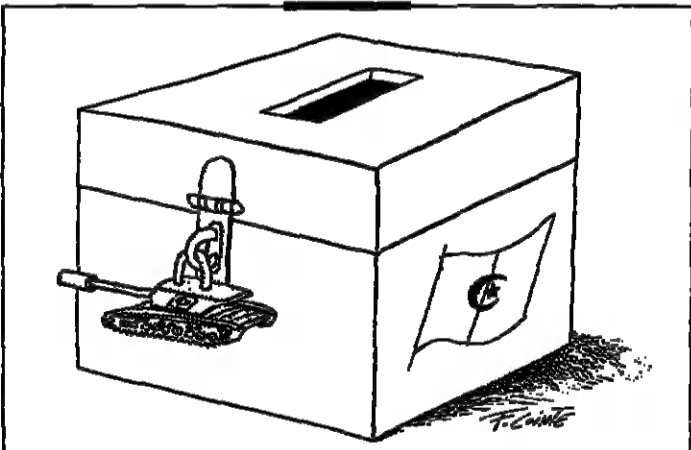
injustes qui ont présidé à l'indépendance de l'Algérie que le FIS trouve ses racines.

Devant tant de dangers et de menaces sur les libertés, la démocratie, et sur les relations avec la France, il serait opportun que la classe politique manifeste un peu plus de circonspection et de prudence dans ses élans en direction d'une éventuelle République islamique algérienne, en mettant notamment un certain nombre de conditions claires et précises auxquelles devront être subordonnées les « bonnes relations » avec l'Algérie des « barbus ». Les pouvoirs publics, politiques et médiatiques français, doivent aussi toujours avoir très présent à l'esprit que la France reste un peu, pour beau-

coup d'Algériens, une espèce de « métropole », d'autant que nos médias radio-télévisés sont captifs en permanence, du plus profond des doudars des Aurès ou de l'Ouarsenis à la Casbah d'Alger. Ce qui devrait responsabiliser tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressent à l'Algérie, en se souvenant aussi qu'il serait particulièrement inopportun d'exporter à bas prix nos systèmes cartésiens de pensée, nos doctrines, nos polémiques politiques en faisant de l'Algérie, comme certains l'ont déjà fait, un enjeu de politique intérieure française.

► Jacques Roseau est porte-parole de RECOURS-FRANCE.

TRAIT LIBRE



LE MONDE diplomatique

POUR MIEUX COMPRENDRE
LES GRANDS
BOULEVERSEMENTS MONDIAUX
ABONNEZ-VOUS

TARIF	1 AN
FRANCE (y compris DOM-TOM)	190 F
ÉTUDIANTS	143 F

Je m'abonne au Monde diplomatique pour une durée d'un an (12 numéros)

MODE DE RÈGLEMENT (les virements ne sont pas acceptés)

☐ Chèque bancaire ☐ Mandat

☐ Chèque postal

☐ Carte Bleue Visa n° _____

expire fin _____ date et Signature : _____

☐ Carte A.E. n° _____

expire fin _____ date et Signature : _____

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

LOCALITÉ : _____

Bulletin et règlement à retourner à :

Le Monde diplomatique - Service Abonnements

1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry Cedex FRANCE

Le péril vert

L'opinion publique en France, plus concernée par la résurgence islamiste à cause de la proximité du Maghreb et de l'importance de sa communauté maghrébine, semble ne pas comprendre la réalité des faits et préfère la réduction schématisée facile à la complexité et à la spécificité de ce phénomène.

La plus grande erreur que commettrait l'Occident serait de transposer sur ces événements la doctrine Foster Dulles, qui, en pleine guerre froide, provoqua et soutint des dictatures en Afrique, en Asie et en Amérique latine afin de « contenir » le péril rouge.

Le fonds de commerce actuel de plusieurs régimes sans contre-pouvoir est de brandir le « péril vert » pour étouffer toute contestation et perpétuer dans un monde

COURRIER

nouveau des pratiques dictatoriales d'un autre âge, et paraître aux yeux de l'Occident comme un bouclier de la « société civile ».

La société civile est beaucoup plus menacée par le pouvoir absolu et les atteintes aux droits de l'homme que par la légalisation d'une composante à sensibilité islamiste.

Les islamistes non violents dans les sociétés musulmanes ne sont pas différents des démocrates-chrétiens en Europe. Les uns et les autres proposent des projets de civilisation qui s'articulent autour d'une authenticité culturelle et spirituelle.

Réduire donc les mouvements islamiques pacifiques et démocratiques aux condamnables agissements minoritaires de quelques factions violentes équivaut à réduire le gaullisme aux seuls actes du SAC.

Dans des démocraties affirmées et réelles, sans exclusion et sans imposture, les islamistes démocrates occuperont un espace politique légitime dans le respect des lois et dans l'esprit du temps. Les réprimer, sans aucune vision d'avenir, préparerait la région à de terribles desseins en marginalisant les plus démocrates au profit d'une nouvelle génération plus radicale et en se situant sans le savoir sur le terrain choisi et délimité par les plus violents.

AHMED KEDDI
Tunis

Le FIS à tous risques

L'éditorial de votre journal du 14 janvier, intitulé « Quelle démocratie ? », aboutit à une conclusion qui m'a fait frémir.

Il se termine par : « Il fallait peut-être prendre le risque de laisser le FIS exercer le pouvoir - et probablement s'y user - à l'épreuve des dures réalités économiques. Le peuple algérien - et lui seul - aurait alors eu le droit politique et moral de renvoyer ses barbus à leurs mosquées ».

HENRI MONTANT

HUMEUR

Malheur aux barbus !

Avec la barbiçhette des instituteurs laïcs et le poil fourni du curé de campagne, la barbe avait naguère bonne réputation sur les joues masculines tout en réconciliant l'Eglise et l'Etat. On arborait sans honte ces pilosités avancées qui cachent généralement une absence de menton.

Les temps ont bien changé. Depuis l'avènement des intégristes islamiques et la montée des religieux algériens, le barbu est suspect. Mieux : employé désormais sans guillemets dans la presse, le terme de barbu désigne un fanatique islamique, un allergique à l'alcool, un ennemi de la démocratie, bref un individu peu recommandable. Alors que le barbu de nos contrées, ainsi diffamé, n'est souvent qu'un paresseux inoffensif, un sybarite trop feignant pour se raser tous les jours.

Il est temps de réagir pour sauver l'honneur des barbus. Et de rappeler qu'il y eut des barbus savants (Pasteur), des barbus littéraires (Hugo), des barbus démocrates (la III^e République), des barbus peintres (Van Gogh), des barbus dramaturges (Shakespeare), des barbus psy (Freud) ou matérialistes (Marx), des barbus scientifiques (Darwin) ou musiciens (Bizet), et de souligner que les trois quarts des bienfaiteurs de l'humanité (vérifiez dans un dictionnaire !) portaient noblement des barbes de sapeur...

Bref, il devient urgent de défendre l'honneur de la barbe complète et fleurie, synonyme de sagesse et de pondération. Après tout, Staline n'était que moustachu, et Hitler quasi imberbe, comme Franco, Mao, Saint-Just et Robespierre...

صكيات الامم

Après les initiatives de M. Bush et de M. Eltsine

Au cours d'une intervention télévisée à Moscou, mercredi 29 janvier, le président de Russie, M. Boris Eltsine, a invité « les autres puissances nucléaires - la Chine, la Grande-Bretagne et la France - à s'associer au processus de désarmement nucléaire réel » lancé par son pays et les Etats-Unis. Le président russe devait avoir l'occasion de revenir sur cette question lors de ses entretiens, jeudi à Londres, avec le premier ministre britannique, M. John Major. M. Eltsine doit poursuivre ensuite sa tournée en se rendant vendredi à New-York pour le sommet des pays

membres du Conseil de sécurité de l'ONU, puis à Camp-David (Maryland) samedi, pour des entretiens avec le président Bush. Il devrait clore son périple par une visite à Ottawa.

Les Américains ont salué les propositions russes en précisant que cela permettrait aux discussions entre M. Bush et M. Eltsine d'être « très productives » même s'il fallait « analyser certains éléments pour déterminer leur impact sur l'équilibre stratégique ». A Moscou, certains observateurs relèvent que le discours de M. Eltsine, ayant été préparé parallèlement à celui de

M. Bush, ne peut être considéré comme une réponse proprement dite au président américain qui, dans son discours sur l'état de l'Union, avait proposé à la Russie la liquidation de ses missiles les plus déstabilisateurs en échange d'une élimination par les Etats-Unis des missiles stratégiques à têtes multiples Peacekeeper et la diminution du nombre des ogives atomiques embarquées à bord des sous-marins. Les Etats-Unis vont également examiner la possibilité de ne plus programmer leurs missiles en direction du territoire russe si le président Eltsine met à

exécution sa promesse d'en faire de même pour les missiles destinés à une frappe éventuelle sur le sol américain.

Enfin, le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner, a jugé « très encourageantes » et « prometteuses » les propositions de désarmement nucléaire lancées par le président de Russie. Il a également jugé « intéressante » l'idée du président russe de créer et d'exploiter, en commun avec les Etats-Unis, un système global de défense qui remplacerait l'initiative de défense stratégique (IDS) américaine.

Les Etats-Unis attendent l'adhésion
« de tous les Etats de la CEI » aux accords de désarmement
déclare M. Baker à Moscou

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

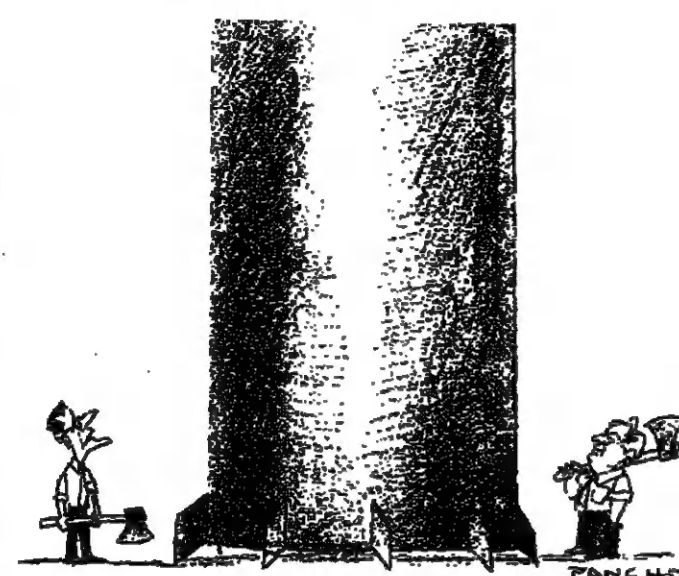
Les trois heures d'entretien que M. Boris Eltsine doit avoir samedi 1^{er} février à Camp David avec M. George Bush ont été préparées, mercredi 29 janvier au Kremlin, par deux heures de rencontre entre le président de Russie et le secrétaire d'Etat américain James Baker. L'absence, encore une fois, de M. Boris Eltsine à la conférence de presse qui a suivi et qui devait être commune, n'a pas empêché M. Baker de qualifier d'excellente cette rencontre tenue dans la foulée, des annonces des nouveaux plans de désarmement américain et russe.

Ainsi que le quotidien *Izvestia* évoquait le même jour - une première à Moscou - la nécessité pour les dirigeants de publier des bulletins de santé, le ministre des Affaires étrangères de Russie, M. Andreï Kozyrev, apparaissant aux côtés de son homologue américain, expliquait qu'il remplaçait M. Eltsine, car ce dernier était « très occupé » à préparer son grand voyage de consécration occidentale. Devant être jeudi à Londres, vendredi à New-York, samedi à Camp David, dimanche à Ottawa, et de nouveau à Moscou avant de repartir pour Paris, M. Eltsine était peut-être en droit cette fois-ci de bouter une cérémonie médiatique.

Un hématome ukrainien

M. Baker a pour sa part évité de commenter les propositions de désarmement que M. Eltsine venait d'exposer à la télévision. Évoquant la « très large portée » des deux plans, le secrétaire d'Etat a précisé qu'ils seront étudiés en détail, « y compris samedi à Camp David ». Ce qui ne préjuge pas des solutions qui seront apportées aux dissensions entre les deux « listes » - notamment au fait que la Russie ne prévoit pas l'élimination, demandée par M. Bush, de l'ensemble des missiles stratégiques à têtes multiples basés au sol. Les deux présidents ont pourtant eu des échanges au sujet de leurs plans respectifs avant de les rendre publics, comme l'ont souligné M. Baker et Kozyrev.

Il est vrai que la Russie n'est plus seule en cause, même si son président a seul le doigt sur le bouton nucléaire, avec le ministre de la Défense Chapochnikov, le chef des forces théoriquement « continu-



nautiques ». Ce dernier a également rencontré M. Baker - séparément, pour respecter les apparences - et il fait partie de la délégation de Russie qui se rend aux Etats-Unis. M. Eltsine a bien souligné, en énonçant ses propositions de désarmement unilatéral ou à négocier, qu'elles entrent toutes « dans le cadre des accords » de la CEI. Mais le président ukrainien Leonid Kravtchouk avait par avance mis un bâton dans cette affirmation : dans un entretien à un journal italien, il avait pris soin lundi d'affirmer que M. Eltsine ne l'avait pas consulté avant d'annoncer que les missiles ex-soviétiques ne devaient plus être pointés sur les Etats-Unis.

M. Kravtchouk expliquait en substance que les accords de la CEI ont prévu un « mécanisme » pour prévenir tout usage de ces missiles stratégiques, mais que, pour ce qui est de la « politique », chaque Etat de la Communauté menait la sienne. Interrogé mercredi sur la probabilité de voir les trois autres Républiques membres de ces missiles accepter les propositions de la Russie, M. Alexandre Iakovlev, l'ami fidèle de M. Gorbatchev, a estimé que « la Biélorussie et le Kazakhstan ne passeront sans doute pas de problèmes, mais pour ce qui est de l'Ukraine, c'est une autre histoire... ».

Ce pronostic participe de la campagne anti-ukrainienne menée en Russie. Mais l'Ukraine, qui, la pro-

mière parmi les ex-Républiques soviétiques, avait affirmé « de tous les Etats de la CEI » leur adhésion à tous les accords internationaux de désarmement, y compris, a-t-il dit, le traité ABM de 1972 sur les missiles antimissiles, ceux sur l'utilisation à des fins non militaires de l'énergie atomique, et sur la limitation des essais nucléaires. Affirmant qu'« un certain nombre de pays » laissent toujours planer la menace d'usage de missiles, il a appelé à des pourparlers sur le « Système de protection globale contre les frappes limitées » (GPALS) conçu par le Pentagone

L'obstacle financier

M. Baker en tout cas a souligné que les Etats-Unis attendent « de tous les Etats de la CEI » leur adhésion à tous les accords internationaux de désarmement, y compris, a-t-il dit, le traité ABM de 1972 sur les missiles antimissiles, ceux sur l'utilisation à des fins non militaires de l'énergie atomique, et sur la limitation des essais nucléaires. Affirmant qu'« un certain nombre de pays » laissent toujours planer la menace d'usage de missiles, il a appelé à des pourparlers sur le « Système de protection globale contre les frappes limitées » (GPALS) conçu par le Pentagone

comme une variante moins coûteuse du programme de la « guerre des étoiles ».

M. Eltsine dans ses propositions a appelé à élaborer en commun avec les Etats-Unis un tel système, tout en prévoyant la liquidation totale des armes antisatellites. Pourtant, il y a quelques mois encore, son conseiller militaire, le général Kobets, se prononçait contre l'acceptation de l'offre faite en automne par M. Baker à M. Gorbatchev de bénéficier du programme GPALS. Une offre qui était interprétée par la presse à Moscou comme pouvant permettre par exemple à la Russie de se protéger d'une attaque nucléaire de l'Ukraine... Ces spéculations, démentées avec indignation à Kiev comme à Moscou, traduisaient bien alors l'état de certains esprits et toute la complexité politique de la mise en œuvre des mesures envisagées dans l'empire soviétique désagrégé.

Mais le grand obstacle reste plus que jamais financier. Le désarmement, avant de dégager des ressources, coûte cher. La seule liquidation des stocks d'armes chimiques soviétiques - qui se trouvent toutes, a affirmé mercredi M. Eltsine, sur le territoire de la Russie - coûterait une vingtaine de milliards de dollars, avait estimé le général russe en charge de ces questions. Des dollars dont la Russie ne possède pas le premier, si ce n'est pour importer d'urgence un peu plus de blé.

De son côté, le monde industrialisé attend pour financer les réformes de l'ex-URSS que celles ententes portent leurs fruits, alors qu'elles ne font pour l'instant qu'aggraver la crise. Il y a donc fort à parier que le désarmement de l'ex « empire du mal » consistera longtemps à laisser à l'abandon des armes qui ne le supportent plus. Comme ce sous-marin nucléaire désaffecté ramené dans le port de Mourmansk, où aucune installation n'est prévue pour récupérer son réacteur, à la très grande inquiétude de ses habitants.

SOPHIE SHIHAB

Les dépenses militaires américaines devraient baisser de 7 % en 1993

D'après le projet de budget de la défense présenté mercredi 29 janvier, à Washington, les dépenses militaires baisseront de 7 % en termes réels, passant de 277,5 milliards de dollars au cours de l'année fiscale 1992 à 267,6 milliards en 1993. Les économies de 63,8 milliards que le Pentagone entend réaliser d'ici à 1997 incluent 50,4 milliards de coupes proprement dites, et 13,4 milliards d'ajustements tenant compte de l'inflation.

Les armements stratégiques sont les plus touchés. La limitation à vingt exemplaires du bombardier furtif B-2, l'abandon de la production du missile stratégique *Midgetman*, du programme de construction du sous-marin d'attaque *Seawolf* (le Pentagone s'est l'intention d'étudier un projet de sous-marin d'un coût moindre) permettront d'économiser environ 35 milliards de dollars d'ici à 1997. En revanche, le budget proposé pour l'Initiative de défense stratégique

(IDS, ou « guerre des étoiles ») est de 3,4 milliards de dollars, soit plus d'un milliard que ce que le Congrès avait approuvé pour 1992.

Par ailleurs, l'Egypte et Israël restent les deux principaux bénéficiaires de l'assistance militaire aux pays étrangers en 1993, en diminution de 11 % (et de 33 % si l'on exclut ces deux pays). L'aide proposée pour Israël s'élève à 3 milliards de dollars, dont 1,8 d'aide militaire. Pour l'Egypte, les crédits demandés sont de 2,26 milliards, dont 1,3 d'aide militaire. La demande d'assistance militaire pour les Philippines a été ramenée de 202 millions de dollars en 1992 à 47,4 millions pour 1993, celle pour le Salvador de 87 à 41 millions. Pour le Pakistan, aucune proposition n'a été faite, le président George Bush n'ayant pas été en mesure de certifier au Congrès que ce pays ne possédait pas l'arme nucléaire. (AFP)

M. Boris Eltsine promet de multiplier par cinq le salaire des experts nucléaires. - Le président russe, M. Boris Eltsine, a promis de multiplier par cinq les salaires des milliers d'experts travaillant dans le domaine du nucléaire militaire en Russie, afin d'éviter qu'ils ne vendent leurs talents à d'autres pays. - (Reuters)

L'Iran dément recruter des experts nucléaires. - Le gouvernement iranien a démenti, mercredi 29 janvier, les informations accu-

sant Téhéran de recruter des experts nucléaires originaires de l'ex-Union soviétique pour développer un programme nucléaire secret. Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a estimé que les informations publiées, dimanche, par le journal britannique *Sunday Times* selon lesquelles le gouvernement iranien proposait 360 000 dollars (1,9 million de francs) à « certains des plus gros cerveaux de l'ancienne Union soviétique » étaient « totalement sans fondement ».

La Russie remplace l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU

M. George Bush rencontrera originalement le premier ministre chinois, M. Li Peng, à la demande de ce dernier, vendredi 31 janvier à New-York, en marge du sommet des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce sera le contact au plus haut niveau entre les deux pays depuis l'écrasement du « printemps de Pékin » en 1989. M. Li Peng a fait approcher tous les participants à la réunion de New-York, mais ne devrait rencontrer que le président américain et le premier ministre britannique, M. John Major, hôte de cette réunion.

Le sommet, qui ne durera qu'une seule journée, sera l'occasion de nombreuses autres rencontres bilatérales. M. George Bush en avait déjà prévu onze mercredi et M. Boris Eltsine cinq. M. François Mitterrand, qui ne séjournera que quelques heures à New York, devait s'entretenir avec les présidents russe et américain.

Le premier ministre japonais, M. Kiichi Miyazawa, est également attendu à New-York, son pays faisant partie des membres non permanents du Conseil de sécurité. Le

Japon représente la deuxième contribution au budget de l'ONU, et l'on s'attendait que M. Miyazawa exprime la revendication de son pays de faire partie des membres permanents, malgré la fin de non-recevoir opposée à toute modification de la composition du Conseil par les Occidentaux.

Ce sommet, organisé à l'initiative de la Grande-Bretagne qui assume jusqu'à la fin du mois la présidence du Conseil, devrait déboucher sur une déclaration commune en faveur d'un renforcement du rôle de l'ONU, notamment en matière de prévention des conflits. Il s'agit aussi de saluer l'arrivée de M. Boutros Ghali au secrétariat général et d'enterrer de façon solennelle l'arrivée de la Russie parmi les cinq membres permanents, en remplacement de l'Union soviétique. Il sera l'occasion pour M. Boris Eltsine de faire sa première véritable intervention sur la scène mondiale, après sa visite à Londres jeudi 30 janvier et avant de se rendre à Camp David et à Ottawa en fin de semaine. (AFP)

LES JEUX
TARDIFS DE
L'ÂGE MÛR
LUIS LANDERO

Traduit de l'espagnol par Françoise Rosset

GALLIMARD

DIPLOMATIE

Sécurité et prévention des conflits en Europe

Les onze Républiques de la CEI font leur entrée dans la CSCE

Jusqu'où va la grande Europe? Jusqu'aux confins de la Chine, ont répondu, jeudi 30 janvier, les ministres des affaires étrangères de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), réunis pour deux jours à Prague, en attendant dans leurs rangs les onze Républiques de la CEI. La France et l'Allemagne ont d'autre part présenté un projet de création d'une instance de conciliation et d'arbitrage pour le règlement pacifique des conflits.

Le Forum de la CSCE, né en 1975 à Helsinki, regroupait jusqu'à présent tous les pays d'Europe, URSS comprise, et, dans la mesure où il se penchait sur les questions touchant à la sécurité du continent, les États-Unis et le Canada en tant que membres de l'OTAN. Que faire, dès lors que l'URSS avait explosé? L'Europe devait-elle s'arrêter à l'Oural ou des Républiques anciennement soviétiques comme le Kazakhstan ou le Kirghizistan y avaient-elles leur place?

Les hauts fonctionnaires qui ont préparé la réunion ministérielle de Prague ont finalement tranché en faveur de l'admission de toutes les Républiques candidates. Cela n'allait pas sans débats. Certains faisaient valoir que quelques-unes de ces lointaines Républiques, notamment les États musulmans d'Asie centrale, ne se conformaient guère pour l'instant aux critères de la CSCE en matière de démocratie et de droits de l'homme. D'autres, comme les Grecs, redoutaient que trop d'États turcophones aient désormais voix au chapitre. D'autres

encore estimaient que cet afflux de nouveaux membres risquait de compromettre définitivement le fonctionnement d'une institution dont la règle d'or est le consensus: il suffit d'un seul État pour bloquer toute décision.

Toutes ces objections vaincues, et comme tenu du fait que l'objet de la CSCE est de contribuer à la stabilité et à la sécurité du continent européen, on refusa cependant les exclusions et il fut décidé de faire entrer les onze Républiques de la CEI, héritières de l'Union soviétique (le Géorgie n'a pas fait de demande), à certaines conditions: elles devront s'engager à appliquer les accords qui avaient été conclus par l'URSS en matière de sécurité, notamment le traité de 1990 réduisant les armées conventionnelles négocié dans le cadre de la CSCE et qui n'a pas eu le temps d'être ratifié.

Une idée de M. Badinter

Elles devront accueillir les missions envoyées par la CSCE pour évaluer leur « degré d'assimilation » des normes en vigueur dans cette instance, en matière de droits de l'homme notamment. Chacune devra enfin déclarer expressément qu'elle admet toutes les autres. La Slovaquie et la Croatie n'ont obtenu que le statut d'observateurs (le représentant yougoslave n'ayant pas admis davantage) et la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine rien du tout pour l'instant, en dépit du soutien des Autrichiens et des Bulgares de leur accord de la même manière avant même qu'elles ne soient reconnues par la Communauté internationale.

Le Forum de la CSCE va donc compter quarante-huit membres (l'Albanie et les trois États baltes y

ont fait leur entrée en septembre 1991). L'autre objet de la réunion de Prague est de définir quelques orientations pour le renforcement de ce processus qui n'a pas véritablement fait ses preuves en matière de règlement pacifique des conflits dans le cas de la Yougoslavie. Aucune décision ne devrait être arrêtée à Prague, mais il s'agit de préparer le sommet de la CSCE, qui aura lieu le 24 mars à Helsinki.

La France et l'Allemagne ont présenté dans cette optique un projet de « Centre européen de conciliation et d'arbitrage », fortement inspiré par une idée de M. Robert Badinter, qui est allé tester ces derniers mois dans plusieurs capitales européennes et à Washington. M. Hans-Dietrich Genscher et M. Elisabeth Guigou, qui représente la France à Prague, ont demandé à leurs homologues de charger un groupe d'experts de travailler sur cette proposition dans la perspective d'Helsinki.

L'instance qu'ils proposent s'efforcera dans un premier temps de trouver une conciliation entre les parties prenantes à un litige; en cas d'échec elle saisira le conseil des ministres de la CSCE. L'idée est, au moment où surgissent à l'est de nombreux foyers de crises potentielles, de tenter de les prévenir efficacement, les mécanismes dont dispose pour l'instant la CSCE n'allant guère au-delà de l'enquête et de l'information. Ce n'est encore qu'un schéma. Il reste, si le projet est retenu, à définir entre autres la nature des litiges pour lesquels ce centre serait compétent, la procédure de saisine (par un État seulement ou aussi par exemple par une minorité?) et la nature de l'arbitrage qui sera-t-il rendu obligatoire ou simple recommandation?

CLAIRE TRÉAN

La visite du chef de l'État à Mascate

M. Mitterrand veut donner « plus de force et d'élan » à la coopération franco-omanaise

MASCATE (Sultanat d'Oman)

de notre envoyé spécial

Au cœur du vieux Mascate, « Beit Frans », l'élégante Maison de France, abritait au début du siècle le consulat de la République. C'était l'époque où les diplomates payaient encore parfois de leur personne la rudesse du climat.

L'un d'eux devint fou, un autre fut victime – disent joliment les archives du Quai d'Orsay – d'un « assassinat par un coup de chaleur ». L'ancien consulat a été aménagé en un musée franco-omanaise glorifiant l'histoire des relations entre les deux pays, inauguré, mercredi 29 janvier, par le sultan Qabous et par son hôte, M. François Mitterrand.

Le président français avait exprimé le vœu, arrivant en Oman, que sa visite d'État donne « plus de force et d'élan » à la coopération entre Paris et Mascate. Il aura pu constater que la France est la bienvenue dans le sultanat, qu'elle est invitée à y développer sa présence, mais qu'elle a fait preuve jusqu'à maintenant d'une grande timidité.

C'est dans l'espoir d'y mettre fin que le chef de l'État est accompagné ici de cinq ministres, dont MM. Joxe (défense), Strauss-Kahn (industrie et commerce extérieur) et Le Drian (secrétaire d'État à la mer).

■ Koweït: M. Bérégovoy reçu par cheikh Jaber. – L'émir du Koweït, cheikh Jaber El Ahmed El Sabah, a reçu, mercredi 29 janvier, le ministre français de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, actuellement en visite dans l'émirat. Les perspectives de coopération entre Paris et Koweït, notamment dans les domaines économiques et commerciaux, ainsi que la situation dans le Golfe ont été au centre de l'entretien auquel assistait le ministre koweïtien des finances, M. Nasser Abdullah El Roudhane, à-t-on indiqué de source officielle koweïtienne. – (AFP.)

Moins fortuné que d'autres pétromonarchies, Oman fut longtemps boudé, à une ou deux exceptions près, par les entreprises françaises, souvent absentes au moment des appels d'offre. Ici, l'argent est peut-être moins « facile » et le marché – a priori – moins alléchant qu'ailleurs dans le Golfe. La concurrence est vive et il faut se battre pour s'imposer. Mais l'industrie française peut y jouer de nombreuses cartes. Sa faible présence illustre bien le « mal français » du commerce extérieur, ce manque d'audace des entreprises dès qu'il s'agit de vendre et de « se vendre » à l'étranger. Celles-ci ont considéré, largement à tort, que le sultanat était une chasse gardée britannique. Résultat: la France n'est que le sixième fournisseur d'Oman, avec 4 % du marché civil, loin derrière le Japon (17 %), l'Allemagne (15 %), la Grande-Bretagne (12 %), les États-Unis et l'Italie.

Une situation attirante

La situation d'Oman est pourtant attirante à plus d'un titre. Recevant du pétrole 95 % de ses ressources en devises et 85 % de ses recettes fiscales, le sultanat désire diversifier son économie – et ses partenaires – en développant une industrie encore embryonnaire, en modernisant sa pêche et son agriculture, handicapées par la rareté des terres arables et de l'eau. Son fort taux de croissance démogra-

■ Etablissement de relations diplomatiques entre l'Inde et Israël. – Le ministre indien des affaires étrangères a annoncé, mercredi 29 janvier, que l'Inde et Israël sont convenus d'établir des relations diplomatiques et d'ouvrir des ambassades à New-Delhi et à Tel-Aviv. Les missions diplomatiques seront ouvertes « dès que possible », a-t-il précisé. L'Inde s'était refusée, depuis la création de l'État d'Israël, en 1948, à normaliser ses relations avec ce pays. Cette reconnaissance, annoncée depuis plusieurs jours (le Monde du 24 janvier), survient au lendemain d'une visite du président de l'OLP, M. Yasser Arafat, à New-Delhi. – (Reuters.)

■ Une chose est sûre en tout cas: Oman a déployé tous ses fastes en l'honneur de M. Mitterrand. Mercredi soir, à l'hippodrome de Mascate, le sultan Qabous – grand amateur de chevaux – avait convié son hôte à un spectacle équestre couronné par un somptueux feu d'artifice dont les Omanais devraient se souvenir longtemps.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

EUROPE

UKRAINE: en opposition avec Moscou

Kiev rejette l'accord communautaire sur la dette de l'ex-URSS

En raison d'un désaccord avec la Russie, l'Ukraine ne veut plus respecter l'accord conclu entre les anciennes Républiques soviétiques sur le remboursement commun de la dette de l'ex-URSS, a annoncé, mercredi 29 janvier, le premier ministre ukrainien, M. Viatcheslav Fokine. Il a accusé la Russie d'utiliser sa puissance pour se saisir des biens et des réserves d'or de l'ancienne Union. M. Fokine a demandé, dans un communiqué, aux « responsables financiers internationaux de séparer 16,37 % de la dette globale de l'ex-Union soviétique en devises fortes afin qu'ils soient remboursés en toute indépendance par l'Ukraine ». Une telle

division des remboursements va à l'encontre de l'accord, conclu en octobre dernier avec le groupe des sept, qui rend ses Républiques conjointement responsables du remboursement des dettes de l'ex-URSS, estimées entre 60 et 70 milliards de dollars.

Par ailleurs, l'Ukraine et l'Iran ont signé, mercredi 29 janvier, un accord sur des livraisons de gaz et de pétrole. Cet accord assurera cette année à l'Ukraine 3 milliards de mètres cubes de gaz et 4 millions de tonnes de pétrole, pour son usage propre.

Ces nouvelles tentatives de l'Ukraine de se déloger de l'emprise

de Moscou surviennent alors que la Russie presse les autres Républiques de former une union commerciale et monétaire avec elle, brandissant le menace de sévères restrictions commerciales. Selon M. Viatcheslav Fokine, le ministre en charge des relations avec les autres Républiques, le Kazakhstan a accepté de rentrer, après la Biélorussie (le Monde du 30 janvier), dans une zone rouble et un espace économique unique. Les chefs de gouvernement de la Communauté des États indépendants doivent se réunir les 7 et 8 février à Moscou pour débattre des questions économiques et commerciales. – (AP, Reuters, AFP.)

GÉORGIE: malgré la perte d'un de ses derniers bastions

Le président renversé, M. Gamsakhourdia, déclare continuer la lutte

Malgré un nouveau revers – la perte, mercredi 29 janvier, d'un de ses derniers bastions, la ville de Zougidi, – le président géorgien renversé, M. Zviad Gamsakhourdia, a rompu deux semaines de silence pour déclarer le même jour à l'agence Tass, dans l'ouest de la Géorgie, qu'il « ne quitterait pas la Géorgie », qu'il « continuerait à se battre ». En prenant mercredi Zougidi, les forces armées du gouvernement provisoire de Tbilissi ont éliminé les principales villes de l'ouest de la Géorgie. Mais malgré deux semaines d'affrontements armés qui ont fait une douzaine de morts et

une quarantaine de blessés, la ville de Soukhoumi, capitale de l'Abkhazie (République autonome de Géorgie), située au bord de la mer Noire, n'a pas encore été prise par le nouveau pouvoir en place à Tbilissi depuis la fuite du président géorgien le 6 janvier dernier.

Les Mekhriani (Chevaliers) de Jaba Iosseliani, l'un des dirigeants du Conseil militaire, sont entrés dans la nuit de mardi à mercredi à Zougidi, après une brève fusillade qui a fait trois blessés, selon le représentant du Conseil militaire géorgien à Zougidi. Les loyalistes, estimés à deux mille hommes, ont fui la ville après

avoir incendié plusieurs bâtiments, selon l'agence Interfax. Le Conseil militaire avait pris, mardi, le port de Poti (mer Noire), tenu par les combattants de M. Gamsakhourdia.

Ces revers ne semblent pas avoir entamé la détermination du président déchu, dont près de cinq mille partisans ont manifesté, comme chaque jour, à Tbilissi. « Je n'ai pas été déposé, légalement, je suis toujours le président », a-t-il déclaré mercredi à l'agence Tass, dans un lien resté secret. « J'ai beaucoup de partisans, à Tbilissi comme dans d'autres villes, et ils continueront à se battre », a ajouté M. Gamsakhourdia. – (AFP, Reuters.)

YOUgoslavie: à l'issue de ses consultations

Le représentant de l'ONU ne recommande pas dans l'immédiat l'envoi de « casques bleus »

Le responsable, au sein de l'ONU, des opérations de maintien de la paix, M. Marrack Goulding, a indiqué, mercredi 29 janvier, qu'il ne pouvait recommander l'envoi de « casques bleus » en Yougoslavie actuellement et qu'il fallait consacrer de nouveaux efforts au plan de paix des Nations unies. M. Goulding, qui a rencontré ces quatre derniers jours les dirigeants serbes et croates ainsi que les responsables de l'armée fédérale, a fait état de signes positifs tout en notant que les conditions n'étaient pas entièrement réunies pour le déploiement de dix mille soldats chargés du maintien de la paix. « Il (...) reste des différences d'interpré-

tion du plan et il faut s'employer à les résoudre », a-t-il dit aux journalistes après un entretien avec le président serbe, M. Slobodan Milosevic. « Il faut que tous ceux dont dépendrait le succès de l'opération aient accepté le plan et soient prêts à coopérer avec la force de maintien de la paix des Nations unies lorsqu'elle sera mise en contribution. » Le sous-secrétaire général de l'ONU a noté que le plan recueillait un large soutien en Yougoslavie et que l'une de ses principales conditions – un cessez-le-feu – était relativement respectée.

L'ONU ne compte pas relâcher ses efforts, a-t-il poursuivi: « Nous jugeons nécessaire de ne déclencher

l'opération en Yougoslavie qu'avec la certitude que cela marchera. » La Serbie, la Croatie et l'armée yougoslave ont accepté les propositions de l'ONU, mais des dirigeants croates ont émis encore certaines réserves. De leur côté, les responsables des enclaves serbes de Croatie (Slavonie et Krajina), qui échappent au contrôle de Zagreb, s'opposent à ce que les soldats fédéraux soient remplacés dans leurs régions par des « casques bleus ».

M. Goulding devait rentrer jeudi à New-York, à la veille d'une réunion cruciale du Conseil de sécurité sur le déploiement éventuel des forces de l'ONU en Croatie. – (Reuters.)

SUISSE: condamné pour espionnage au profit de Moscou

Le général Jean-Louis Jeanmaire est décédé

Condamné en 1977 à dix-huit ans de réclusion pour espionnage au profit de Moscou, le colonel-brigadier suisse Jean-Louis Jeanmaire est décédé, mercredi 29 janvier, à Berne à l'âge de quatre-vingt-un ans. Le célèbre romancier anglais John Le Carré s'était inspiré de son aventure dans un livre: *Une paix insoutenable*, paru à la fin de l'année dernière.

Pendant six ans, de 1969 à 1975, Jean-Louis Jeanmaire avait occupé les fonctions de commandant des troupes helvétiques de protection aérienne. Il avait été arrêté en 1976 et accusé d'avoir livré, durant plusieurs années, des informations militaires à l'ambassade d'URSS à Berne. Il avait reconnu, devant un tribunal réuni à huis clos, avoir transmis, entre 1959 et 1964, à l'attaché militaire soviétique, des renseignements d'un intérêt variable, mais confidentiels. Condamné à dix-huit ans de réclusion, Jean-Louis Jeanmaire avait été libéré après douze ans passés en prison et, depuis, il n'avait cessé de réclamer la révision de son procès.

Dans son livre, John Le Carré avance, après avoir rencontré le colonel-brigadier à sa sortie de prison, la thèse d'une fascination que l'attaché militaire soviétique de Stalingrad en 1942-1943 – aurait exercé sur Jean-Louis Jeanmaire, que le romancier présente comme un patriote, à la fois naïf et vaniteux, n'ayant reçu aucun avantage financier de son « correspondant » à Berne.

■ ITALIE: démantèlement d'un réseau d'espionnage industriel au profit de l'ex-URSS. – La présidence du Conseil italienne a annoncé, mercredi 29 janvier, le démantèlement d'un réseau d'espionnage industriel au profit de l'ex-Union soviétique. Le communiqué précise qu'une opération conjointe des services de contre-espionnage italien et américain a permis de mettre au jour les activités de ce réseau et ajoute que les personnes impliquées n'ont aucune activité politique. – (AFP.)

■ Attentats contre les voitures des deux frères faits prisonniers pendant la guerre du Golfe. – Les voitures des deux officiers de l'armée de l'air italienne faits prisonniers pendant la guerre du Golfe, après que leur avion de type Tornado avait été abattu au-dessus du Koweït, ont été les cibles d'engins incendiaires, mercredi 29 janvier, dans la région de Brescia (nord de l'Italie). Les deux attentats ont été revendiqués par téléphone au nom d'un « groupe de communistes » à un quotidien de Brescia, par un interlocuteur anonyme, à l'accent italien, qui les a accusés d'être « les symboles d'une bande d'assassins qui se prend une police internationale ». – (AFP.)

■ Les normes européennes de propriété de l'eau sont votées depuis dix ans. – La Commission européenne a annoncé, mercredi 29 janvier à Bruxelles, l'ouverture d'une procédure judiciaire contre l'Italie, accusée de violer depuis dix ans les normes européennes de propriété de l'eau potable. A la suite d'une première procédure judiciaire, l'Italie s'était engagée en 1989 à respecter les normes antipollution établies par

une directive (loi européenne) de 1980. Malgré cet engagement, le gouvernement italien a publié le 20 janvier un décret autorisant le dépassement des normes européennes pour la teneur de l'eau potable en nitrates, fluor, ammoniac, manganèse, manganèse, fer et sulfates. La décision de la Commission européenne d'envoyer une lettre de mise en demeure au gouvernement italien constitue la première étape d'une procédure susceptible de se terminer devant la Cour de justice. – (AFP.)

■ Tchécoslovaquie: l'Assemblée fédérale maintient le scrutin proportionnel. – L'Assemblée fédérale tchécoslovaque a adopté, mercredi 29 janvier, son propre projet de modification de la loi électorale, qui maintient le scrutin proportionnel, après avoir rejeté celui proposé par le président de la République, M. Vaclav Havel, qui souhaitait pansacher les systèmes proportionnel et majoritaire (le Monde du 30 janvier). Les partis n'ayant pas de députés sortants devront prouver qu'ils sont soutenus par au moins dix mille électeurs. La barre reste fixée à 5 % de voix pour l'entrée d'un parti à l'Assemblée, mais monte à 7 % pour des conditions formées de moins de quatre partis et à 10 % pour celles en comptant quatre ou plus. – (AFP.)

■ SUÈDE: attaques contre des étrangers. – Un inconnu a ouvert le feu, dans une station du métro de Stockholm, mardi 28 janvier, et grièvement blessé un Turc, propriétaire d'un snack-bar. C'est la cinquième attaque contre un étranger depuis le début du mois. Un homme originaire du Zimbabwe, un Somalien et deux autres étrangers ont été hospitalisés en janvier à la suite d'attaques analogues. – (Reuters.)

صحنه من الأصل

PROCHE-ORIENT

Fin de la conférence de Moscou sur les négociations multilatérales

Les groupes de travail doivent se réunir en avril et mai

L'essentiel a été fait. La troisième phase du processus de paix israélo-arabe a été tant bien que mal engagée et c'est sans doute là le plus important. Trente-sept délégations (1), a souligné pour s'en féliciter un porte-parole russe, ont assisté, mercredi 29 janvier, à la séance de clôture des travaux de la réunion de Moscou. Des rendez-vous ont été pris pour fin avril-début mai entre les différents protagonistes des six structures mises en place pour assier les bases d'une coopération régionale entre Israël et ses voisins arabes.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Un délai de trois mois suffira-t-il pour permettre la participation des grands absents de Moscou - la Syrie, le Liban et les Palestiniens ? C'est ce à quoi va s'employer maintenant le parrain américain de la conférence alors qu'à Moscou les autres problèmes essentiels ont été remis à plus tard. Si le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui a reçu mercredi soir le chef de la délégation palestinienne, M. Fayçal Hussein, et son porte-parole, M. Hanane Achraoui, leur a répété qu'ils avaient « manqué une occasion », les responsables américains semblent confiants au sujet du compromis qu'ils ont suggéré. Ils pensent pouvoir faire admettre à Israël, isolé sur ce point, la participation des Palestiniens de la diaspora dans les comités sur les réfugiés et le développement économique, en échange d'un renoncement des Palestiniens à rejoindre aussi des habitants de Jérusalem-Est. « Dès que les négociations concrètes commenceront, on pourra modifier la formule de Madrid pour assurer une plus large participation palestinienne », affir-

maut pour sa part un responsable russe. La satisfaction israélienne, réaffirmée à plusieurs reprises par M. David Lévy, ministre des affaires étrangères, pourrait peut-être faciliter les choses. L'Etat hébreu a, pour le moment, toutes raisons d'être satisfait puisque, comme l'a déclaré M. Lévy, il a « obtenu ce qu'il attendait », c'est-à-dire une reconnaissance de la part d'une dizaine de pays arabes qui ont entamé un dialogue avec lui.

Des approches opposées

Certes, aucune question de fond n'a été abordée, mais, même si tous les pays arabes ont souligné que, sans la participation des absents, les négociations n'avaient aucune chance d'aboutir, aucun n'a rompu ni même menacé de le faire.

Pour tenter d'atténuer la portée éventuelle de ces débats, ont ils

ont accepté la poursuite, les pays arabes ont demandé et obtenu - le distingué par ailleurs - que les prochaines réunions se déroulent sous forme de « séminaires », moins formels que les comités officiels, pour donner le temps aux absents de venir, c'est-à-dire attendre des progrès dans les négociations bilatérales pour pouvoir avancer sur le terrain de la coopération.

Ce point fondamental, à l'origine de l'absence syrienne, a d'ailleurs trouvé son illustration dans la tentative de mise au point de l'agenda du comité chargé du problème de la répartition des eaux. Alors que la délégation israélienne juge vain de chercher à redistribuer l'eau, en soulignant qu'il valait mieux étudier tout de suite les moyens d'une utilisation rationnelle des ressources de la région, le délégué jordanien a, lui, exigé d'abord la restauration des droits de chacun, ensuite la répartition par Israël des dommages humains, sociaux et

économiques provoqués par le « pillage » des eaux arabes pour pouvoir, enfin, envisager une coopération.

Ces approches sont opposées, et l'on va sûrement retrouver le même problème dans tous les comités mis en place, c'est-à-dire, outre l'eau, la sécurité et le contrôle des armements, le développement économique, l'environnement et la question des réfugiés. L'Arabie saoudite, le Maroc et la Jordanie ont aussi demandé la création de trois autres groupes de travail sur Jérusalem, les droits de l'homme et la santé.

L'adjonction éventuelle de ces groupes sera décidée par le comité d'orientation, dont sont membres les Etats-Unis, la Russie, la CEE, l'Arabie saoudite, représentant le Conseil de coopération du Golfe, la Tunisie pour l'Union du Maghreb arabe, l'Egypte et les parties en conflit - la place des absents étant préservée, comme partout. Ce comité est chargé d'assurer la continuité du processus, de superviser les négociations et de suggérer ou accepter de nouveaux champs d'activité.

La réunion de Moscou terminée, les parties en conflit vont maintenant retrouver Israël dans le cadre des négociations bilatérales qui, seules, sont susceptibles - et tous les participants aux négociations multilatérales en sont conscients - de donner une impulsion aux pourparlers sur les problèmes régionaux. Le parallélisme voulu entre ces deux négociations va, d'une certaine façon, permettre la participation indirecte de pays de plus en plus éloignés de la région dans des pourparlers qui avaient, à Moscou, l'allure d'une conférence internationale, ce dont Israël ne veut pas. Pour l'instant, rien n'est joué. Le seul acquis est que le processus de paix se poursuit.

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Dans les groupes de travail, les douze Européens et les quatre pays de l'Association européenne de libre-échange sont représentés au niveau individuel.

ISRAËL

Les élections législatives auraient lieu le 23 juin

Un accord de principe est intervenu, mercredi 29 janvier, entre le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, et l'opposition travailliste sur la tenue d'élections législatives anticipées le 23 juin prochain. Une responsable du Likoud a indiqué que la date était définitivement fixée, mais un porte-parole travailliste a fait savoir que l'accord devrait encore recevoir, jeudi, l'approbation des dirigeants du parti d'opposition.

Les élections étaient prévues pour novembre, mais le premier ministre souhaite les organiser plus tôt, après avoir perdu la majorité à la Knesset la semaine dernière.

Deux petits partis d'extrême droite ont quitté la coalition pour protester contre le projet d'autonomie palestinienne dans les territoires occupés.

M. Shamir, soucieux d'obtenir une assistance américaine, s'est engagé à poursuivre les efforts pour la paix au Proche-Orient malgré les échéances électorales. Lundi, les travaillistes n'avaient pu renverser le gouvernement minoritaire (qui ne compte que 59 sièges sur 120) en dépit d'une série de motions de censure déposées à la Knesset, les élus de droite qui ont fait défection s'étant abstenus (Le Monde du 29 janvier). - (Reuters.)

AMÉRIQUES

Le désert des mennonites

Suite de la première page

« Dans un contexte dictatorial d'auto-surveillance continue, les colonies devaient fatalement obtenir de bons résultats économiques », ajoute-t-il. Cet isolement fait encore courir de nombreux bruits sur les colonies. L'interdiction totale de l'alcool, la quasi-impossibilité de se marier avec des non-mennonites ou l'intégration difficile des « étrangers » ont suscité la méfiance de Paraguayens qui ne comprennent pas que les autorités d'Asuncion laissent ainsi subsister un « Etat dans l'Etat ».

À la fin de l'année dernière, certains dirigeants des colonies avaient même été accusés de recourir à des sévices corporels pour faire rentrer dans le rang certains récalcitrants. Une commission d'enquête parlementaire, venue sur place, n'a pas réussi à éclaircir cette affaire.

L'autonomie de ces communautés est pratiquement totale. Agréé par le gouvernement paraguayen, le système d'éducation (jusqu'à l'équivalent du baccalauréat) est totalement dirigé, organisé et financé par les mennonites. Les impôts sont perçus exclusivement par les « autorités » locales, qui les gèrent. Des « inspecteurs de la circulation » font régner l'ordre. Les responsables politiques et économiques sont élus par les hommes de la communauté.

Une fondation pour les Indiens

L'intégration, dans ces conditions, est difficile. M. Desolinda Voth en fait chaque jour l'expérience. Paraguayenne mariée depuis onze ans à un mennonite, elle affirme que le couple est depuis lors « ostracisé en raison de ce mariage mixte ». Ils ont décidé d'abandonner la communauté et d'émigrer au Canada. M. Santos Cicero, elle, est allemande. Elle est venue rejoindre son concubin, engagé par les mennonites comme conseiller en agronomie. Elle estime être « simplement tolérée » et « s'échappe » trois jours par semaine pour travailler à Asuncion. « et surtout changer d'air ».

Un médecin paraguayen employé dans l'un des hôpitaux mennonites dit, lui aussi, se sentir en « terri-

toire étranger ». « En fait, dit-il, les mennonites ne sont paraguayens que lorsque cela les arrange et n'aiment pas que l'on vienne piétiner leurs géraniums. » Il a pourtant le privilège, en raison de ses fonctions, de ne pas avoir été relégué dans les « banlieues », comme les autres « étrangers ».

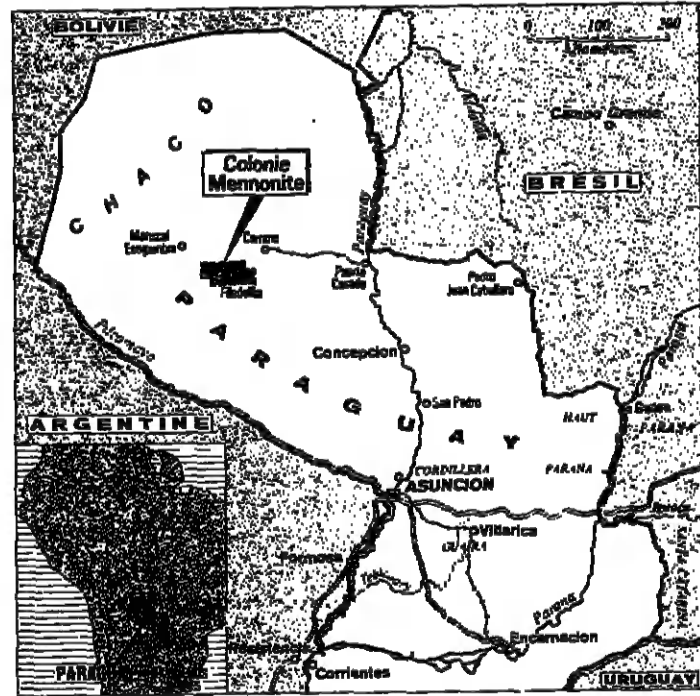
Colombie-bagne ? Apartheid ? Le président du conseil d'administration de la coopérative de Loma Plata, M. Cornelius Sawatzky, ne peut que refuser ces qualificatifs. Il souligne les efforts de développement accomplis : « Nous avons asphalté 1 600 kilomètres de routes. La colonisation ne coûte rien à l'Etat paraguayen. Nous avons créé des villages et des emplois pour les Indiens et pour les Paraguayens. » Beaucoup d'Indiens des trois tribus présentes dans le Chaco ont appris le dialecte allemand des mennonites. « Ils sont utilisés comme main d'œuvre à bon marché, corvéable à merci », affirme M. Klassen.

En privé, quelques mennonites soulignent « l'impérieuse nécessité d'une cohabitation, en étant moins esclaves des traditions ». Mais les « gardiens du Temple », comme le pasteur Cornelius Wiebe, estiment que « 95 % des mariages mixtes sont des échecs » et que les trois communautés doivent avoir « une vie séparée qui corresponde à leurs cultures différentes ».

Tous les partis politiques para-

guayens considèrent eux aussi que le temps d'une « normalisation » est venu, tout en soulignant l'importance du travail accompli. Sans remettre en question l'exemption de service militaire ou la liberté de religion, ils veulent que les autorités légales - policières, judiciaires ou administratives - soient représentées dans les colonies.

Aucune discussion n'a cependant officiellement débuté et les colonies mennonites du Chaco, comme celles beaucoup plus rétrogrades de



est du pays, continuent de régner seules sur leurs terres. Plus tout à fait comme dans les années 70, cependant. Célébrant le cinquantième anniversaire de la fondation de leur colonie, les habitants de Loma-Plata avaient alors rendu « un hommage de gratitude » au général Gustavo Stroessner en lui dédiant un monument « pour son appui permanent à l'œuvre de colonisation du Chaco ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

COLOMBIE : quinze morts au cours de combats entre forces de l'ordre et guérilleros. - Des combats entre forces de l'ordre et guérilleros ont fait au moins quinze morts, mercredi 29 janvier. Douze de ceux-ci ont été tués par l'armée à Puerto Calaveras, après que les soldats eurent poursuivi des membres de l'Armée de libération nationale (ELN) qui avaient incendié des camions d'un consortium franco-argentin construisant un oléoduc. L'ELN est l'une des trois composantes de la Coordination de la guérilla Simon Bolívar, alliance qui a annoncé, avec le gouvernement, la reprise des négociations de paix le 10 février prochain. - (Reuters.)

PÉROU : démission du principal conseiller du président Fujimori. - M. Hernando de Soto, principal conseiller du président Alberto Fujimori, a présenté sa démission, mardi 28 janvier. M. de Soto, qui avait travaillé à la réinsertion du Pérou au sein de la communauté financière internationale, avait récemment appris par la presse qu'il avait été nommé, contre sa volonté, à la tête de la politique anti-drogue. Ferme défenseur de la liberté de marché, M. de Soto avait estimé que « tous les secteurs de la société, et non pas seulement ceux qui savent s'organiser près du pouvoir », devaient en bénéficier, et avait critiqué le comportement des forces de l'ordre dans les régions sous état d'urgence. - (Corresp.)

Le LIVRE de POCHES

La pochothèque

JEAN GIONO Romans et Essais

Littérature générale

PAUL-LOUP SULITZER Cartel

DOMINIQUE LAPIERRE Plus grands que l'amour

DAVID SWEETMAN Une vie de Vincent Van Gogh

JACQUES VERGES Le Salaud lumineux

JEAN VAUTRIN Patchwork

ROLAND MORENO Théorie du Bordel Ambiant

JACQUES ATTALI Le premier jour après moi

PATRICIA HIGHSMITH Le Rat de Venise

JEAN-MARIE PELT Le Tour du monde d'un écologiste

MARC LAMBRON La Nuit des masques

OLIVIER TODD La Négociation

D. BRODBECK et J.-F. MONGIBEAUX Chic et toc

Biblio/Romans

CARSON McCULLERS Le Coeur hypothéqué

YASUSHI INOUE Le Fusil de chasse

Biblio/Essais

EMMANUEL LEVINAS La Mort et le Temps

MAURICE GODELIER L'Idéal et le Matériel

Policiers

HUBERT MONTEILHET Le Retour des cendres

AGATHA CHRISTIE A l'hôtel Bertram

Thrillers

JOHANNES MARIO SIMMEL Et voici les clowns...

MICKEY SPILLANE L'Homme qui tue

Langues modernes

BILINGUE Chroniques berlinoises

MÉTHODE 90

L'Arabe d'aujourd'hui en 90 leçons

C. CANAMAS, M. NEVRENEUF, M. BAKRI

Pratiques

STANLEY GREENSPAN et NANCY THORNDIKE-GREENSPAN Le Développement affectif de l'enfant

PIERRE GUILLET L'Aventure de l'âge

POLITIQUE

6 Le Monde • Vendredi 31 janvier 1992 •

AFRIQUE

CÔTE D'IVOIRE :
la répression contre des étudiants en mai dernierLe président Houphouët-Boigny refuse
de sanctionner le chef d'état-major

La commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les exactions commises par l'armée, en mai dernier, dans la cité universitaire de Yopougon, à Abidjan, (le Monde du 18 juin 1991), vient de rendre publiques ses conclusions. Mercredi 29 janvier, le président Félix Houphouët-Boigny a annoncé qu'il ne prendrait aucune sanction contre le chef d'état-major de l'armée, le général Robert Guéi, mis en cause par la commission.

ABIDJAN

correspondance

Dans leur rapport de 139 pages, les membres de la commission d'enquête concluent à l'absence de morts et de disparus, alors qu'à l'époque des faits la Fédération étudiante et scolaire de Côte-d'Ivoire (FESCI) dissoute par les autorités, affirmait le contraire.

En revanche, les auteurs du rapport mettent l'accent sur les sévices subis par les étudiants, dans la nuit du 17 au 18 mai 1991, lors de la violente intervention des militaires dans la cité universitaire.

« La plupart des étudiants ont été battus à coups de crosse, matraque et ceinturon... Quelques-uns furent soumis à un traitement barbare, consistant à taper le sang de leurs camarades blessés », a déclaré le président de la commission d'enquête, un magistrat.

Le document révèle que deux lycéennes et une étudiante ont été violées par les militaires de la force d'intervention rapide des para-commandos, surnommés les « bérêts rouges ».

Dans leur rapport, les membres de la commission estiment que

cette opération est « survenue sur la seule initiative du chef d'état-major, sans consultation des ministres de la défense et de l'intérieur, qui ont tenté de légitimer a posteriori cette initiative », et recommandent « instamment la prise de sanction ».

Une recommandation écartée d'un revers de main par le président Félix Houphouët-Boigny, devant les trente-deux membres de la commission : « Vous croyez que je vais m'offrir la luxue de la division de mon armée, à-t-il sèchement affirmé (...) c'est le pays qui en pâtirait ! » « Je ne prendrai aucune sanction, il a fait son devoir, c'est le meilleur actuellement dans le pays », a ajouté le chef de l'Etat. « Quand le couteau vous blesse, a-t-il précisé, vous ne le jetez pas, vous essuyez le sang et vous le remettez à la maison. »

JEAN KARIM FALL

AFRIQUE DU SUD : l'ANC y étant opposé

Le voyage du premier ministre
néerlandais a été reporté

LA HAYE

de notre correspondant

En annonçant lui-même à la télévision sud-africaine le report du voyage officiel que devaient effectuer dans son pays, du 18 au 20 février, le chef du gouvernement néerlandais et son ministre des affaires étrangères, le président Frederik De Klerk a tenu, mardi 28 janvier, une main secourable à ses ex-futurs hôtes : MM. Raul Lubbers et Hans van den Broek n'ont, en effet, plus besoin de se dédire.

La Haye a dû passer sous les fourches caudines du Congrès national africain (ANC) qui s'est opposé à cette visite avec fermeté, résistant à toutes les missions de bons offices menées au cours des trois dernières semaines auprès de M. Nelson Mandela. Il estimait que ce voyage était prématuré

aussi longtemps qu'un gouvernement intérimaire d'union nationale n'aurait pas été formé.

Le report à une date non encore fixée - et non l'annulation - de ce voyage montre, en tout cas, que La Haye ne souscrit pas à cette analyse, mais sans pouvoir passer outre sous peine d'endommager ses rapports avec une organisation appelée à jouer un rôle décisif dans la « nouvelle Afrique du sud ». Telle est la leçon de ce fiasco diplomatique : après avoir voulu être le premier chef de gouvernement occidental à briser l'isolement international du président De Klerk, M. Lubbers n'a réussi qu'à souligner la position charnière occupée, dès aujourd'hui, par l'ANC.

« Briser
les frontières »

Le report du voyage de M. Lubbers n'entraînera pas, pour autant, l'annulation de la Holland Trade Fair qui doit s'ouvrir, début mars, à Johannesburg. Quarante-cinq entreprises, parmi lesquelles la KLM, qui vient d'obtenir une extension de ses droits d'atterrissage en Afrique du sud, Philips, Heineken et Océ, participeront à cette foire, la première depuis la levée intégrale des sanctions économiques de la CEE contre le régime de Pretoria. En outre, plusieurs artistes, corps de ballet et troupes de théâtre néerlandais se produiront, à partir du 8 mars, à Johannesburg et au Cap, dans le cadre d'une manifestation culturelle intitulée : « Briser les frontières ».

CHRISTIAN CHARTIER

Les violences politiques ont fait 2 672 morts en 1991 - 2 672 personnes ont été tuées, en 1991, en Afrique du Sud pour des raisons politiques, notamment lors d'affrontements entre groupes noirs rivaux, a indiqué mercredi 29 janvier l'Institut sud-africain des relations raciales. Selon cet organisme indépendant, ce chiffre est de 28 % inférieur à celui de l'année précédente. - (Reuters)

ALGÉRIE : deux morts dans un quartier d'Alger

Les heurts se multiplient entre
jeunes islamistes et forces de l'ordre

Des heurts violents qui ont opposé, mercredi après-midi 29 janvier, dans le quartier de Bachdjarrah, à Alger, des intégristes aux forces de l'ordre, ont causé la mort d'une personne, selon un communiqué officiel qui a fait aussi état de onze blessés et de vingt-cinq arrestations. De son côté, le Front islamique du salut (FIS) a précisé qu'un enfant de douze ans avait aussi été tué, d'une balle dans la tête, au cours de ces affrontements.

Selon des témoins, une dizaine de cars de police anti-émeutes, appuyés par des véhicules militaires, se sont déployés et des tirs nourris ont été entendus au moment où les forces de l'ordre allaient interdire un rassemblement, celui-ci n'aurait finalement pas été arrêté, grâce à la médiation des « sages » du quartier. La version officielle indique que « quelques 300 individus » ont attaqué « à coups de pierres » les forces de l'ordre qui intervenaient pour « interdire une réunion à caractère politique dans la mosquée An-Nasr ».

Des jeunes en colère ont saccagé la permanence du Front de libération nationale (FLN). C'est dans ce quartier de Bachdjarrah que M. Abdelkader Hachani, président du bureau exécutif provisoire du FIS, avait été arrêté, la semaine dernière. D'autre part, la police anti-émeutes a dû disperser, à l'aide de grenades lacrymogènes, plusieurs dizaines de jeunes islamistes qui manifestaient, mercredi, devant le tribunal d'El Kroub, près de Constantine, où devaient être jugés deux imams.

Le ministre de l'intérieur, le général Larbi Belkheir, a demandé, mercredi, aux autorités locales d'appliquer rigoureusement la loi, même par « la force tout en évitant les déplacements et l'agitation », a rapporté la radio nationale. Il a, d'autre part, formellement interdit

au FIS de faire des collectes au profit des sinistrés des récentes intempéries, soulignant « qu'il ne tolérerait pas que des associations politiques tentent de se substituer à l'Etat ».

M. Mouloud Hamrouche, l'ancien premier ministre, et M. Mohamed Salah Mohammedi, qui fut son ministre de l'intérieur, ont été entendus, mercredi, par le juge d'instruction du tribunal militaire de Blida dans le cadre de la préparation du procès des dirigeants du FIS incarcérés, le 30 juin dernier, après les troubles qui avaient fait plusieurs dizaines de morts.

Dans un communiqué, l'Organisation arabe des droits de l'homme (OADH), dont le siège est au Caire, se dit « vivement préoccupée par le revers qu'a essuyé l'expérience démocratique en Algérie ». A son avis, « quelle que soit la légitimité des appréhensions suscitées par la participation au pouvoir de forces politiques dures, l'on ne peut remplacer un danger éventuel par un danger patient ». - (Reuters, AFP)

o SOMALIE : disparition d'un bateau affrété par Médécine du Monde. - Un bateau affrété par une équipe de Médécine du Monde (MDM), qui avait quitté Djibouti le 19 janvier à destination du port de Hiss-Mait, dans le nord de la Somalie, a disparu aux larges des côtes somaliennes. L'armée française basée à Djibouti a suspendu, mardi 28 janvier, ses vols de reconnaissance, à la recherche de l'embarcation. Cinq membres d'équipage et trois membres de MDM - MM. Bakhti Seddik, infirmier de nationalité algérienne, Dominique Guillemard, logisticien français, et Mohamed Abdillahi, correspondant de l'association à Djibouti, se trouvaient à bord. - (AFP)

ASIE

La visite du premier ministre chinois en Suisse

Dialogue de sourds sur les droits de l'homme
entre M. Li Peng
et le président de la Confédération

GENÈVE

de notre correspondant

Reçu à sa descente d'avion à Zurich par le chef du protocole, le premier ministre chinois n'a pu pénétrer, mercredi 29 janvier, au Palais fédéral à Berne que par une porte dérobée. Il a ainsi réussi à éviter une manifestation de Tibétains qui se déroulait face à l'entrée principale.

MM. René Felber, président de la Confédération et chef de la diplomatie suisse, et Jean-Pascal Delamuraz, ministre de l'économie, lui ont serré la main devant les photographes, et M. Li Peng était tout souriant. Mais, très vite, la muraille des droits de l'homme s'est dressée entre les interlocuteurs. Du coup, son verre de jus d'orange sanguine à la main, M. Li devint glacial. Il déclara qu'il était favorable au dialogue mais que « Berne ne devait pas imposer son point de vue aux autres ni s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays souverain, ajoutant : « Je suis ouvert à la discussion sur les droits de l'homme mais les critères en ce domaine ne sont pas les mêmes dans tous les pays. Voyez par exemple ceux des pays arabes... »

Cependant, M. Felber lui a remis une liste de vingt-sept décrets votés à l'unanimité par le Parlement suisse, en violation des droits de l'homme, en le priant d'intervenir en leur faveur. M. Li a promis de

remettre la liste « à qui de droit », tout en précisant que ses démarches ne seraient pas aisées car « les noms fournis sont souvent inexacts à 50 % (sic), ce qui crée des difficultés pour trouver ces personnes ». M. Felber ne se laisse pas intimider, rétorquant que l'authenticité des noms avait été vérifiée par une délégation du département des affaires étrangères qui s'était rendue à Pékin.

Il n'a pas été question de l'interdiction de l'exportation d'armes en Chine, qui demeurera en vigueur. Pas un mot non plus sur la situation au Tibet ; seulement une allusion au respect des droits culturels et religieux des minorités. Nombre de personnalités, dont quatre-vingt-douze parlementaires, ont adressé une lettre à M. Li, lui demandant de mettre à profit sa participation au Forum économique de Davos pour faire « un geste sincère et courageux en invitant le dalaï-lama à des pourparlers ».

Si quarante minutes sur deux heures ont été un dialogue de sourds concernant les droits de l'homme, le reste du temps a fait l'objet d'un débat « constructif ». La Suisse s'est félicitée du renforcement de ses liens économiques avec Pékin. Mais l'opinion helvétique, dans sa grande majorité, s'est insurgée, presse et manifestations à l'appui, contre l'accueil fait à M. Li.

ISABELLE VICHNIAC

CAMBODGE : le processus de paix

Les impatiences
du représentant spécial de l'ONU

Pour le rétablissement de la paix au Cambodge, une intervention massive des Nations unies SET prévue, conformément à l'accord de Paris du 23 octobre 1991. La dégradation du climat à Phnom-Penh et la difficulté de faire cohabiter les factions khmères incitent l'ONU à précipiter le mouvement. Mais cette opération ambitieuse se heurte à de graves problèmes de financement. D'autre part, Phnom-Penh a libéré, mercredi 29 janvier, 144 prisonniers, dont 24 détenus politiques.

BANGKOK

de notre correspondant

M. Yasushi Akashi, représentant spécial de M. Boutros-Ghali pour le Cambodge et, à ce titre, patron de la future APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU), semble vouloir bousculer un peu les choses. A compter du 3 février, les ingénieurs de l'armée thaïlandaise s'apprêtent à entreprendre le pont de pontons de quatre-vingt kilomètres de chaussée reliant Poipet, sur la frontière thaïlandaise, à Sisophon, sur la route de Battambang. Simultanément, des équipes de démineurs thaïlandais recrutés par l'ONU démineront les abords de cette route que doivent emprunter, à partir de mars, les premiers convois de réfugiés actuellement regroupés dans des camps en Thaïlande.

Le drapeau bien
rassuré

Pour que le déminage s'amorce le plus vite possible, le mandat de la MIPRENUC (Mission préparatoire de l'ONU) a été étendu à ce domaine. Si tout se passe bien, le rapatriement des quelque 370 000 réfugiés se fera alors à raison de 25 000 personnes par mois, alors qu'il avait été prévu, à l'origine, d'en rapatrier dix mille par semaine. Ces transferts vers des camps de transit en territoire cambodgien devraient s'étaler sur plus d'une année. Le gros problème sera de les installer assez rapidement - et dans des conditions décentes - afin qu'ils ne végètent pas dans

cas camps. Le coût de l'opération, évalué à 100 millions de dollars au départ, est aujourd'hui estimé à 140 millions environ, sur lesquels 33 millions ont déjà été décaissés.

M. Akashi, le cas des réfugiés le prouve, entend lancer les programmes sans attendre que leur financement soit entièrement assuré. C'est, en effet, sur ce point que le bât blesse. Les représentants de l'ONU sur le terrain estiment que l'avance de 200 millions de dollars réclamée au Conseil de sécurité par M. Akashi pour mettre en place au plus tôt l'APRONUC devrait lui être accordée. Mais le financement global de l'opération, estimé provisoirement à plus de 1 milliard de dollars, est une source d'inquiétude, même si Tokyo semble s'être engagé à déboursier la quote-part des Russes. Encore faudra-t-il que le Congrès américain accepte aussi de faire un geste en pleine année électorale.

Pour l'ONU, il s'agit, dans l'immédiat, d'éviter tout sérieux dérapage dans l'application de l'accord de Paris. Le 28 janvier, M. Akashi a assuré les Cambodgiens « que leur patience sera vite récompensée et que la communauté internationale ne les abandonnera pas ». A la suite des deux attentats politiques de ces derniers jours à Phnom-Penh (le Monde du 28 et du 30 janvier), les Cambodgiens souhaitent plus que jamais que l'APRONUC prenne très vite le relais de la MIPRENUC, qui dispose d'effectifs réduits et dont le mandat demeure limité.

M. Akashi souhaiterait notamment que Tokyo lui fournisse, sans attendre, des hommes susceptibles d'encadrer la police cambodgienne. En règle plus générale, la présence d'éléments de l'ONU, à Phnom-Penh comme hors de la capitale, paraît le meilleur moyen de calmer le jeu. C'est pour cette raison que le général Lordon, chef militaire de la MIPRENUC, a détaché à Kompong-Thom une équipe d'observateurs. Seule la présence des véhicules blancs au drapeau bleu rassure les gens. Reste à savoir si l'ONU est consciente de l'urgence d'une intervention massive et s'approprie à se donner les moyens d'y procéder.

JEAN-CLAUDE POMONTI

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

Sau indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 84, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

LUNDI 3 FÉVRIER

S. 2 - Tableaux, bibelots, liné, dentelles, argenterie, meubles anciens et de style. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 4 - Estampes. Dessins XIX^e et modernes. - M^{me} DEURBERGUE.
S. 10 - Mobilier, objets d'art. - M^{me} JUTHEAU.
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{me} CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.
S. 14 - Ateliers. Œuvres bulgares. - M^{me} MILLON, ROBERT.

MARDI 4 FÉVRIER

S. 8 - Fourrures. - M^{me} MILLON, ROBERT. M^{me} Renaissance, expert.

MERCREDI 5 FÉVRIER

S. 3 - Livres. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 5 - Tableaux et mobilier du XVIII^e et du XIX^e. Bibelots. ARCOLE (M^{me} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).
S. 7 - Meubles et objets d'art provenant du château de ... - M^{me} MILLON, ROBERT.
S. 11 - Bib., meubles. - M^{me} BONDU.
S. 13 - Tableaux, objets de vitrine. Meubles de style. Tapis. - M^{me} DELOIR.
S. 14 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, TAJAN. (Sans catalogue.)

VENDREDI 7 FÉVRIER

S. 1 - Atelier Gisèle HALFF. Mobilier. Art déco. Art nouveau. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 2 - Arts primitifs. - M^{me} MILLON, ROBERT. M. Roudillon, expert.
S. 3 - Armes et décorations. - M^{me} RIBEYRE, BARON.
S. 4 - Gravures, tableaux, sièges et meubles anciens et de style. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 5 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e. - M^{me} ADER, TAJAN. M. J.-P. Dille, expert. (Catalogue : étude, poste 469.)
S. 6 - Tableaux anciens et XIX^e. Cadres. Boiseries du XVIII^e. ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).
S. 10 - Tab., bib., mob. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 14 - Meubles et objets d'art provenant du château de ... - M^{me} MILLON, ROBERT.
S. 15 - Fourrures. - M^{me} CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.
S. 16 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, TAJAN. (Sans catalogue.)

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
DELOIR, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 42-61-36-50.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-98-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.

مكتبة الأصيل

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Les propos de M. Tapie embarrassent les socialistes

Les déclarations de M. Bernard Tapie, député non inscrit des Bouches-du-Rhône, visant le président du Front national et l'électorat du parti d'extrême droite, ont provoqué une vague de réactions critiques en embarrassant les socialistes. Donnant le coup d'envoi de sa campagne régionale, mardi 28 janvier à Marseille, le chef de file de la majorité présidentielle dans ce département avait affirmé que « si Le Pen est un salaud, ceux qui votent pour lui sont également des salauds ». M. Jean-Marie Le Pen a annoncé le dépôt d'une plainte pour diffamation.

M. Juppé relève une « similitude de langage ». « Ils parlent le même langage, ils se ressemblent de plus en plus, c'est le degré zéro de la politique », a dit l'ancien ministre.

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, estime que les échanges d'injures entre M. Tapie et M. Le Pen sont « lamentables ». « L'injure ne peut pas remplacer l'argument », ajoute-t-il en regrettant les « incontinences verbales » de M. Tapie et « la provocation systématique » de M. Le Pen. S'adressant à la presse, M. Tapie a déclaré : « Il est aussi excessif et déplacé de prétendre que le gouvernement est un ramassis de gangsters [comme l'a fait M. Le Pen] que d'affirmer que ceux qui votent Le Pen sont des salauds ».

« Beaucoup de gens égarés »

Pour sa part, M. François Léotard, président d'honneur du PR, considère que « la société civile va dix fois mieux que ce genre de bordes d'injures ». Parmi ceux qui ne reçoivent pas, dès à présent, les deux protagonistes, M. Patrick Ollier, député (RPR) des Hautes-Alpes et secrétaire général adjoint du parti chrétien, estime que « Bernard Tapie ferait mieux de rester à sa place : les valeurs de l'UDF ». « Ce n'est pas parce qu'il fabrique des chapeaux que M. Tapie doit raisonner comme un

pieu », suggère, pour sa part, M. Gérard Longuet, président du PR.

L'embarras s'est emparé des rangs socialistes. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, « fait la différence entre M. Le Pen sur lequel Bernard Tapie a raison de cogner avec ses mots » et les électeurs du Front national auxquels il ne faut pas s'adresser par « l'injure ». « M. Le Pen est un fasciste qui tient des propos orduriers sur les hommes politiques. Je ne le confonds pas avec ses électeurs dont un certain nombre sont abusés », précise M. Queyranne, selon lequel, ces électeurs « ne savent pas ce qu'il y a derrière le Front national ». Même réaction de M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) de Belfort, pour lequel « certes, il peut y avoir parmi eux des salauds mais aussi beaucoup de gens qui se sont égarés ».

En revanche, M. Jean Le Garrec, député (PS) du Nord, considère que « le moment est venu de dire les choses avec beaucoup plus de force ».

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et tête de liste de la majorité présidentielle dans les Alpes-de-Haute-Provence, déclare : « Moi, je ne le dis pas comme ça, car ce n'est pas mon langage, mais on ne peut pas considérer comme normal de voter pour quelqu'un qui a des valeurs aussi différentes des nôtres, des valeurs qui s'apparentent à celles du fascisme ».

Pour sa part, M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, est « d'accord avec Tapie pour considérer qu'il ne faut pas déculpabiliser ses électeurs ».

tout en considérant qu'il ne faut pas les traiter de « salauds ».

A l'extrême droite, M. Bruno Mégret, député général du Front national et tête de liste dans les Bouches-du-Rhône, estime que « les propos tenus par M. Tapie, à Marseille, révèlent la nature du personnage. Il s'agit d'un petit voyou, ajoute-t-il, qui croit que tout lui est permis par ce qu'il a de l'argent et la faveur des puissances. Mais, en insultant Jean-Marie Le Pen et ses électeurs, il démontre son mépris du peuple français et des règles de la démocratie ». Le numéro deux du parti légendaire lui demande « de présenter des excuses publiques à tous les Français qui ont, au moins une fois, voté pour Jean-Marie Le Pen ». « L'injure, conclut-il, a été retournée contre lui pour injures ». Finalement, avoir déposé plainte pour diffamation « en [son] nom propre et en celui du Front national », M. Le Pen a déclaré, mercredi 29 janvier à Nîmes (Gard), que l'homme d'affaires marseillais est « une figure emblématique de la République de la République des rigoureux qui gangrènerait la France (...) et volent le peuple ». En marge de cette polémique, M. Jacques Médéric, ancien maire de Nice, estime dans un entretien au Figaro du jeudi 30 janvier que face à la « catastrophe sociale », les remèdes existent. Ils sont pour l'essentiel proposés dans le programme du Front national depuis cinq ans, et certainement pas dans l'absence de propositions d'une opposition qui ne s'oppose à rien ».

Incidents à Nîmes après une manifestation contre le FN

NÎMES

de notre correspondant

Décidés à « bouffer du Le Pen », une centaine de jeunes gens attendaient, mercredi 29 janvier, à l'entrée du parc des expositions de Nîmes les sympathisants du chef de file de l'extrême droite, lequel devait tenir sur place une réunion publique. Visages dissimulés par des foulards, armés de barres de fer et de cocktails Molotov, ils ont commencé par lancer des pierres sur les militants du Front national, blessant l'un de ces derniers. Ils ont également défoncé les vitres des voitures en stationnement devant le parc avant d'être chargés par les CRS vers 19 h 30. Refluant vers le centre-ville les manifestants ont mis le feu à la voiture de fonction du secrétaire général de la mairie.

Ce groupe avait quitté, en fin d'après-midi, la manifestation officielle anti-Le Pen organisée par les partis de gauche, des syndicats et divers mouvements antiracistes. Certains élus gardois y participaient à titre individuel, notamment M. Gilbert Baumet, président « divers gauche » du conseil général, et M. Claude Pradille, sénateur socialiste. La réunion de M. Le Pen s'est déroulée sans incident.

O. C.

GUY PORTE

(1) M. Jacqueline Mathieu-Obadia, conseiller régional sortant appartenant au groupe RPR, dirige une liste CNI.

Constatant la désaffection de l'électorat

Le PS cherche une stratégie

Les dirigeants socialistes voient venir avec appréhension les élections régionales de mars prochain, pour lesquelles ils ne savent pas trop quelle stratégie adopter. « Atteignons-nous les 20 % ? », s'est interrogé M. Gérard La Gall, chargé des études politiques, lors de la réunion du bureau exécutif, mercredi 29 janvier.

Les déboires du PS lors de la manifestation antiraciste du 25 janvier ont occupé la discussion, au bureau exécutif, mercredi, la plupart des intervenants se prononçant pour la recherche d'un dialogue avec les associations antiracistes. Seul M. Alain Richard, rocardien, a soutenu que les divergences entre le PS et ces associations sont telles que des actions communes paraissent impossibles dans les mois qui viennent. Les autres dirigeants socialistes, notamment MM. Jean Auroux, Fabiusien, et Pierre Mauroy, ancien premier secrétaire, ont expliqué que le PS ne peut pas se couper des mouvements qui mènent le combat contre le racisme et contre le Front national, même si sa politique et celle du gouvernement sont critiquées par ces mouvements.

M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, et M. François Ségismund, membre du secrétariat national, militante de la Ligue des droits de l'homme, ont souligné que l'amendement de M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, sur les « zones de transit », n'avait pas été pour rien dans le mauvais accueil fait au PS lors de la manifestation de la Basille et que les socialistes eux-mêmes au Sénat, avaient été heurtés par cette disposition.

Ce débat est révélateur du doute, voire de la panne stratégique, qui affecte les socialistes, même si, à ce jour, la volonté de M. Laurent Fabius de placer la lutte contre l'extrême droite et contre les alliances que la droite pourrait conclure avec le Front national n'est pas remise en question. N'étant plus reconnu par les militants antiracistes comme le vecteur politique naturel du combat contre l'extrême droite, le PS risque de perdre la maîtrise de son orientation sur ce terrain.

Après avoir été contraints à la défensive par la manifestation du 25 janvier - M. Jean-Jack Quey-

ranne, porte-parole du PS, avait expliqué, le 27 janvier, que la politique du gouvernement en matière d'immigration est respectueuse des droits de l'homme, - les socialistes doivent, à présent, se déterminer par rapport à la ligne adoptée par M. Bernard Tapie. Après la réunion du bureau exécutif, mercredi, M. Queyranne a affirmé qu'au contraire du chef de file de la majorité dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le PS « fait la différence » entre M. Jean-Marie Le Pen et ses électeurs.

« Vote-sanction »

La situation électorale rend urgente la détermination d'une stratégie pour les élections régionales et cantonales de mars prochain. M. Le Gall (jospiniste) a présenté, à la demande de M. Fabius, un rapport dans lequel il a rapproché le résultat du premier tour de l'élection législative partielle du Nord de ceux des élections similaires de l'an dernier à Paris et à Lyon, puis à Belfort, enfin à Saint-Nazaire.

Pour M. Le Gall, le décrochage des électeurs socialistes, souligné dans le Nord par le fait que le candidat du PS a été devancé par celui du Front national, n'est pas une réalité nouvelle. Le PS est victime, selon lui, d'un « vote-sanction » de la part de « ceux » électeurs, qui s'abstiennent ou votent pour les écologistes. Dans ces conditions, le score qu'il peut espérer aux élections régionales est inquiétant. « Atteignons-nous 20 % ? », s'est-il demandé, sans que cette interrogation soit jugée exagérément pessimiste par aucun membre du bureau exécutif.

En dépit de cette situation, des conflits continuent d'opposer les courants du PS pour la composition des listes dans plusieurs départements. Si neuf listes (1), parmi celles qui donnent encore lieu à affrontement, ont été arrêtées par le bureau exécutif, les jospinistes et les proches de M. Louis Mermaz s'abstiennent lors du vote, les problèmes ne sont pas résolus pour autant, et le PS est menacé, dans certains départements, de « dissidences ».

PATRICK JARREAU

(1) Il s'agit de celles de la Charente, de la Côte-d'Or, des Hautes-Alpes, de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône, de la Dordogne, des Ardennes, du Val-de-Marne et de la Vendée.

La plainte du MRAP contre M. Chirac

Le procès des « odeurs »

La première chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M. Jacqueline Cochard, présidente du tribunal de grande instance, se prononcera le 25 février dans le procès engagé par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) qui demande la condamnation de M. Jacques Chirac à 300 000 francs de dommages et intérêts pour réparer le préjudice créé par des propos tenus le 19 juin 1991 lors d'un débat et dont certains sont qualifiés par le MRAP de provocation à la haine raciale.

C'est un mauvais procès, c'est un procès odieux que l'on fait à M. Chirac, estime son défenseur, M. Patrick Devéjien, à l'audience du mercredi 29 janvier. Certes, il y a des mots qui, mis bout à bout, forment ces phrases que le MRAP reproche à M. Chirac. Mais, pour l'avocat, « ce n'était pas un discours, mais des réponses improvisées à des questions. Il faut tenir compte du contexte et des nuances apportées ultérieurement ». Ces phrases, son adversaire, M. Pierre Mairat, les a longuement citées tout en constatant : « Nous n'avons pas affaire à un homme politique qui revendique des idées xénophobes ou racistes. Mais c'est bien plus dangereux, car les électeurs s'identifient à l'homme qu'ils savent non raciste ».

Ainsi, M. Chirac avait notamment déclaré : « Notre problème, ce n'est pas les étrangers, c'est qu'il y a une overdose. C'est peut-être vrai qu'il n'y a pas plus d'étrangers qu'avant la guerre, mais ce n'est pas les mêmes et ça fait une différence. Il est certain que d'avoir des Espagnols, des Polonais et des Portugais travaillant chez nous ça pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans ou des Noirs ». Plus tard, le maire de Paris ajouta : « Comment voulez-vous que le travailleur français qui habite à la Goutte-d'Or et qui travaille avec sa femme et qui, ensemble, gagnent environ

15 000 francs et qui a, sur le palier, à côté de son HLM, une antenne, une famille avec le père de famille, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales sans naturellement travailler (...). Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien ! le travailleur français sur le palier il devient fou et il faut le comprendre ».

Devant cette citation, M. Devéjien s'insurge : « On ne vous soumet que des extraits (...). Le tribunal aurait besoin de connaître l'intégralité ». A propos de l'odeur, l'avocat admet que ce mot « aurait dû être entouré de précisions suffisantes », avant d'ajouter : « Mais c'est à l'vidence les odeurs de cuisine. Si, on est un petit peu de bonne foi... ».

Mais pour le conseil du MRAP, c'est de la provocation à la haine raciale puisque de tels propos, dignes de l'extrême droite, peuvent susciter des réactions discriminatoires. « Je trouve odieux la technique de l'amalgame », lui rétorque M. Devéjien. L'immigration est un vrai problème, il est normal qu'on en parle. Vous ne voudriez pas laisser le monopole de ce sujet à l'extrême droite ?

Devant des juges, il faut faire du droit. Et le défenseur de M. Chirac a argumenté sur ce terrain en estimant, jurisprudence à l'appui, que la diffamation invoquée constituait tout au plus des injures et que les phrases qualifiées de « provocation à la haine raciale » n'entraient pas dans la définition juridique. Ce n'est pas l'avis du substitut Jean-Claude Laurin qui, tout en admettant que la diffamation est un acte juridiquement caractérisé, penche pour une provocation raciale punissable. Mais, surtout, il laisse la porte grande ouverte à l'application de l'article 1382 du code civil qui oblige la réparation du préjudice créé par « une faute ».

Maurice Peyrot

Alpes-Maritimes : remous à l'UDF

NICE

de notre correspondant régional

Le conflit de présidence entre M. Michel Mouillot (UDF-PR), maire de Cannes, et M. Christian Estrosi (RPR), député, pour la deuxième place sur la liste de l'Union de l'opposition, était à peine réglé qu'un autre, surgit, dans les rangs de l'UDF des Alpes-Maritimes au sujet de la désignation de ses propres candidats. Deux de ses élus, MM. Rudy Salles (UDF-PR), député, conseiller municipal de Nice, conseiller régional sortant, et Jean-Claude Guibal (UDF-CDS), maire de Menton, s'opposent inopinément à la liste entendue, le 27 janvier, par le comité départemental.

Les cinq candidats de l'UDF en position éligible sur la liste commune de l'opposition figurent en deuxième, quatrième, sixième, huitième et dixième place. Ce sont dans l'ordre : M. Mouillot, puis quatre conseillers régionaux sortants, MM. Louis Salta-rochi (CDS), adjoint au maire d'Antibes, Hervé Fontmichel (adhérents directs), maire de Grasse, André Barthie (PSD), adjoint au maire de Nice, et Raoul Bosio (rad.), conseiller général.

« Il est incompréhensible et inacceptable », a déclaré M. Salles, qu'un conseiller régional sortant, qui plus est député et membre du parti le plus

important de la confédération, ne soit pas présent, en position éligible, sur la liste ». M. Salles, qui juge « inutile d'épiloguer sur les tracasseries politiques qui ont conduit à l'élaboration de cette liste », fait surtout valoir la sous-représentation de la ville de Nice (44 % de l'électorat du département). « Comment pourrait-on mobiliser les électeurs nîçois, s'interroge-t-il, en faveur d'une liste qui ne la représente pas ? En revanche, ajoute-t-il, le Front national, lui, ne s'y est pas trompé puisque les deuxième, troisième et quatrième places de sa liste sont occupées par des conseillers municipaux nîçois ».

« Un simulacre de démocratie »

De son côté, M. Guibal, dénonce « un simulacre de démocratie interne » et « regrette que les cent mille habitants de l'est du département soient effacés de la région PACA ». Il déplore que soit « recréé un chantage artificiel entre une rive gauche du Var (le fleuve côtier qui, jusqu'en 1860, servait de frontière entre le département des Alpes-Maritimes et le comté de Nice) délibérément ignoré et une rive droite sur-représentée ». Il s'étonne que, sur cinq candidats éligibles, l'UDF présente quatre sortants « dont la reconduction n'illustre par particulièrement l'urgence de renouvellement affirmée par

ailliers ». Visant enfin M. Mouillot, qui a pris les positions les plus radicales contre le FN, il s'interroge de la constitution éventuelle d'un « front républicain » qui représenterait un danger politique redoutable dans la région.

Le RPR, lui, de son côté, rendu publique, mercredi 29 janvier, sa propre liste arrêtée par la commission nationale d'investiture du mouvement. Quatre des cinq conseillers régionaux sortants, MM. Jean-Paul Baroty, Pierre Giamonti, Gérard Renaudo et René Trouillet, en ont été écartés (1). Derrière M. Suzanne Sussler, chef de file de l'UDF, figurent, en position éligible, aux places impaires, MM. Christian Estrosi, député et conseiller général, Bruno Miraglia, candidat socioprofessionnel et conseiller régional sortant, Henri Richelme, conseiller général, Lionel Lucas, conseiller général et adjoint au maire de Villeneuve-Loubet, et Gilbert Mary, conseiller général. Cette liste comprend encore moins d'élus nîçois que celle de l'UDF puisque seul M. Estrosi peut être considéré comme tel.

GUY PORTE

(1) M. Jacqueline Mathieu-Obadia, conseiller régional sortant appartenant au groupe RPR, dirige une liste CNI.

Deux sondages BVA

La cote de M. Mitterrand de nouveau en baisse

Selon une enquête de BVA publiée dans Paris-Match du 30 janvier, la cote de popularité de M. François Mitterrand a baissé de deux points en janvier. 34 % des personnes interrogées ont désormais une « bonne opinion » du chef de l'Etat contre 58 % qui sont d'un avis contraire. M. Mitterrand égale le son record d'impopularité de septembre 1985 dans le baromètre de BVA.

La cote de M. Edith Cresson est également en baisse de trois points. Avec 34 % seulement d'avis favorables, elle bat le record d'impopularité du premier ministre dans le baromètre BVA, qui était détenu par M. Pierre Mauroy (25 % de bonnes opinions en avril 1984). D'autre part, seulement 20 % des personnes interrogées estiment que la France est bien gouvernée, 74 % sont d'un avis contraire, parmi lesquels 54 % d'électeurs de gauche.

A propos des meilleurs présidents pour les élections de gauche, M. Michel Rocard (31 %) devance M. Jacques Delors (29 %). A droite, M. Jacques Chirac est nettement en tête (38 %) devant M. Jean-Marie Le Pen (17 %) et M. Valéry Giscard d'Estaing (15 %).

Cette enquête a été réalisée en deux vagues, du 2 au 6 janvier auprès de deux mille quatre-vingt personnes, puis du 16 au 21 janvier

auprès de deux mille vingt-trois personnes.

Les catholiques pratiquants contre le Front national

Selon un sondage BVA publié par le mensuel Trente Jours dans l'Eglise et dans le monde du 4 janvier, près de sept catholiques sur dix (68 %) ne voteraient en aucun cas pour le Front national. « Si des élections législatives avaient lieu dimanche prochain », 9 % des catholiques pratiquants estiment qu'un vote de leur part en faveur du parti d'extrême droite serait « tout à fait certain », 16 % « envisageables » et 68 % « tout à fait exclu ». Pour 21 % de ces catholiques, M. Jean-Marie Le Pen est « raciste », pour 15 %, c'est un « fasciste » et 7 % le trouvent « réaliste ».

Ce sondage a été réalisé les 20 et 21 décembre 1991 auprès de deux cent quatre-vingt-dix catholiques pratiquants déclarés (c'est-à-dire, selon les critères choisis par BVA, assistant au moins une fois par mois à une cérémonie religieuse). Ces deux cent quatre-vingt-dix personnes faisaient partie d'un échantillon plus large de mille personnes représentatives de la population française.

EN BREF

■ M. Chevènement veut « refonder un grand parti du mouvement ». - M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la défense, estime dans Libération du 30 janvier, en un après sa démission, que « la gauche est tout entière à refaire ». « Comme à chaque génération, il faut refonder un grand parti du mouvement », ajoute-t-il. « Personnellement, je suis socialiste, mais je peux comprendre d'autres démarches qui peuvent être convergentes avec la mienne : celle des communistes ayant tiré les leçons de l'histoire, de certains écologistes, des gauchistes de gauche, des radicaux juifs à leurs sources ou des croyants qui veulent vivre leur foi à travers l'engagement politique », précise l'ancien ministre.

■ Le Grand Orient exprime « sa stupeur ». - Le Grand Orient de France a exprimé « sa stupeur », mercredi 29 janvier, après la publication, dans nos éditions du 29 janvier, de propos tenus en privé par M. François Mitterrand au sujet de la perquisition effectuée le 14 janvier, dans les locaux de la SAGES. Le président de la République ayant notamment évoqué le rôle d'un « petit groupe maçonnique », « petit groupe de copains », présidé par M. Michel Rey, PDG de la SAGES, qui ne fait pas mystère de son appartenance au Grand Orient de France, cette obédience maçonnique a souligné : « De telles assertions, par un risque d'amalgames, contribuent à jeter le discrédit sur l'ensemble des franc-

maçons. Dans la période actuelle, caractérisée par la montée des thèmes d'extrême-droite, de tels propos, préjugeant de surcroît des conclusions des enquêtes judiciaires, servent d'autant plus inacceptables qu'ils auraient été tenus par le premier magistrat garant des institutions républicaines », a ajouté le Grand Orient en réaffirmant si les enquêtes judiciaires concluent à l'implication de certains « frères », ceux-ci seront « immédiatement exclus ».

■ Le Conseil constitutionnel valide l'élection de M. Evin. - Le Conseil constitutionnel a validé, mercredi 29 janvier, l'élection de M. Claude Evin dans la huitième circonscription de la Loire-Atlantique. Saisi par l'adversaire RPR de l'ancien ministre de la santé, il a simplement retiré trente-neuf suffrages à ceux qui avaient été attribués le 22 septembre 1991 au candidat socialiste.

■ M. Klejman contre la proportionnelle. - M. Georges Klejman, ministre de la communication, s'oppose, dans l'Express du 30 janvier, au remaniement du scrutin proportionnel pour les prochaines élections législatives. M. Klejman estime qu'« un système qui légitimerait les ennemis de la République n'est pas acceptable ». « Nous avons déjà été trop naïfs avec Jean-Marie Le Pen et ses amis en les accueillant de façon si hospitalière à l'Assemblée (en 1986) comme dans les médias », ajoute le ministre.

Près de sept mille emplois publics vont être décentralisés

Les nouvelles mesures de décentralisation de services publics, en province ou en banlieue parisienne, annoncées par le gouvernement le 29 janvier à l'issue d'un comité interministériel intéressement soixante-trois villes et concernent près de sept mille emplois. Elles suscitent évidemment des réactions diverses : de satisfaction chez les maires qui bénéficient de transferts d'emplois ; de dépit chez ceux qui s'estiment oubliés.

M^{me} Edith Cresson et M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, ont indiqué que ces mesures, comme celles qui avaient été prises en novembre et décembre dernier, « étaient irréversibles ». D'autres décisions seront annoncées en avril, en même temps que sera précisé le calendrier des décentralisations arrêtées le 29 janvier.

Dix-huit ministères sont mis à contribution pour revivifier la province, et en termes d'emplois les plus gros contingents sont fournis par la défense, l'agriculture, l'éducation, l'économie et les finances, la recherche. Le plus important transfert est celui de la Caisse centrale de coopération économique, dont six cents agents iront à Sarcelles, au nord de Paris.

Les objectifs d'aménagement du territoire (transfert d'activités vers les zones prioritaires) ont été conciliés, dans la mesure du possible, avec la nécessité de respecter la « logique fonctionnelle » relative à chaque ministère, a précisé M. Delebarre. Les grandes métropoles (Marseille, Toulouse, Nantes, Lyon, l'agglomération lyonnaise) seront renforcées, mais des villes moyennes, voire petites, ne sont pas oubliées. Le Quai d'Orsay fait de

Nantes un pôle privilégié de ses services en province. Logiquement, des villes du littoral accueillent des services du secrétariat d'Etat la mer.

Charité bien ordonnée commençant par soi-même, plusieurs ministres-maires se sont attribués des services ou parties de services : M^{me} Cresson (Châtelleraut) le service du recouvrement de l'agence judiciaire du Trésor, M. Bérégovoy (Nantes) une partie de la Caisse nationale des monuments historiques, M. Jean-Yves Le Drian (Lorient) le centre de liquidation des prestations de maladie de la Sécurité sociale des marins. Mais, au vu des localités bénéficiaires, on notera un relatif panachage politique : Caen, Sarcelles, Bordeaux Toulouse, Roubaix, sont dirigées par des maires d'opposition, Tulle (où la conversion de la manufacture d'armes pose des problèmes difficiles) ou Saint-

Défense : au-delà des souhaits du premier ministre

Avec le transfert en province de quelque deux mille cinq cent cinquante emplois d'ici à 1996, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a voulu aller au-delà de ce que lui demandait le premier ministre. M^{me} Edith Cresson souhaitait la délocalisation de 5 % des effectifs de l'administration centrale militaire en région parisienne. Or les emplois dont le transfert a été décidé mercredi 29 janvier représentent 6,3 % des quarante mille postes, militaires et civils, dans l'administration centrale du ministère de la défense en Ile-de-France. Cette même région compte, d'autre part, quelque quarante mille autres emplois dans les forces proprement dites, qui ne sont pas concernées pour l'instant par ces délocalisations.

Quelques-unes des mesures arrêtées par le dernier comité sur l'aménagement du territoire sont, en réalité, le résultat de dispositions prises, en 1990, par le prédécesseur de l'actuel ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, dans le cadre de son plan « Armées 2000 » de réorganisation des forces et des états-majors dans les armées et les services communs.

Un pôle de formation à Tours

La principale des mesures - celle qui touche à elle seule pas moins de mille cent cinquante emplois - concerne précisément la région, sur la base aérienne de Creil (Oise), des moyens qui contribuent au renseignement d'origine technique : recueil des observations du satellite-espion Hélicon et des avions-radar AWACS, création de l'Unité française de vérification (UFV) des accords de désarmement (le Monde du 12 juillet 1990).

De même, le commandement des écoles de l'armée de terre, qui gère une quarantaine d'institutions et qui occupe cent cinquante personnes, devra quitter la caserne de Louvrière, à Paris, et s'installer en 1993 sur la base de Saint-Marc-la-Pile, non loin de Tours, où il retrouvera le commandement des écoles de l'armée de l'air. M. Joxe veut y créer un « pôle » de formation interarmées à la manière des campus militaires aux Etats-Unis.

Autre décision : le transfert à Val-de-Reuil (Eure) du bassin d'essais des carènes, qui relève à Paris de la délégation générale pour l'armement (DGA). Cette opération - on en parlait depuis des années - sera longue, en raison de la lourdeur des équipements concernés : elle devrait com-

mencer en 1993, être effective en 1996. Elle met en cause quelque cent cinquante emplois, en majorité des civils.

A la même date, vers 1995-1996, devrait aussi être achevé le déplacement du laboratoire de recherche en matière de protection nucléaire depuis Arcueil (Val-de-Marne) au Bouchet (Essonne), où il rejoindra, avec sa centaine d'emplois, le centre d'essais qui y est déjà.

Le déclin des industries d'armement

Enfin, deux écoles de la DGA, spécialisées dans la « formation technique normale » des ouvriers de cette administration du ministère de la défense, se retrouveront à Latreux (près de Bordeaux), après le départ pour la Gironde de l'une d'elles qui est à Villebon-sur-Yvette (Essonne). Ce transfert touche une cinquantaine de personnes.

Deux autres délocalisations, enfin, sont en attente d'une décision, parce que leur destination finale n'a pas

encore été fixée. Il s'agit (pour cent soixante personnes) de l'école des sous-officiers de la gendarmerie à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne) et (pour trois cents postes) de deux centres de soutien spécialisés des transmissions de l'armée de terre, qui sont un objectif « sensible » puisqu'ils assurent les communications gouvernementales ultrarapides.

Au sein du ministère de la défense, ces délocalisations ont un effet sans doute un peu différent de celui qu'elles ont dans d'autres administrations centrales. Le plan « Armées 2000 » a pour conséquence de libérer des terrains et un patrimoine immobilier, en province, qui demeurent la propriété des armées. Un transfert peut, dans ces conditions, ne pas représenter l'aventure plus ou moins traumatisante qu'il menace d'être pour le personnel dans d'autres collectivités publiques. Pour autant, les travailleurs civils de la défense touchés par ces mesures recevront les mêmes primes de délocalisation versées aux autres agents de l'Etat.

Reste le problème des militaires (officiers, sous-officiers et ingénieurs). Le gouvernement examinera ultérieurement leur cas. Mais le contrat de ces cadres prévoit, dès le départ, qu'ils peuvent être mutés à un rythme variable durant leur carrière, sans bénéficier, eux, d'une quelconque indemnité conjoncturelle.

Dans l'entourage de M. Jacques Mellick, le secrétaire d'Etat à la défense en charge de ces dossiers, on laisse entendre que les armées et leurs services vont continuer d'alléger leur dispositif en région parisienne au-delà de ce qui vient d'être décidé. M^{me} Cresson a, d'autre part, tenu le vœu que soient bientôt préparées des mesures d'accompagnement du déclin de certaines activités dans l'industrie d'armement, à Rouen et à Tulle par exemple, où les difficultés du groupe GIAT-Industries peuvent avoir des répercussions sociales.

JACQUES ISNARD

Ministère par ministère, les décisions annoncées

EDUCATION NATIONALE

- Centre national de documentation pédagogique (CNDP), 300 à 350 pers. (1) : agglomération rouennaise ;
- Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP), 176 pers. : Marnela-Vallée ;
- Institut national de recherche pédagogique (INRP) : Dijon ;
- Centre national des œuvres universitaires et sociales (CNOUS), 50 pers. : Marnela-Vallée.

ECONOMIE, FINANCES ET BUDGET

- Union pour le groupement des achats publics (UGAP), 400 pers. : Melun-Senart ;
- Service de recouvrement de l'agence judiciaire du Trésor, 110 pers. : Châtelleraut ;
- Caisse centrale de coopération économique co-tutelle coopération/développement, 600 pers. : Sarcelles.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

- Division de la circulation des étrangers, 65 pers. : Nantes ;
- Service des biens et intérêts privés à l'étranger, 20 pers. : Nantes ;
- Création d'une école consulaire, 20 pers. : Nantes.

JUSTICE

- Bureau des pensions, 13 pers. : Nantes ;
- Régie industrielle des établissements pénitentiaires, 30 à 40 pers. : Tulle.

DÉFENSE

- Etat-major des armées : CREM, CGI, DNS, 125 pers. : Creil ;
- Direction du service de santé (DCSSA), Laboratoire de chimie, 7 pers. : Brest ;
- Direction du service des essences (DCSEA), Centre informatique, 30 pers. : Nancy ;
- Service d'infrastructures des transmissions de la marine, 40 pers. : Brest ;
- Etat-major de la marine : Centre informatique du personnel militaire et centre informatique du commissariat, 240 pers. : Agglomération toulonnaise ;
- Etat-major de l'armée de l'air : Centre d'exploitation des images, 50 pers. : Creil ;
- Service des matériels de transit, 163 pers. : Creil ;
- Centre opérationnel des transports de surface, 22 pers. : Creil ;
- Organisme de soutien, 550 pers. : Creil.

Direction générale de la gendarmerie nationale

- Ecole des sous-officiers, 159 pers. : Saintes ;
- Délégation générale pour l'armement : Centre de formation technique normale, 50 pers. : Latreux ;
- Centre de programmation de la marine, 260 pers. : Agglomération toulonnaise ;
- Bassin des carènes, 180 pers. : Val-de-Reuil ;
- Protection nucléaire, 100 pers. : Le Bouchet ;
- Cours supérieur de l'armement nucléaire, 15 pers. : Cherbourg ;
- Commandement des écoles de l'armée de terre, 140 pers. : Tours.

CULTURE ET COMMUNICATION

- Centre de coopération des bibliothèques publiques, 26 pers. : Villeurbanne ;
- Caisse nationale des monuments historiques, 50 pers. (1) : Nevers ;
- Création d'une antenne du centre national de restauration des œuvres d'art, 40 pers. : Marseille.

AGRICULTURE ET FORÊT

- Service central des études statistiques, 80 pers. : Libourne ;
- Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA), 300 pers. : Limoges ;
- Service des haies nationales, des courses et de l'équitation, 25 pers. : Hars-du-Pin (Orne) ;
- Regroupement des centres informatiques de Paris et Toulouse, 30 pers. : Toulouse ;
- Bureau expérimentations et études du service de la protection des végétaux, 10 pers. : Toulouse ;
- Bureau examens et concours, 10 pers. : Toulouse ;
- Inventaire forestier national et cellule « Santé-forêt », 15 pers. : Decize ;
- Centre technique du bois, 180 pers. : Bordeaux ;
- ENGREF : Clermont-Ferrand ;
- Ecole nationale des services vétérinaires de Maisons-Alfort, 30 p. : agglomération lyonnaise ;
- Pôle qualité alimentaire : Reims ;
- Ecole nationale supérieure du paysage, 32 pers. : Blois ;
- Ecole nationale d'horticulture, 45 pers. : Bergerac.

AFFAIRES SOCIALES ET INTÉGRATION

- Office des migrations internationales (OMI), 80 pers. : Béziers.

EQUIPEMENT, LOGEMENT TRANSPORTS ET ESPACE

- Laboratoire central des Ponts-et-Chaussées, 90 pers. : Nantes ;
- Création d'une école de techniciens de l'équipement, 30 pers. : Valenciennes.

COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

- Centre d'études et d'informations économiques et bancaires, 25 pers. : Arras.

DOM-TOM

- Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (ANT), 93 pers. : Saint-Denis.

JEUNESSE ET SPORTS

- Musée du sport, 15 pers. : Melun-Senart ;
- CREPS : Corse.

INDUSTRIE ET COMMERCE ÉTRANGER

- Services d'études de stratégies et de statistiques industrielles (SESSI), 100 pers. : Caen.

POSTE ET TÉLÉCOMS

- Direction de l'enseignement supérieur de la Poste (service de formation des cadres de la Poste), 5 pers. : Orléans ;
- Groupement d'intérêt public pour la gestion des activités sociales, 180 pers. : Thionville.

ANCIENS COMBATTANTS

- Service des cartes, des titres, statuts et archives, 70 pers. : Caen ;
- Direction des pensions et de la réinsertion sociale, 120 pers. : Caen.

MER

- Association pour la gestion des écoles maritimes et agricoles (AGEMA), 20 pers. : Boulogne ;
- Fonds d'intervention et d'organisation des marchés (FIOM), 28 pers. : Boulogne ;
- Centre de gestion et de règlement des pensions de l'ENIM (CERP), 43 pers. : Paimpol ;
- Centre de liquidation des prestations de maladie de l'ENIM (CLP), 47 pers. : Lorient.

INTÉRIEUR

- Société française d'exportation du ministère de l'intérieur (SOFREMI), 50 pers. : Roubaix ;
- Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local de M. René Soucheon (PS).

PREMIER MINISTRE

- Documentation française, 74 pers. : Aubervilliers.

(1) Délocalisation partielle.

Le dixième anniversaire des « lois Defferre »

M^{me} Cresson annonce une pause dans la décentralisation des responsabilités politiques

M^{me} Edith Cresson a participé, mercredi 29 janvier à l'hôtel de Lassay, au lancement de « décentralisation 2000 », série de manifestations organisées par quatre associations regroupant des élus de droite ou de gauche, pour, tout au long de l'année, célébrer le dixième anniversaire des « lois Defferre ». A cette occasion, le premier ministre a dressé un bilan de l'application de la réforme et, jugeant qu'un « équilibre » a été atteint, a annoncé une pause dans la décentralisation des responsabilités politiques.

La nécessité de la décentralisation était l'unanimité. Pourtant, la méthode imposée par Gaston Defferre pour mettre en œuvre, dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, cette importante réforme, avait soulevé nombre de critiques. Dix ans après, tout le monde rend hommage à l'ancien ministre de l'intérieur, et pour l'anniversaire de la loi du 2 mars 1982 qui a accordé une pleine autonomie aux communes, aux départements et aux régions, cérémonies et colloques se multiplient. Les plus importants seront probablement ceux organisés sous le sigle « décentralisation 2000 ».

« Une réforme vivante »

Quatre associations d'élus, qui ont la particularité d'être ouvertes à toutes les composantes de l'échiquier politique, se sont regroupées pour cela : l'Association nationale pour le développement local et les pays, présidée par M. Jean Castel (PS), l'Institut de la décentralisation, présidé par M. Paul Graziani (RPR), la Fondation pour la gestion des villes, dont le président est M. André Santini (UDF), et le Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local de M. René Soucheon (PS).

Elles ont constitué un comité de parrainage où figurent les présidents de toutes les associations d'élus, un comité scientifique, pré-

sidé par M. René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, leur regroupement étant lui-même présidé par M. Michel Crozier, et obtenu le parrainage du président du Sénat, de celui de l'Assemblée nationale, et de celui du Conseil économique et social.

MM. Alain Fohrer, Henri Emmanuelli et Jean Mattéoli ont d'ailleurs participé, avec le premier ministre, à la « convention » qui, mercredi 29 janvier, à l'hôtel de Lassay, a donné le coup d'envoi de « décentralisation 2000 ».

M^{me} Edith Cresson a saisi cette occasion pour donner, pour la première fois en tant que chef du gouvernement, son sentiment sur la décentralisation, après avoir remercié M. Crozier d'avoir placé cette initiative « dans le seul cadre approprié, celui d'un pluralisme scientifique et politique » car « la décentralisation est bien l'affaire tous ».

Elle a fait remarquer que le vote, il y a quelques jours, par le Parlement des lois sur l'administration territoriale de la République et sur le statut des élus prouvait que, pour le gouvernement, « la décentralisation était une réforme vivante », mais elle a aussi longuement souligné que les relations entre l'Etat et les collectivités locales « atteignent aujourd'hui à un certain point d'équilibre » et que cet équilibre devait être « garanti ».

Rappelant que « la décentralisation crée à l'Etat comme aux collectivités locales des obligations nouvelles », le premier ministre a expliqué que si cela impliquait que le premier « se doit de garantir la stabilité des mécanismes financiers qui conditionnent la bonne gestion » des secondes, ce qui l'amène à souhaiter « un moratoire des réformes dans ce domaine », cela imposait aussi aux collectivités locales « de faire preuve à l'égard de l'Etat d'une plus grande équité ».

Pour M^{me} Cresson il faut que ne soient plus méconnues « les responsabilités premières qui incombent à l'Etat, en charge de la cohésion nationale », et « il serait sage que s'estompent les polémiques un peu vaines qui mettent systématiquement

en cause l'interventionnisme de l'Etat pour exiger de lui, au premier chef, sa garantie ».

Partant de la crise de confiance envers les élus, le premier ministre a déclaré qu'il était « de notre devoir à tous de veiller à ce que la décentralisation ne puisse prêter à des excès susceptibles d'affaiblir l'attachement que nos concitoyens portent à leurs institutions locales ».

Un observatoire des finances locales

C'est pourquoi M^{me} Cresson va demander au ministre de l'intérieur et à celui du budget « de mettre en place, dès cette année, un observatoire des finances locales », qui devra constituer « un réseau d'alerte ». De même, elle estime que « des progrès tout aussi sensibles devraient être effectués dans le domaine du contrôle de la légalité des actes », aussi elle sera « tout particulièrement attentive aux propositions qui pourront être faites pour améliorer encore la protection de l'environnement et le respect des règles d'urbanisme ».

Le jour même où le premier ministre imposait un vaste plan de délocalisation des administrations parisiennes, M^{me} Cresson ne peut être accusée de préférer Paris à la province. La teneur de son propos ne peut non plus la laisser soupçonner de vouloir revenir sur la décentralisation des responsabilités politiques. Mais lorsqu'elle souligne que « la première étape » de celle-ci « s'achève », et que « ces nouvelles frontières » seront « le renforcement des solidarités territoriales et les progrès de la démocratie locale », elle se situe dans la droite ligne des réflexions de M. Pierre Joxe, du temps où il était ministre de l'intérieur, et des craintes du président de la République devant la tentation que pouvait avoir certains « fœdoxas locaux » d'abuser de leur pouvoir. La célébration de l'anniversaire de la réforme ouïe par Gaston Defferre est aussi l'occasion d'alerter sur quelques dérives de cette grande œuvre.

THIERRY BRÉHIER

حکومت الاصل

POLITIQUE

qui sera précisé en avril dans soixante-treize villes

Dans par des élus communistes, tandis que les socialistes tiennent Clermont-Ferrand, Nantes, Libourne ou Brast. On remarque en revanche qu'aucune région d'outre-mer n'est bénéficiaire des mesures annoncées le 29 janvier.

Même si le gouvernement a réaffirmé sa « détermination » pour conduire cette politique de décentralisation, sa mise en œuvre soulève des difficultés juridiques et sociales. Ainsi, le transfert du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNSEA) à Limoges (trois cents emplois) est subordonné à l'adoption et à la mise en œuvre du statut de son personnel en cours de modification.

La décision de créer à Reims un pôle « qualité alimentaire » est soumise à expertise. Le ministère de la défense précisera sa politique vis-à-vis de Roanne et de Tulle en avril. Quant à la

Manufacture des Gobelins, le gouvernement a trouvé une solution de compromis de nature à satisfaire à la fois Aubusson, Beauvais et Paris.

Afin de calmer les oppositions des agents concernés, le gouvernement a indiqué que le plan d'accompagnement serait très attractif. « Personne ne sera contraint d'aller là où il ne veut pas aller », a précisé M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat chargé de la fonction publique.

Le collectif contre les délocalisations estime pour sa part que « le gouvernement, enfermé dans une impasse, a choisi la fuite en avant en doublant la mise... Arbitraire, autoritarisme et irresponsabilité : la méthode ne change pas. La délocalisation se caractérise par un hallucinant saupoudrage qui n'est rien d'autre qu'une distribution de bons-points préfectoraux ».

FRANÇOIS GROSCHARD



Recherche : « Remodeler le dispositif sans le casser »

« Il n'est bon que de Paris. » La formule pourrait s'être appliquée longtemps à ces chercheurs de l'Île-de-France qui, il y a une dizaine d'années encore, jaugeaient avec un brin de condescendance leurs cousins de province. Il y avait alors Paris et ses lumières, Paris et sa recherche et, selon l'image consacrée, la province et son désert.

Les temps ont changé. Dans les régions, des équipes de recherche performantes se sont constituées, souvent autour des universités. Mais la région parisienne abrite toujours 52,1 % des effectifs français de recherche. Situation anormale, que le gouvernement a décidé de modifier rapidement.

Les mesures annoncées sont la conséquence d'un double travail, mené d'une part par les communautés scientifiques régionales sous la responsabilité des préfets (livres blancs régionaux de la recherche et de la technologie) et, de l'autre, par les organismes de recherche eux-mêmes sur leur développement en région, et conduisant à décentraliser quelque deux mille six cents chercheurs dans les trois ans à venir. Sur les deux cents projets retenus dès maintenant par le CIAT (1), une centaine seront engagés pendant cette période.

Des « moteurs » pour les régions

En l'an 2000, ce sont en tout quatre mille cinq cents chercheurs qui devraient avoir « déménagé » grâce, notamment, à une politique des personnels visant à recruter les deux tiers des nouveaux effectifs hors de l'Île-de-France. Coût de cette opération pour les trois prochaines années : 2,6 milliards de francs, dont la moitié à la charge des régions, le reste étant assuré par le budget civil de la recherche et du développement (600 millions de francs), la contribution des autres ministères concernés et une ligne budgétaire spéciale de Malignon.

L'ensemble de ces efforts devrait alors permettre de réduire à 45 % la part de l'Île-de-France dans les effectifs de recherche du pays. Pour impressionnants qu'ils soient, ces chiffres - 9 % des effectifs de la région parisienne sont concernés pour la période 1992-1994 - ne donneront lieu, selon un responsable, « à aucun convoi exceptionnel, à aucun de ces grands flux migratoires » dénoncés parfois par les syndicats.

« A aucun moment, nous n'avons conçu des opérations pouvant être considérées comme gratuites », il s'agit avant tout dans l'esprit des promoteurs de cette réforme de « remodeler le dispositif de recherche sans le casser, de le rééquilibrer, avec en prime le souci constant que l'implantation de nouvelles unités de recherche serve aussi de moteur à l'économie et à la vie sociale des régions ».

Tâche pas si facile qu'il y paraît, car certaines régions particulièrement défavorisées dans le domaine scientifique réclament des aides d'une tout autre nature. Certains fonctionnaires qui ont préparé le CIAT en conviennent : « Nous savons corriger des déséquilibres dans des régions scientifiquement riches. Mais nous éprouvons des difficultés dans les régions pauvres en recherche car nous ne savons pas encore bien évaluer les transferts de technologie qui leur sont nécessaires. » Cette lacune devrait être corrigée à l'occasion de nouvelles décisions qui interviendront en septembre sur ce thème.

J.-F. A. et J.-P. D.

(1) Au départ, il y avait quatre cent cinquante projets. Mais tous n'étaient pas mûrs. D'autres, plus avancés, sont déjà initiés depuis plusieurs mois, comme le déménagement de certaines équipes du CEA à Marcoule (programme Alizant).

Un entretien avec M. Curien

Suite de la première page

« Face à ces mesures, la question qui se pose est donc de savoir comment nous pouvons y parvenir sans faire d'« adjutantisme » ? Tout simplement en profitant d'abord de l'expansion de la recherche pour laquelle nous allons continuer à plaider pour les années qui viennent, mais aussi en jouant sur un « volontariat suscité » via la mise en place de mesures incitatives destinées à desservir quelques freins.

« Les situations sont très différentes selon les régions comme l'a montré l'opération « Livres blancs de la recherche régionale », et cela me paraît très raisonnable, portent sur la recherche appliquée et sur les transferts de technologie propres à aider au développement des PME.

« L'opération « Livres blancs » nous a ainsi permis de recenser quatre-cent cinquante propositions, de nature très différentes selon les régions, mais dont on peut largement tenir compte. Deux cent d'entre elles ont déjà été retenues qui prouvent que les régions se sont bien ajustées à leur état, et ont bien situé leur demande au niveau de leur existence.

« Mais qu'en est-il pour les régions dans lesquelles le tissu de la recherche est pauvre ?

« Il nous reste un travail supplémentaire à faire dans ces régions car leurs besoins précis sont plus difficiles à identifier. Cela doit être et cela sera corrigé. Il existe deux types de régions défavorisées. Certaines qui, comme le Nord-Pas-de-Calais, possèdent une population et une activité industrielle fortes, mais ont un potentiel scientifique encore un peu trop faible.

« Pour celles-là, les remèdes sont simples. Le « train » est, d'ailleurs, déjà parti dans le Nord où nous n'avons pas attendu le CIAT pour implanter, avec l'Institut Pasteur ou le CNRS, des pôles importants en biologie et en électronique.

« Dans d'autres régions, comme le Limousin, Champagne-Ardenne, ou la Picardie, nous privilégions très fortement le développement technologique, et en particulier tout ce qui peut conduire au transfert de technologies vers les PME. A cet égard, les résultats de l'action menée par l'ANVAR en relation

avec le CEA commencent à se faire sentir.

« Nous pensons en outre qu'il est intéressant pour ces régions de tisser un réseau inter-régional efficace, afin de bien les accrocher à leurs voisins plus développés, comme Auvergne avec Rhône-Alpes, ou Picardie avec Nord-Pas-de-Calais. A condition de se rappeler qu'un réseau nécessite, certes, des « nœuds », mais aussi, pour les relier, des « vecteurs » fonctionnant dans les deux sens : des « bivoqueurs », avec une flèche à chaque bout !



« Outre les transferts entre Paris et la province, n'y a-t-il pas lieu, dans certains cas, de s'interroger aussi sur de possibles transferts de provinces à provinces ?

« Certainement. Nous avons proposé un certain nombre d'actions dans ce sens. Il est cependant plus difficile de faire admettre le principe d'une aide spécifique à ce genre d'opération bien que ces aides correspondent à notre souci de bien équilibrer la recherche sur le territoire français. Aussi, dans cette optique globale d'aménagement du territoire, nous nous proposons certains nombre d'opérations qui ne sont pas des opérations motrices, mais plutôt des opérations d'accompagnement destinées à renforcer tel ou tel secteur.

Créer un certain nombre de pôles de qualité

« La tendance naturelle de la communauté scientifique serait de ne retenir que le critère de l'excellence de l'équipe à transférer. D'autres facteurs ne doivent-ils pas entrer en ligne de compte ?

« Pour moi, cette affaire de qualité est essentielle. Mais nous voulons aussi que ce modelage de l'activité scientifique en France ait un caractère durable. Pas question pour les équipes décentralisées d'imaginer que les opérations engagées sont élastiques et, qu'après

avoir démenagé elles puissent penser, deux ans plus tard, revenir à leur point de départ.

« Ce n'est pas tout. Il faut certes des pôles d'excellence, mais il faut aussi des pôles de référence ou de compétence qui doivent être des pôles de bonne qualité qui ne seront peut-être pas considérés comme les trois ou quatre premiers au monde dans leur spécialité, mais auxquels on pourra se référer, s'accrocher pour développer de l'enseignement en relation avec l'éducation nationale via le plan Université 2000, de la technologie et des rapports avec l'économie régionale.

« Enfin, dans ces affaires, il faut de la patience. Les effets ne sont pas immédiats. Regardez les exemples de Grenoble, de Sophia-Antipolis. C'est par décennies que se comptent les temps d'installation et de maturation des pôles de recherche. Les scientifiques y sont prêts j'en suis sûr : la patience, ils connaissent bien.

« Un bon transfert ne se décrète pas. Quelles sont donc les conditions nécessaires à une bonne implantation en région ?

« La naissance de l'ensemble de Rhône-Alpes, où la recherche est extrêmement vivante, constitue un exemple particulièrement éclairant. Cette région a eu, après la guerre, la double chance de disposer d'une force industrielle, et d'accueillir quelques personnalités de premier plan. Les « trois Louis d'or » de Grenoble : Louis Néel le « grand attracteur », Louis Weil, un excellent chercheur doublé d'un bon organisateur, et Louis Merlin l'industriel.

« De la même manière, la chimie est devenue un pôle extrêmement important à Strasbourg en trois générations de chercheurs : celle de Charles Sadron, Guy Ourisson, et aujourd'hui, Pierre Chambon et Jean-Marie Lehn. Malheureusement, il n'est pas dans les pouvoirs du ministre d'inventer de pareils cocktails de personnalités.

« C'est aux grands « leaders » d'aujourd'hui de se révéler et de se manifester, même si je peux donner le coup de pouce nécessaire pour les inciter fortement à fonder un laboratoire ou une équipe. Fait encourageant : on assiste aujourd'hui à un phénomène assez nou-

veau, le retour - parfois « suggéré » - de chercheurs de renom installés à l'étranger, particulièrement aux Etats-Unis, et capables de par leur notoriété d'attirer vers eux des équipes.

« Des institutions aussi peuvent parfois jouer ce rôle. C'est le cas, par exemple, de l'Ecole normale supérieure à Lyon. Tout le monde avait annoncé un « bidon », prédit que les professeurs ne suivraient pas. Ils n'ont pas suivi en effet, mais l'étiquette « Ecole normale » a été suffisante pour attirer des gens nouveaux, de très bonne qualité.

Sans précipitation excessive

« Les décisions entérinées par le CIAT de mercredi montrent à l'évidence une accélération du processus de décentralisation (9 % de chercheurs transférés d'Île-de-France en province). Ne pensez-vous pas que, sans remettre en cause les principes de cette « réforme », on aurait pu parfois éviter un excès de précipitation ?

« On ne peut pas nous accuser d'avoir travaillé dans la hâte. Il ne s'agit pas de chercher un certificat d'emplaire, mais nous avons vraiment discuté avec toutes les instances parisiennes et régionales. Les organismes de recherche travaillaient à l'élaboration de leur plan de délocalisation depuis déjà plus d'un an.

« Cela dit, nous ne souhaitons pas que la mise en application de ces mesures se fasse dans des conditions de précipitation excessive. Sur les deux cents modifications d'implantation retenues aujourd'hui, une centaine sera menée à bien dans un délai de trois ans, le reste étant réalisé progressivement jusqu'à la fin du siècle.

« A aucun moment, nous n'avons conçu des opérations qui puissent être considérées comme gratuites et servent seulement à nourrir des statistiques. Il s'agit de restructurer l'ensemble pour le bien public et celui des chercheurs même si, c'est inévitable, ces derniers subiront parfois quelque gêne.

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
et JEAN-PAUL DUFOUR

Prime exceptionnelle et mesures d'accompagnement

Fondée sur le principe du « volontariat », la mise en œuvre de la décentralisation des emplois publics décidée par le CIAT « ne devra, est-il affirmé en préambule, ni conduire à des licenciements d'agents contractuels ni remettre en cause les missions des services concernés ».

Sur le plan financier, le gouvernement prévoit la création d'une prime exceptionnelle de 30 000 francs venant s'ajouter aux indemnités traditionnelles de mobilité. Pourront également être versés une indemnité variable pour frais de changement de résidence (en cas de transfert à plus de 500 kilomètres du lieu de travail actuel), une allocation à la mobilité du conjoint et un remboursement non plafonné de frais de logement. Un agent marié avec deux enfants pourra, au total, toucher une somme comprise entre 60 000 et 110 000 francs.

La situation des conjoints agents de l'Etat sera examinée au cas par cas, tant sur le plan

de la priorité de mutation ou de détachement que sur celui d'une éventuelle formation d'adaptation. Celle des conjoints non fonctionnaires sera prise en compte en liaison avec les services de l'ANPE et les communes d'accueil. Le régime indemnitaire des agents transférés ne sera pas modifié. Des bourses d'emploi interministérielles aideront, de surcroît, les agents parisiens désireux de regagner la province à intégrer les organismes décentralisés. En outre un programme pour le logement des fonctionnaires en Île-de-France va être mis en œuvre incessamment.

En ce qui concerne les salariés de droit privé, un groupe de travail interministériel devra établir « sous un mois » un bilan des mesures existant dans ces organismes afin de les comparer aux pratiques en vigueur dans les entreprises privées. Les syndicats seront ensuite consultés sur un dispositif spécifique.

V. D.

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE
LA CONFIANCE, LA PERFORMANCE

- HEC
- SCIENCES PO
- E.N.M. - C.F.P.A.
- ESCP 1^{re} année - ESC Lyon - ESC

2^e année entrée directe
Succès confirmés

STAGES INTENSIFS ET PRÉPAS SEMESTRIELLES
6, avenue Léon-Huot 75016 PARIS - Tél. : 42.24.10.72 - 45.35.59.35

Mac Douglas
Le spécialiste du cuir

27, RUE DE PASSY 75016 PARIS
TEL : 42 88 96 02

155, FG ST HONORE 75008 PARIS
TEL : 45 61 19 71

LIQUIDATION TOTALE

DE TOUT LE STOCK
DE VETEMENTS DE CUIR
ET PEAUX LAINÉES
pour hommes, femmes, enfants.

A DES PRIX SACRIFIÉS

Par arrêté Préfectoral (selon la loi du 30 décembre 1906)

Alors que le PDG de la SARI réclame un non-lieu

Trois policiers ont été entendus par les enquêteurs dans l'affaire de la tour BP

L'affaire de la tour BP a connu, mercredi 29 janvier, deux nouveaux développements. Sur son versant immobilier, la journée a été marquée par la conférence de presse organisée à la Défense (Hauts-de-Seine) par le PDG de la SARI-SEERI et de Lucia, M. Christian Pellerin. Inculpé de « complicité d'abus de biens sociaux et de complicité de faux et usage de faux » dans le dossier instruit par le juge Jean-Luc Delahaye, M. Pellerin est convaincu d'obtenir dans un délai rapide un non-lieu, justifié par sa totale méconnaissance des commissions occultes versées à la société Eurocon du policier Daniel Voiry.

Sur ce versant policier, la section financière de la direction centrale de la police judiciaire est intervenue sur commission rogatoire du juge à la préfecture de police de Paris. M. Gérard Brindel, officier de paix, a été entendu à son domicile, en raison de son état de santé. Il était le responsable du secrétariat de l'état-major de la sécurité publique où Daniel Voiry fut en poste de 1979 jusqu'à son suicide en décembre 1990. Deux autres policiers, amis de Voiry, ont été placés en garde à vue, puis relâchés en fin de journée : il s'agit de M. Jean-Paul Codeville, également en poste au secrétariat

de l'état-major, et de son fils, gardien de la paix en Seine-Saint-Denis. Des perquisitions ont été effectuées aux domiciles des trois hommes.

Le juge d'instruction cherche à savoir ce que cachait le statut particulier de Daniel Voiry qui occupa, notamment auprès de deux directeurs successifs de la sécurité publique parisienne, MM. André Bégue et Georges Le Corre, un poste de confiance, sorte de secrétaire particulier, chargé notamment de gérer les frais de police remis chaque mois, sous enveloppe et en liquide, aux commissaires.

M. Pellerin : « J'ai le sentiment d'avoir été trompé »

« Les affaires que je dirige sont honnêtes et loyales. » Seul sur l'estime, dans les sous-sols du CNIT de la Défense rénové par son groupe immobilier, le promoteur Christian Pellerin s'est transformé en avocat, deux heures durant, mercredi 29 janvier. Non sans précautions : les propos tenus sont consignés par un huissier et la réunion est filmée. Peu de surprises pourtant dans ce plaidoyer pro domo, construit autour de l'annonce du dépôt d'une demande de non-lieu et de la conviction que le juge d'instruction y fera droit.

Trois dates résument, selon M. Pellerin, son rôle dans l'affaire de la tour BP. Le 27 mai 1988, d'abord : le patron de Lucia rencontre M. Christian Schwartz, directeur de la société immobilière PII, qui lui dit être « en discussion avec le groupe British Petroleum » pour acheter le siège de la compagnie pétrolière à Courbevoie (Hauts-de-Seine), et lui assure travailler « avec le cabinet Fleau-Hampton comme conseil ». Le 19 juillet 1988, ensuite : M. Pellerin s'entretient, en présence d'un responsable de Fleau, avec un représentant anglais du groupe BP, M. Paul Gatrill, à qui il garantit que sa société, Lucia, est désormais engagée, aux côtés de PII (Patrimoine et investissement immobilier), dans la transaction sur l'immeuble. Enfin le 21 ou le 22 décembre 1988 : M. Pellerin reçoit M. Schwartz, avec lequel il va créer, le 29 décembre, la société en nom collectif SNC « 10, quai Paul-Doumer » chargée de l'opération immobilière, et à qui il donne son accord sur le versement d'une « com-

mission » de 12 millions de francs pour « faire face aux engagements pris par M. Schwartz avec Fleau et BP ».

Le reste, M. Pellerin affirme qu'il l'apprendra seulement plus tard. Seul son « fidèle collaborateur », M. Alain Aubert, à qui il maintient « une totale confiance », sera informé par M. Schwartz, à la veille de la signature de l'acte de vente de la tour, qu'il convient de rétribuer un nouvel « intervenant » : outre la « commission » de Fleau (7 millions de francs), 5 millions seront versés à une société Eurocon (Européenne de courtage et de négociation). De cette société, contrôlée par le policier Daniel Voiry, M. Pellerin garantit qu'il ignore la destination finale de la somme versée à Eurocon, qui lui semble être un « agent immobilier ». Eurocon, ajoute-t-il, « n'est intervenue dans aucune autre opération du groupe Lucia ».

Une plus-value de 460 millions

De fait, M. Pellerin certifie qu'il ne s'est absolument pas intéressé aux tractations qui ont émaillé la transaction réalisée avec la tour BP. On peut d'ailleurs s'en étonner : le président de la SARI ne précise-t-il pas que son groupe réalise « une dizaine d'opérations de plus de 500 ou 600 millions de francs » chaque année — ce qui semble justifier une attention particulière accordée à l'opération BP ? M. Pellerin se contente d'indiquer que les négociations

menées au nom de la SNC « 10, quai Paul-Doumer » ont été exclusivement conduites par la société PII de M. Schwartz.

La plus-value réalisée grâce à la tour BP — achetée 531 millions de francs le 22 décembre 1988, revendue 1,1 milliard de francs le 16 août 1990 — correspond à « une plus-value d'environ 460 millions de francs avant fiscalité », constate le PDG de la SARI. Il affirme que cette « marge » n'a en aucune manière été liée à l'assurance d'obtenir la construction de mètres carrés supplémentaires, mais dépend uniquement de l'évolution du marché immobilier. M. Pellerin reconnaît toutefois avoir proposé à la ville de Courbevoie, en septembre 1990 et « dans une perspective d'aménagement du quartier » de l'immeuble BP, la réalisation de divers aménagements publics, dans le cadre d'une Zone d'aménagement concerté (ZAC) et avec « un programme de constructions totalement différent ».

Faisant le point sur le périmètre de sociétés créées à l'occasion de la transaction, M. Pellerin assure que l'ensemble s'apparente à des pratiques immobilières classiques. Pour qu'il ait créé, le 16 août 1990, une deuxième SNC « Paul Doumer » achetant l'immeuble BP à la SNC « 10, quai Paul-Doumer », qui avait initialement acquis la tour ? Afin que la SATIS, filiale du groupe Indosuez pour l'immobilier, puisse y prendre une participation préalable au rachat de l'immeuble, répond M. Pellerin.

Et pourquoi la SATIS a-t-elle d'abord pris une participation de

10 %, puis de 50 % ? Une convention signée entre Indosuez et Lucia, en août 1990, prévoyait deux cas de figure : soit Indosuez installait son siège dans la tour BP, auquel cas il était prévu que le groupe reprenne les 90 % de la SNC ; soit la tour donnait lieu à une « opération de développement et de promotion », et Lucia et SATIS s'associaient alors à parité. C'est parce qu'Indosuez n'a finalement pas implanté son siège à la Défense que SATIS et Lucia se sont retrouvées à 50/50 dans le capital de la SNC, explique encore M. Pellerin, confirmant ainsi qu'il s'est donc, en partie, rendu à lui-même l'immeuble de BP.

« J'ai le sentiment d'avoir été trompé », conclut-il, sans vouloir préciser par qui. Se référant à la confrontation organisée la semaine dernière par le juge d'instruction entre plusieurs des inculpés, le patron de la SARI proclame que « Christian Schwartz a reconnu qu'en fait je n'étais pour rien dans cette opération ». « Mon groupe et moi-même ne sommes aucunement impliqués de façon malhonnête dans l'affaire de la tour BP », répète le promoteur, convaincu qu'un proche non-lieu lui rendra justice. D'une phrase sibylline, il ajoute que, si l'enquête judiciaire en cours continuait de porter ombrage à l'image de son groupe, il pourrait « privilégier l'intérêt général », et non son « intérêt particulier ». Avant de préciser qu'il n'a pas l'intention de démissionner.

ÉRIC INCYAN

L'opération de police au foyer de travailleurs de Vitry

« Si c'est pour la drogue, je suis d'accord »

Dix-neuf personnes étaient toujours en garde à vue, jeudi 30 janvier, pour « trafic de stupéfiants », après l'interpellation de cent soixante-huit personnes mardi après-midi dans un foyer de travailleurs immigrés à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) (le Monde du 30 janvier). Onze autres personnes ont comparu mercredi devant le tribunal correctionnel de Créteil pour « séjour irrégulier » et « faux papiers », et condamnées à des peines allant d'un à trois mois de prison ferme assorties d'une interdiction du territoire.

Le foyer de travailleurs de la rue des Fusiliés, à Vitry-sur-Seine, est un pur héritage de la politique d'immigration des années 60. Chacune des 288 chambres de douze mètres carrés, théoriquement louées à un ou deux « résidents », abrite fréquemment trois ou quatre invités supplémentaires, sans compter les cafards qui sillonnent les coins-toilettes. Réservé aux célibataires, le foyer Manouchian est, en principe, interdit aux femmes et aux enfants et concentre une communauté presque exclusivement masculine.

Trafic et prostitution

Le vaste bâtiment de béton, considéré par la police comme une « plaque tournante du trafic d'héroïne dans la banlieue sud de Paris », avait des allures de fourmilière dévastée, mercredi, quelques heures après la vaste opération anti-groupe dont il avait été le théâtre. Les habitants semblaient partagés entre colère et soulagement. La colère était surtout provoquée par une foule implacable de leurs effets personnels. Armoires et malles ont été ouvertes, aux besoins forcés en l'absence de leur propriétaire. Vers quinze heures, mardi, trois cents policiers ont encerclé le foyer avant de perquisitionner six heures durant. « Ils ont mis tout en l'air », raconte Cervera, employé d'une société de nettoyage, qui croit à une opération de contrôle des papiers, comme le foyer en avait connu en 1988. Mais si c'est pour la drogue, je suis d'accord parce que les vendeurs nous amènent le mardi.

L'argent liquide mais aussi, semble-t-il, des documents administratifs et des feuilles de paie ont disparu pour être mis sous séquestre. Les propriétaires devront justifier la provenance de ces sommes, qui ont été expliquées par l'habitude des Africains de retirer rapidement en liquide l'argent de leur salaire pour en envoyer une partie au pays. Mais la provenance de certaines liasses de billets, comme les 40 000 F trouvées sur une per-

sonne, est plus suspecte. Chacun sait, au foyer Manouchian, que la vente et la consommation de drogues dures, et la prostitution, masculine et féminine, ont envahi les lieux depuis des années, profitant de cet endroit isolé, ouvert à tous vents, trop abrité dans sa conception pour être gérable.

« Si tu acceptes de les laisser faire leur trafic dans ta chambre, la moitié du prix de vente est pour toi », explique un Mallen qui vit au foyer de Vitry depuis dix ans. Les témoignages de plusieurs toxicomanes, et la plainte déposée, en mai dernier, par l'association qui gère le foyer, avaient déclenché une enquête policière. Celle-ci s'est accélérée avec la mort par surdose de trois Français — un jeune homme et deux jeunes femmes — retrouvés dans les toilettes et les douches du foyer en octobre, novembre et décembre derniers. Même si le saisis de drogues opérés mardi — quelques doses d'héroïne — n'a rien de spectaculaire, l'opération policière semble avoir soulagé les esprits.

La direction de l'Association pour le développement des foyers (ADEF) qui gère l'établissement se félicite de ce que « quelques choses de sérieuses ont été enfin réalisées », mais rappelle que le procès qu'il a intenté à la mairie de Vitry dans l'affaire du bulldozer (1) n'a jamais été jugé au civil. M. Paul Mercieca, maire (PCF), propriétaire du foyer par l'intermédiaire de l'Office public de HLM, était trop occupé, mercredi, pour formuler le moindre commentaire. Son encouragement se concentrait d'« approuver tout ce qui contribue à la lutte contre la drogue » et l'information de l'intervention du maire « sur les aspects humains de l'opération de police ». M. Mercieca préside aujourd'hui l'association d'aide au développement du village de Tombola, dont sont originaires bon nombre de résidents du foyer de Vitry.

PHILIPPE BERNARD

(1) Le 34 décembre 1980, le maire de Vitry avait conduit un groupe d'une cinquantaine de personnes accompagnées d'un bulldozer et entrepris de détruire les installations d'eau, de gaz et d'électricité du foyer où l'ADEF voulait de transplanter trois cents travailleurs maliens, venus d'un autre foyer de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne). À quelques mois de l'élection présidentielle, l'affaire était au centre d'une polémique entre maires de droite et de gauche, les accords accusant les premiers de rejeter les étrangers dans les seules banlieues ouvrières. La reconstruction d'un foyer à Saint-Maur-des-Fossés, promise à l'époque par la municipalité de cette ville, n'a jamais été réalisée.

Questions d'agenda

Contrairement aux apparences, dans l'affaire de la tour BP, la tendance est à l'apaisement. La contre-attaque de M. Pellerin a en effet été moins virulente que ne le laissent prévoir ses précédentes déclarations sur une « machination » dont il serait la victime et dans laquelle la tour BP ne serait que l'arbre cachant la forêt d'un scandale d'un tout autre ampleur, policier et non plus immobilier. Sur les conseils de ses avocats, et sans doute aussi après que de discrets messages aient fait part au promoteur de l'exaspération du préfet de police de Paris, M. Pellerin a donc renoncé à se débattre sur d'autres. Il s'en est strictement tenu à la partie du dossier qui le concerne, ignorant superbement ses à-côtés policiers.

Son argumentation est claire, presque tracée au cordeau. M. Christian Schwartz vient lui proposer en mai 1988 une bonne affaire, dont il n'avait pas eu vent : la tour BP est à vendre. Il fait une opération intéressante — forte plus-value en cas de revente et/ou projet plus ambitieux avec la municipalité de Courbevoie. Puis il délègue : son nouvel associé Schwartz est à la manœuvre, et son bras droit Alain Aubert s'occupe de l'intermédiaire. Il fait confiance, avale les décisions, donne son accord au versement des commissions sur lesquelles ils se sont engagés. Une confiance, conclut-il, qui a été trahie. Il n'y aurait donc pas d'affaire « de la tour BP », encore moins d'affaire Pellerin, mais une simple affaire Schwartz, ou Voiry, ou Eurocon, mêlant un promoteur indélicat qu'il n'avait pas perçus à jour à temps et des policiers ripoux qu'il n'avait jamais su à connaître.

Vu du côté des enquêteurs chargés de cette affaire, ce plaidoyer se heurte cependant à quelques problèmes de calendrier. Pour quel qu'un qui ne suit que de loin une affaire gérée par d'autres, M. Pellerin accumule en 1988 les rendez-

vous peu ou prou liés à la transaction sur la tour BP. C'est ce qui ressort du moins de la consultation de son agenda 1988, saisi dans le cadre de l'information judiciaire sur les délits d'inités de l'affaire de la Société générale et dont une copie a été transmise au juge Delahaye. Quelques semaines avant le 27 mai 1988, jour où M. Pellerin affirme avoir rencontré M. Schwartz pour la première fois, et donc entendu parler de la mise en vente de la tour BP, le promoteur de la Défense a un rendez-vous avec le président de BP. Rien à voir, répond-il, c'était pour discuter de problèmes concernant la ZAC d'Antibes.

L'Anglais Paul Gatrill

Le 19 juillet 1988, M. Pellerin rencontre l'Anglais Paul Gatrill, l'homme de BP dont la corruption est désormais établie par l'instruction : membre de la commission d'appel d'offres, celui-ci a reçu 1 million de francs en échange de ses informations qui ont permis à MM. Schwartz et Pellerin d'obtenir le marché. Réponse du promoteur, en substance : c'était une discussion générale sur la transaction, aucune commission, aucun dessous-de-table n'a évidemment été évoqué. Enfin, fin 1988, alors que l'affaire est sur le point de se conclure — le 28 décembre 1988, la vente à la SNC de MM. Schwartz et Pellerin est confirmée, — le promoteur a au moins cinq rendez-vous avec son associé, dont on peut légitimement penser qu'il en profite pour l'informer.

Fort du retournement de M. Schwartz, qui a confirmé lors d'une confrontation n'avoir pas tenu au courant M. Pellerin, ce dernier peut à juste titre affirmer que son agenda n'offre pas matière à réquisitoire. Tout au plus peut-on y trouver de quoi nourrir une question, la seule à laquelle M. Pellerin ne répond pas vraiment : pourquoi avait-il besoin de s'associer avec

M. Schwartz ? On a peine à croire qu'il n'ait pas sa connaissance, par son propre réseau à la Défense, de la mise en vente de la tour BP. BP n'avait-il pas organisé des visites de l'immeuble dès l'été 1987 ? Le groupe AXA, qui est associé à M. Pellerin dans certaines de ses affaires, n'y fut-il pas convié ? Il veut mieux faire une bonne affaire à deux qu'une mauvaise tout seul, répondent les avocats de M. Pellerin pour justifier son alliance avec M. Schwartz, qui, à l'évidence, ne jouait pas dans la même cour que lui.

D'autres hypothèses, qui font sourire les mêmes avocats et que dément l'entourage de M. Pellerin, circulent dans le monde de l'immobilier. M. Schwartz n'était-il pas lié au RPR, comme tendrait à le prouver ses relations politiques, fortement implantées dans la mouvance RPR de Seine-Saint-Denis ? Or n'est-ce pas la famille politique avec laquelle M. Pellerin a rencontré le plus d'obstacles, au point d'être pratiquement tenu à l'écart par la Ville de Paris ? S'allier avec M. Schwartz, était-ce un moyen d'obtenir quelques entrées nouvelles, dans un métier où les élus sont des interlocuteurs obligés ?

Ce ne sont que des hypothèses, mais un fait est cependant établi : M. Alain Laramée, ancien directeur de la communication du groupe de M. Pellerin, « vivait » avec pertes et fracas en 1990, est un proche de M. Charles Pasqua, qui, la même année, lui a remis l'ordre national du mérite. Or c'est M. Laramée qui a présenté M. Schwartz au promoteur de la Défense, M. Laramée qui a, depuis, rejoint la holding du même Christian Schwartz.

EDWY PLENEL

« L'argent facile » de Gilles Gauthier se sera pas. Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, M. Yves Bréhat, a refusé, mercredi 29 janvier, d'ordonner la saisie du livre de Gilles Gauthier intitulé *L'argent facile*, demandée par M. Jean Oltra, ancien directeur de l'association Nice-Communication (le Monde du 30 janvier). Selon le magistrat, les passages mettant en cause M. Oltra ne contenaient « aucune imputation de faits précis susceptibles de porter atteinte à l'honneur ou à la considération du demandeur ». En revanche, un passage concernant l'éventualité de nouvelles poursuites à l'encontre de M. Oltra est considéré comme diffamatoire par le juge des référés, qui a ordonné sa suppression dans les prochaines éditions.

ÉDUCATION

Les formations supérieures professionnalisées

Mme Cresson et M. Jospin relancent les IUP

Les instituts universitaires professionnalisés (IUP), ces nouvelles formations supérieures débouchant, à bac + 4, sur un diplôme d'« ingénieur-maître », auront véritablement vu le jour en janvier 1992. Lancés au printemps dernier dans cinq domaines de formation (ingénierie, études commerciales, administration générale, gestion financière, information-communication), ouverts à l'automne pour les vingt-huit premiers, ils naviguaient jusqu'à présent en dehors de tout cadre réglementaire ou académique. Les IUP vont donc se voir doter, coup sur coup, de l'un et de l'autre. Le 26 janvier, le Journal officiel a publié deux décrets qui présentent une double originalité. Le premier porte création du titre d'ingénieur-maître et rompt, pour la première fois en France, le monopole d'habilitation de la Commission des titres d'ingénieurs. C'est une pierre dans le jardin des grandes écoles. Le second précise l'organisation des IUP : ils bénéficieront d'une autonomie quasi totale pour le choix de leur spécialité et de leur contenu pédagogique, seuls quelques principes étant

imposés (étude de deux langues étrangères, forte association des professionnels à l'enseignement, stage professionnel pour au moins un tiers de la formation). Deuxième étape, mercredi 29 janvier, avec l'installation solennelle de la Commission d'habilitation des instituts universitaires professionnalisés par M. Edith Cresson et M. Lionel Jospin. Le premier ministre a saisi l'occasion pour féliciter le ministre de l'Éducation nationale de la rapidité de mise en œuvre des IUP.

Co-présidée par MM. Ivor Eklund, président de l'université Paris-Dauphine, et Pierre Guillemin, vice-président de l'Union des industries métallurgiques et minières, cette Commission aura pour tâche d'évaluer les premiers IUP et d'examiner tous les projets de création. Pour la prochaine année universitaire, environ deux cents candidatures sont attendues.

Ce cadrage a manifestement rassuré les directeurs d'IUP qui, il y a quelques jours encore, craignaient la « faillite » et gagnaient contre l'incertitude de leur statut et la faiblesse de

leurs moyens. Le ministère s'est engagé à débloquer, l'an prochain, une centaine de postes d'enseignants et plus de 10 millions de francs, qui seront répartis en tenant compte du caractère innovant de chacun des projets. S'ils estiment que « cela reste insuffisant », les directeurs d'IUP se féliciteront désormais de cette « innovation qui va bouleverser le paysage universitaire français » et du soutien « remarquable » qu'ils ont trouvé auprès des milieux professionnels et, dans un certain nombre de cas, des collectivités territoriales.

GERARD COURTOIS

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 30 janvier 1992

DES DÉCRETS

— n° 92-07 du 24 janvier 1992 modifiant le décret n° 89-259 du 24 avril 1989 relatif à la prime spéciale d'installation attribuée à certains personnels débutants;

هكذا نحن الأصل

مكتبة الأمل

صباحنا من الأمل

CULTURE

THÉÂTRE

Le règne des clowns

Pour la première mise en scène de Shakespeare
Charles Tordjman choisit la farce

LA NUIT DES ROIS
à Créteil

Quittant Thionville et le Théâtre populaire de Lorraine pour Nancy où il dirige désormais le centre dramatique, Charles Tordjman a inauguré sa nouvelle fonction avec la *Nuit des rois* qu'il présente actuellement à la Maison des arts de Créteil. C'est la première fois qu'il aborde Shakespeare, et avec cette comédie d'intrigue et de travestissement, il n'a pas choisi le plus facile. En fait, il a choisi une pièce qui pouvait s'adapter au plein air, c'était le souhait de la municipalité. Le spectacle a été créé cet été sous les étoiles.

Nancy a un opéra, un festival de jazz, Charles Tordjman est chargé de redonner du lustre au théâtre. Sans trop de succès, comme si les collectivités locales voulaient le pousser. Mais les abonnements arrivent en force, Charles Tordjman est optimiste, d'ailleurs.

Sa *Nuit des rois* (1) va vers la pure gaieté. L'histoire compte peu, dispersée dans des situations maboulées, des scènes écrites pour le seul plaisir de faire rire, et entre des personnages qui, comme toujours avec Shakespeare, sont pas exactement ce qu'ils paraissent. Ainsi l'héroïne, Viola, naufragée, croyant avoir perdu son frère jumeau, elle se tra-

vestit et perturbe la Cour d'Illyrie, le royaume où elle a échoué. Une île dont les princes s'ennuient. « Rien ne bouge », écrit Charles Tordjman, « même si la musique lance de toute part. » Viola a cessé d'apporter la lumière, le défilé, la vie.

La pièce alterne les préciosités et la farce. Le décor de Michel Launay est une construction ronde, qui s'ouvre sur une scène dont un plafond en miroir reflète et fragmente le vide. Les princes y traînent leur grisaille, la Viola pâlotte de l'attente. Maignan n'est pas capable de les secourir. La mise en scène, d'ailleurs, favorise les clowns - Serge Vallerit, Jean-Claude Leguay, Daniel Martin. Ils s'en donnent à cœur-joie, avec une efficacité sans faille, la salle hurle de rire. C'est peut-être réducteur, mais bien plaisant.

COLETTE GODARD

(1) Traduction de Noël, mise en scène de Charles Tordjman. Mille exemplaires remis à mille lycéens spectateurs. La pièce sera jouée le 7 février, avec des professeurs qui doivent recevoir une animation de leur classe le 10 de février.

Maison des arts, petite rue. Du mardi au samedi 20 h 30. Dimanche 16 heures. Tél. : 49-80-18-88. Jusqu'au 29.

ARTS

L'honneur perdu d'un restaurateur

Une polémique oppose, aux Pays-Bas, un restaurateur de tableaux américain et le musée qui l'a commandité

AMSTERDAM

de notre correspondant

L'Américain Daniel Goldreyer est un escroc de génie ou un restaurateur de tableaux jouissant d'une réputation si élevée que son honneur justifierait 675 millions de francs de dommages et intérêts ? Telle est la somme astronomique qu'il réclame, à raison de plusieurs dizaines de millions de francs par assignation, à des journaux américains, (*The Wall Street Journal*, *et Time Magazine*), à un groupe de presse des Pays-Bas (*Telegraaf*), à un directeur (*Suzan Schuitzer*), ainsi qu'à un historien de l'art à un directeur (*Wim Beeren*) du Stedelijk Museum d'Amsterdam.

Tous ces journaux ont le devoir de diffuser en critiquant, par articles de presse interposés, sa restauration du tableau *Who is afraid of red, yellow, and blue III*, de l'artiste américain Barnett Newman (1905-1970), l'un des chefs-d'œuvre de l'art spécifiquement américain, le principal représentant, avec Rothko, de ce qu'on a appelé la « peinture de champs », fondée sur des zones monochromes.

Propriété du Stedelijk Museum, la toile avait été lacérée par un désaxé en 1986 et confiée aux bons soins de Daniel Goldreyer à New-York. Elle n'avait pas encore regagné la capitale néerlandaise qu'une polémique s'engageait autour du prix record de la restauration en 1989 (florins, environ 2,4 millions de francs...), soit plus d'une fois le montant initial.

L'affaire prit une tout autre dimension lorsque l'œuvre fut restaurée par le musée de son d'origine, le 14 mai dernier. Daniel Goldreyer confiait n'avoir jamais effectué « travail plus difficile » et que le directeur du Stedelijk, Wim Beeren, avait pour lui « la peur du rouge, du jaune, et du bleu III » les yeux du père de l'œuvre prodige, les premiers doutes furent lancés sur le lifting imposé au tableau : lui-même comme une plaque de formica, la toile n'aurait pas été repeinte au rouleau.

Une expertise menée par le laboratoire judiciaire des Pays-Bas, à la demande du musée, finalement saisie par la justice, a conclu à la même conclusion en décembre dernier. Révélation annexes : Daniel Goldreyer, qui affirmait avoir utilisé, comme Newman, de la peinture

acrylique, aurait, en réalité, travaillé avec de la peinture à l'huile. Une espèce appréciée par les peintres du dimanche pour « restaurer » les chambranes de portes et les cadres des fenêtres, dont la particularité « double » elle sèche très vite en durcissant et n'est pas un composé chimique.

De plus, le restaurateur avait expliqué la brillance de l'œuvre remise en état par l'apport d'une couche de vernis protecteur, que les chercheurs du laboratoire judiciaire ne trouvaient pas trace. Le tableau initial serait à jamais perdu.

Le Stedelijk revisité par Goldreyer serait indestructible, craint-on à Amsterdam.

Bien qu'ayant qualifié les restaurateurs de « mensonges », Daniel Goldreyer a fait procéder à la contre-expertise suggérée par le musée, qui a depuis transmis l'affaire à la municipalité d'Amsterdam. Mais la commission de l'art et de la culture a préféré passer l'encombrant dossier au conseil municipal, qui a déjà reporté à plus tard son conseil, l'avocat de la ville n'ayant pas d'écheveau juridique d'attaquer en justice le restaurateur. Lequel, pétri des mœurs judiciaires américaines, a pris ses interlocuteurs de court, estimant que la meilleure manière de passer à l'offensive.

CHRISTIAN CHARTIER

« Sida no ! » - L'auteur-compositeur-interprète brésilien Caetano Veloso vient d'assigner en justice la revue *Amiga* et la chaîne de télévision TV Manchete pour avoir affirmé, à tort, qu'il était atteint du sida. Il a demandé 1 million de dollars en réparation du préjudice moral. Le chanteur Ney Matogrosso, dont le nom était apparu en 1990 au côté de celui de Caetano Veloso, sur la couverture, reprise dans des publicités par TV Manchete, a déjà obtenu de la justice 200 000 dollars de réparation. Ces stars de la musique brésilienne entendent ainsi mettre fin à des rumeurs qui, parties du Brésil, ont déjà été répandues dans ses frontières. - (AFP)

PATRIMOINE

Polémique après l'incendie du couvent des Récollets

L'incendie d'une partie de l'ancien couvent des Récollets - dans le dixième arrondissement de Paris - a suscité depuis plusieurs mois par une association d'artistes, les Amis des Récollets, la polémique (*le Monde* du 11 janvier).

Certaines occupations, édictées par le ministre de l'Équipement, ont permis de préserver, en partie, alors que l'incendie, le 10 décembre, les charges d'en condamner les usages, en présence d'un huissier. L'association accuse le ministre

de l'équipement, propriétaire des lieux, de profiter de la situation pour régler définitivement le problème de l'occupation du couvent et réaliser l'opération immobilière projetée « à long terme ». Elle dénonce « la dégradation des œuvres et des biens qui y sont entreposés », réclame « la réintégration des artistes » et la tenue d'un « débat idéologique entre des représentants de l'association, du ministre de l'équipement et du ministre de la culture ».

Au ministère de l'équipement, on fait savoir que cette réintégration est impensable étant donné les décisions de justice qui ont été

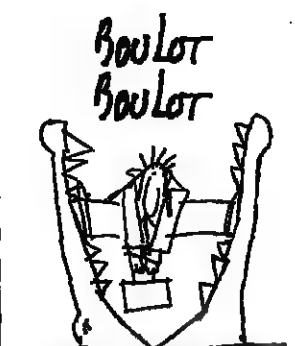
prises. La classe du bâtiment, classée, sera classée. L'affectation future du bâtiment n'est pas une spéculation : « 50 % de la surface de la construction sera affectée à des ateliers d'artistes et à des logements sociaux ; le produit de l'opération servira à réintégrer les étudiants de l'école d'architecture de Paris-Villemin ». « Nantier » et aux œuvres trouvées sur les lieux, il a fait l'objet d'un inventaire, contrôlé par huissier, et seront mis à la disposition de leurs propriétaires ultérieurement. La création du centre culturel, évoqué par les

« Amis », ne semble pas prise en considération par le ministère.

Reste à déterminer les causes de l'incendie - le ministre de l'équipement a déposé une plainte contre X... L'architecte délégué par le ministère des installations électriques détectées et de systèmes de chauffage hors normes, posés par les acquéteurs. Ces derniers parlent, eux, d'incendies criminels ayant éclaté simultanément dans plusieurs endroits différents sous les combles.

E. de R.

LIANA LEVI



175 dessins de Pissin
de la crèche à la retraite

LIANA LEVI

ÉDITIONS ÉOLE
171, rue St-Jacques 75005 Paris

Le savoir-faire de l'édition de livres de Revues nous permet de fabriquer aux meilleurs prix, délais et qualité

PLAQUETTES
CATALOGUES
43.25.88.35



VEN. 7 ET SAM. 8 FEV. 1991

ZOLTAN KOCSIS piano
BEETHOVEN - LISZT
CHOPIN - LISZT

LUNDI 10 FEV. 20H30
GIL SHAHAM
violin

GERHARDT OPPITZ piano
BEETHOVEN - BRAHMS

LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET PARIS

L'ÉMISSION RADIO LA PLUS CÉLÈBRE DE FRANCE FÊTE

LA 5000^{ÈME}

DES "GROSSES TÊTES"

AVEC LES INVITÉS DE PHILIPPE BOUVARD

SPÉCIAL "NON-STOP GROSSES TÊTES"
VENDREDI 31 JANVIER 14H/18H SUR

RTL

DIFFUSION DE LA 5000^{ÈME} SUR



SAMEDI 1^{ER} FÉVRIER À 20H 45

**Centre
Georges-Pompidou**

Sri Lanka. Musée national des
tiques - Guilmet, 8, pl. (47-23-

■ (42-88-12-73). T.l.j. ■ lun. ■ jours
fériés ■ 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à

LES CONTES POPULAIRES

PROFESORES DE

MARIO REIS. 10, Saint-Sabin (43-38-82-60). Jus-

PONTOISE. Camille (1830-1903). Musée **Pontoise**, 17, rue **Pontoise** (30-38-02-40). T. li

PONTOISE. Camille (1830-1903). Musée **Pontoise**, 17, rue **Pontoise** (30-38-02-40). T. li

[illegible]

100% MONEY BACK GUARANTEE

100

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

100

POLITIQUE

16 Le Monde • Vendredi 31 janvier 1992 •

Plus vite, moins cher !
Ne commandez pas votre PEUGEOT
sans nous avoir rendu visite !

Le choc des prix
sur 1000 voitures en stock.

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 11, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42.89.55.91
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52 • 4, rue Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

66,1 Chiffre d'affaires
consolidé 1991

BSN PROGRESSE

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 66,1 milliards de francs pour l'exercice 1991 contre 62,9 milliards de francs pour 1990, soit une progression de 5,1 %.

(en millions de francs)	1990	1991
Produits Frais	13 954	23 858
Epicerie-Pâtis	10 603	12 593
Bière	12 786	12 980
Eaux Minérales	6 598	6 598
Emballage	4 953	4 204
	5 877	7 119
Total Groupe	64 071	67 347
	(11 174)	(11 278)
	52 897	56 069

La comparaison des données aux exercices 1990 et 1991 tient compte des modifications intervenues dans le périmètre de consolidation : dans la Branche Frais, le chiffre d'affaires comprend, depuis le 1^{er} janvier 1991, les ventes de la société Calbani (Italie) et depuis le 1^{er} juillet 1991 les ventes de la société Danone SA (Espagne) ; dans la Branche Epicerie-Pâtis, les sociétés Agnelli (Italie) et (Allemagne) sont prises en compte depuis le 1^{er} janvier 1991 ; le chiffre d'affaires 1991 de la Branche Biscuits ne comprend plus les ventes des sociétés General Biscuits of America et Surgelés, prises en compte au troisième trimestre 1990 ; le chiffre d'affaires de la Branche Eaux Minérales comprend plus les ventes des sociétés de champagne Pommery et Lanson, prises en compte au début d'année 1991 ; dans la Branche Emballage, le chiffre d'affaires de 1991 comprend les ventes de la société VMC (France).

À structure et taux de change comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires par Branche est la suivante :

Frais	3,6 %
Epicerie-Pâtis	5,7 %
Biscuits	3,6 %
Bière	0,2 %
Eaux Minérales	9,3 %
Emballage	3,9 %
Total Groupe	4,7 %

Pour plus d'information, contactez votre conseiller BSN - IFAVE

BSN
BRUNEL, SINGAPOUR, NIPPON

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

15 minutes pour lire
pour apprendre
le soir



3015 69F

Annuaire des
Services
Télématiques

VIENT DE PARAÎTRE
A JOUR
11 rue du Marché St-Honoré
75001 Paris - Tél (1) 42 96 67 22

Le Monde
PUBLI-CITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

Crédit Mutuel

la banque à qui parler

SICAV EPARGNE QUATRE

un souci d'harmonisation de la gamme OPCVM (SICAV et FCP) du CREDIT MUTUEL, d'Administration de la SICAV EPARGNE QUATRE qui se fera le 2 mars 1992 ou le quorum le 20 mars 1992, la loi sur l'opération a été votée le 23 mars 1992.

Absorption du FCP SOFEGEST RENDEMENT IT par la SICAV EPARGNE QUATRE qui prendra la dénomination :

CREDIT MUTUEL EPARGNE QUATRE

Sous réserve de l'agrément préalable de la Commission Opérations de Bourse et de l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire de la SICAV EPARGNE QUATRE qui se fera le 2 mars 1992 ou le quorum le 20 mars 1992, la loi sur l'opération a été votée le 23 mars 1992.

En vue de l'opération, les souscriptions au FCP SOFEGEST RENDEMENT IT concernées seront suspendues :

- du mardi 17 mars au soir au lundi 23 mars 1992 inclus pour la SICAV EPARGNE QUATRE ;

- du jeudi 12 mars au soir au lundi 23 mars 1992 inclus pour le FCP SOFEGEST RENDEMENT IT.

Compte tenu de la parité d'échange applicable le 20 mars 1992, les porteurs de parts du FCP SOFEGEST RENDEMENT IT qui n'auraient pas droit à un nombre entier d'actions EPARGNE QUATRE, obtiendront le remboursement du rompu et pourront verser, le montant nécessaire à l'attribution, sans frais, d'une action complémentaire jusqu'au 23 juin 1992 inclus.

Les porteurs de parts du FCP SOFEGEST RENDEMENT IT qui ne souhaiteraient pas participer aux opérations de fusion, pourront obtenir des actions EPARGNE QUATRE à titre de compensation, c'est-à-dire sans frais, le montant des parts du FCP SOFEGEST RENDEMENT IT.

Une lettre nominative d'information sera envoyée à chaque porteur de parts du FCP SOFEGEST RENDEMENT IT, ainsi qu'à la SICAV EPARGNE QUATRE, les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Intervention sur les marchés à terme conditionnels dans une perspective de dynamisation de la performance.

Élargissement de l'assiette de calcul des frais de gestion aux parts en actions d'OPCVM détenues en portefeuille.

Maintien de la distribution d'acomptes trimestriels, cependant en fonction de l'évolution des marchés financiers, l'assemblée générale de CREDIT MUTUEL EPARGNE QUATRE pourra décider de capitaliser une partie des revenus.

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde
est la première source d'information
des cadres supérieurs

(IPSOS 90)

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Au sommet de Singapour

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est décide de créer une zone de libre-échange

Dans une déclaration conjointe publiée, mardi 28 janvier, à Singapour, les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) ont décidé de former une zone de libre-échange. De nombreux obstacles devront, cependant, être surmontés pour que l'AFTA (ASEAN Free Trade Area) soit mise en place dans le délai de quinze ans prévu par l'ASEAN.

BANGKOK

de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Les dirigeants de l'ASEAN redoutent depuis quelque temps la création d'un marché unique européen en 1993 et la formation d'une zone de libre-échange en Amérique du Nord attirent les investisseurs, y compris japonais, thaïlandais ou sud-coréens. Ils seraient ainsi perdus pour leur région, dont le rythme de croissance annuel moyen de 8 % ces dernières années - se nourrit de capitaux étrangers. Qui plus est, ces économies, tournées vers l'exportation, veulent augmenter leurs parts de marché en Europe comme en Amérique du Nord.

Il fallait donc réagir, se doter d'une nouvelle dynamique. Ce fut l'objet de la déclaration de l'ASEAN -

le quatrième depuis la fondation de l'Association en 1967 - réuni à Singapour lundi et mardi. Proposée par la Thaïlande, l'AFTA a été adoptée. La réalisation de cette zone de libre-échange se fera dans un délai de quinze ans, par le biais d'un mécanisme de réduction progressive des droits de douane, baptisé CEPT (pour Common Effective Preferential Tariff). Les premières réductions, négociées par un conseil interministériel créé à cet effet, auront lieu le 1^{er} janvier 1993. Un taux maximal de 20 % a été retenu pour les cinq premières années. L'objectif est de parvenir à 5 % au plus en l'an 2008.

Tout faire

pour le Cambodge

La Malaisie et la Thaïlande étaient partisans d'une intégration plus rapide, mais elles ont dû tenir compte des objections de l'Indonésie. Dans un premier temps, deux secteurs importants, les services et les produits agricoles, ne seront pas affectés par les réductions des tarifs douaniers. La négociation du CEPT risque, en outre, de se heurter à de sérieux obstacles dans d'autres domaines, Manille et Djakarta entendant notamment protéger leur économie, jugée plus vulnérable. Pour amorcer la pompe, les Thaïlandais, qui souhaitent réaliser l'AFTA dans un délai de dix ans seulement, ont déjà annoncé qu'ils réduiraient à 30 %, à compter de 1993, et à 20 %, dès l'année suivante, les taxes sur les

produits agricoles en provenance des autres États de l'ASEAN.

La portée de l'accord entre l'Etat et de gouvernement se mesurera lors de négociations qui vont s'étaler sur le long de l'année. Le coup d'envoi a, cependant, été donné à Singapour à une question a dominé le sommet, à telle enseigne que celles de sécurité ont été reléguées au second plan. Les dirigeants de l'ASEAN ont affirmé leur volonté de renforcer leurs liens avec les États indochinois, confirmant que la signature d'un traité de coopération de sécurité à Bali (1976) constitue la première étape vers la réalisation de l'Association. Le Vietnam et le Laos ont déjà indiqué qu'ils souhaitent signer un traité. En outre, l'ASEAN s'est engagée à tout faire pour que l'intervention des Nations unies au Cambodge soit un succès.

En revanche, l'opposition de l'Indonésie au projet malaisien d'EAE (East Asian Economic Caucus), dont les États-Unis seraient exclus, laisse penser que ce forum, s'il voit le jour, n'aura que le caractère « consultatif » que lui accorde la déclaration de Singapour. En outre, contrairement à ce que souhaitent les États-Unis et la CEE, le sommet n'a pas abordé la question birmannaise ; l'ASEAN en reste donc à sa politique d'« engagement constructif », définie en juillet 1991, à l'égard de la junte de Rangoun.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Confronté à un climat de déprime et à une hausse du chômage

Le gouvernement australien de M. Keating prépare un plan de redressement économique

Les Australiens ont célébré, le 26 janvier, l'Australia Day, la fête nationale qui commémore l'arrivée des premiers immigrants, mais le cœur n'y était pas.

SYDNEY

de notre correspondante

Le titre de « lucky country », dont on qualifie souvent l'Australie, apparaît actuellement comme quelque peu étonnant. L'étude de l'Institut Westpac de Melbourne, l'indice de confiance des consommateurs a baissé pour la première fois consécutif. L'inflation annuelle se ralentit (1,5 % en rythme annuel en décembre 1991 contre 3,3 % en septembre), l'augmentation du nombre de chômeurs a atteint 10,6 % - provoque une vive inquiétude. En novembre, l'Australie a connu le plus haut taux de chômage de tous les pays de l'OCDE.

La grande question est de savoir si M. Paul Keating peut relancer l'activité pour venir à bout de la récession et favoriser la création d'emplois, promesse qu'il a faite le 19 décembre, jour de sa prise de fonction de chef de gouvernement. Pour préparer le plan de redressement économique, qui devrait être présenté d'ici peu, M. Keating a ses principaux ministres et une entreprise de la liste la plus prestigieuse des États australiens et de la région des dirigeants locaux, les milieux d'affaires, les syndicats.

Un certain consensus se dégage sur la nécessité d'augmenter les dépenses publiques : les directeurs des banques ANZ et Westpac ont suggéré la somme de 2 milliards de

dollars australiens (environ 8 milliards de francs), soit 0,5 % du PIB (produit intérieur brut). Développer l'infrastructure, en particulier, dans le domaine des transports, revoir le régime fiscal pour les entreprises, inciter à l'investissement, soutenir les exportations, telles sont les mesures les plus souvent conseillées.

Ces consultations, entamées le 15 janvier et qui doivent se prolonger jusqu'au 3 février, donnent lieu à nombre de spéculations. M. Keating et ses ministres ont, en effet, laissé entendre quelque indication sur ce qu'on peut attendre de la publication du plan de redressement économique.

Nervosité

des marchés financiers

Les marchés financiers ont déjà exprimé une certaine nervosité : durant le dernier trimestre 1991, le dollar australien a perdu 1 % de sa valeur par rapport au dollar américain. Dans son dernier bulletin, la Banque de réserve explique que la baisse par le dollar de l'« importance politique », l'attrait de la monnaie australienne plus qu'étranger et l'absence d'une réduction des taux australiens, qui a eu lieu le 8 janvier. En deux ans, ceux-ci ont baissé de 18 % à 7,5 %. La Banque indique avoir dépensé en décembre et début janvier l'équivalent de 2,2 milliards de dollars australiens pour soutenir la monnaie. Certains commentateurs - dont le ministre de l'opposition - estiment que le montant des interventions s'élève à présent à 4 milliards de dollars.

M. Bill Shields, directeur de la banque de Macquarie Bank, explique ainsi la volatilité du dollar : « On a

le sentiment général - et les déclarations du gouvernement - qui contribuent à que des mesures spectaculaires soient annoncées en mars (...). Les suggestions sont venues de différents groupes (...), mais l'incertitude se prolongera jusqu'à ce qu'on voie les propositions de M. Keating noir sur blanc (...). C'est la peur d'un trop grand changement qui joue sur les marchés ».

À l'approche de l'échéance électorale de mars 1993, le gouvernement ne dispose que d'une marge de manœuvre limitée. Les mesures de relance économique (par injection de capitaux publics ou allègement de la fiscalité) et une dépréciation du dollar - souhaitées par les exportateurs, mais qui alourdiraient le service de la dette qui représente actuellement 19,7 % du PIB - sont tirées des exportations. La grande difficulté de l'Australie est de vivre principalement de deux manières : les premières et de dégrader un surplus commercial insuffisant pour régler les intérêts sur la dette extérieure (1). Un accroissement des dépenses publiques compromettrait les efforts de rigueur budgétaire des années précédentes qui ont permis un redressement des finances publiques.

Prenant part à la campagne législative, qui auront lieu le 1^{er} février, l'assemblée, M. Keating a énoncé le grand défi auquel il doit faire face : faire passer l'Australie d'une « société agraire qui produit du bœuf, de la laine et des minéraux à une société sophistiquée qui procure des emplois dans les villes, où vit la moitié de la population ». M. Keating, dont la cote de popularité est de 28 %, espère récolter les fruits de son plan de redressement avant les prochaines élections fédérales : « Quand nous aurons pu renverser le cours des choses dans l'espace de douze mois environ, j'espère que nous pourrions faire de même ».

Il est évident que la supériorité de son programme sur le projet de réforme économique présenté à la fin de 1991 par le chef de l'opposition, M. John Hewson (le Monde daté 8-9 décembre 1991), est partie la victoire de la contre-offensive travailliste qui avait abouti à la chute de l'ancien premier ministre, M. Bob Hawke.

SYLVIE LEPAGE

(1) La dette extérieure s'élève à 131,3 milliards de dollars australiens (52,2 milliards de francs).

L'HERMÈS
Editeur universitaire
depuis 22 ans
DROIT
ECONOMIE - GESTION
LANGUES DES AFFAIRES
catalogue gratuit sur demande
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

مكتبات الأمل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 30 JANVIER

[illegible]

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

29/1

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préj.	Dernier cours	VALEURS	Cours préj.	Dernier cours	VALEURS	Cours préj.	Dernier cours	VALEURS	Cours préj.	Dernier cours	VALEURS	Émission	Préj. net	VALEURS	Émission	Préj. net	VALEURS	Émission	Préj. net	VALEURS	Émission	Préj. net									
Obligations												Etrangères																							
Emp. P. 1997-98	122.38	8.08	C.I.M.	1270	1270	Orléans (C)	372	382	A.E.G.	728		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
Emp. P. 1998-99	101.62	8.08	C.I.T.E.M. (B)	1990		Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
10.80% 79/94	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
Emp. P. 12.25% 94	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
Emp. P. 11% 95	112	13.30	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
10.25% note 95	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
OAT 10% 92/2000	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
OAT 9.5% 12/1997	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
OAT 9.5% 11/1982	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
OAT 10% 1986	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
PTT 11.25% 95	109.50	1.25	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CFP 10.50% 95	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CAF 10.25% note 90	109.50	1.25	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan	410		Asiat.	213.82	104.41	Franco-Parm.	107.54	104.41	Proleas	899.29	871.89	Asiat.	121.78	121.78	Asiat.	121.78	121.78									
CM 10% 1979	101.62	8.08	Orléans	335.40	30.30	Orléans (C)	372	382	Alcan																										

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30/1	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/1
			achat	vente			
Esau-Liège (1 tait)	■ 316		6 200	6 700			
Esau-Liège (1 tait)	■ 316				Or fin (pale en barre)	82100	
Allemagne (100 dm)	■ 858	330			Or fin (en lingot)	82250	
Belge (100 dm)	■ 858	16 050	17 050		Napoleon (20f)	352	
Phys-Bas (100 dm)	302 700	291	311	50	Pièces Fr 10 (100...)	423	
Inde (1000 tait)	4 529	83	91	150	Pièces Fr 5 (100...)	423	
Inde (1000 tait)	4 529	9 350	10 150		Pièces Fr 2 (100...)	352	
Gde-Bretagne (1 L)	2 948	3 300	3 300		Pièces Latine (20 f)	454	
Grèce (1000 drachmes)	3 300	880			Souverain	490	
Italie (1000 lires)	■ 810	89	97		Pièce 20 dollars	2055	
Suède (100 tait)	■ 810	89	97		Pièce 10 dollars	1062 50	
Norvège (100 L)	■ 880	82	90		Pièces 5 dollars	615	
Autriche (1000 sch)	■ 880	49 900	49 900		Pièce 50 pesetas	2350	
Espagne (100 pes)	5 406	4 300	4 550		Pièce 10 florins	368	
Portugal (100 esc)	3 354	4 400	4 400				
Canada (1 \$ can)	3 924	4 400	4 410				
Japon (1000 yens)	3 924						

Lequars de Monde.....	175	...
Nicolas.....	1522	1374
Paumelle RD.....	1410	...
Parcels, Parcel.....	350	...
Quadrat.....	22	...
Romero N.V.....	214 50	...
St-Gabriel-Emballage.....	1805	1984
S.E.P.R.....	905	...
S.P.R. soc. R.....	294 50	...
Telephonique Elec.....	3350	...
Waterman.....	300	...

Est Cash cap.	8101 51	8101 51	Parsons Revenue	96 23	Univ.	229 88	229 88
Equi cap.	648 96	629 96	Parmesan Reven.	218 21	Univ. Aspcns.	1263 58	1232 78
Equity Leaders	1052 17	1053 38	Parmesan	1111 11	Univ.-Edgdon	1884 96	1818 47
Equity	1206 20	1178 20	Parmesan A.A.	7005 45	Valco	1594 98	1594 98
Europe	6385 24	6143 30	Parmesan	8991 47	Valco	151629 09	151629 90
Europe Navale	551 41	528 41	Placement M.	84750 21			
Europe	13282 77	12575 77	Placement Nord	890 33			
France-gn	9911 30	9530 10	Platinide	132 21			
France Generale	277 08	276 51	Posta Crosscoun	21119 63			
France Index Stock	112 80	108 50	Posta	63811			
France Inven.	245 31	238 31	Prentice Child	1191 24			
France Oilfields	461 49	494 61	Prolab	1111			
France	461 49	447 95	Pro Assoc.	26530 75			

PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : **46-62-72-67**

— : décaisé - o : offert - * : droit décaisé - d : demandé - e : pte préssé - : marche continu

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - s : marché continu

PUBLICITÉ

FINANCIERE

46-62-72-67

POLITIQUE

20 Le Monde ■ Vendredi 31 janvier 1992 ■

ENVIRONNEMENT

Le Conseil d'Etat ayant rejeté le sursis à l'exécution des travaux

La construction de l'autoroute A 14 continuera aux abords de la terrasse de Saint-Germain-en-Laye

Le Conseil d'Etat a rejeté, mardi 29 janvier, la demande de sursis à l'exécution des travaux de l'autoroute A 14, formulée par la ville de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) par près d'une dizaine d'associations de protection de l'environnement.

La ville de Saint-Germain-en-Laye, située sur des plans de Le Nôtre, est au cœur de cette procédure. Depuis décembre, les engins de travaux publics labourent et creusent le sol en attendant que le tunnel qui, après avoir traversé la terrasse, se prolongera par un viaduc de 600 mètres de long sur la Seine. L'A 14 d'une longueur de 16 kilomètres est destinée à soulager l'axe routier de l'A 13 en direction de Paris (A 13) et de la Défense. Elle sera gérée par la Société des Pays-Normandie (SAPN).

Elle devrait être la première autoroute urbaine de pays.

La ville de Saint-Germain-en-Laye, M. François-Henri Brisson, a demandé le sursis à l'exécution des travaux de l'autoroute A 14, formulée par la ville de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) par près d'une dizaine d'associations de protection de l'environnement. Les travaux de la terrasse de Saint-Germain-en-Laye, M. Brisson, a demandé le sursis à l'exécution des travaux de l'autoroute A 14, formulée par la ville de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) par près d'une dizaine d'associations de protection de l'environnement. Les travaux de la terrasse de Saint-Germain-en-Laye, M. Brisson, a demandé le sursis à l'exécution des travaux de l'autoroute A 14, formulée par la ville de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) par près d'une dizaine d'associations de protection de l'environnement.

PASCALE BAUTAIN

DÉFENSE

La France prêter des hélicoptères aux Pays-Bas pour leur force d'action rapide

La France a accepté de prêter pour un an des équipages d'hélicoptères militaires, avec leurs matériels, aux Pays-Bas, qui envisagent de créer une force d'action rapide sur le territoire de la FAR française mise en œuvre pendant la guerre du Golfe.

Au cours d'une visite à La Haye, où il s'est entretenu, le lundi 27 janvier, avec son homologue néerlandais, M. Pieter Joxe, ministre de la Défense, a annoncé que la France prêterait des hélicoptères aux Pays-Bas, pour une durée d'un an.

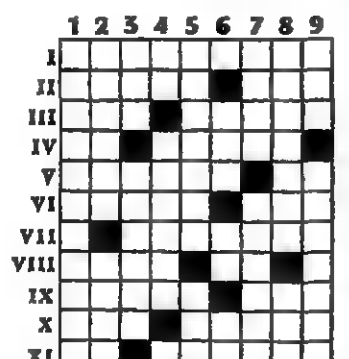
Des missiles sol-air français, les Mistral, ont été prêtés à la Défense du Sud. La Corée du Sud a commandé plusieurs centaines de missiles sol-air Mistral au groupe français Matra, pour un montant évalué à 1 milliard de francs. Selon l'industriel, il s'agit de la première tranche d'un contrat d'ensemble qui pourrait s'élever à 3 ou 4 milliards de francs. Le Mistral est un missile contre avions à altitude, guidé par un autodirecteur infrarouge et atteignant deux fois la vitesse du son. A jour, il a commandé 140 missiles, neuf mille exemplaires, quatorze clients.

Plusieurs industriels sont en compétition pour louer un premier temps puis fournir les hélicoptères aux Pays-Bas, à savoir par le groupe français Aérospatiale, l'allemand DASA et des américains (Bell ou McDonnell-Douglas).

A propos de l'opérationnel de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), M. Joxe, le ministre néerlandais de la Défense, M. Rijkman Groenendaal, a déclaré qu'il était « satisfait » pour que les décisions nouvelles soient prises à la prochaine réunion ministérielle de l'UEO en juin.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5706



HORIZONTALEMENT

1. Est habitée à la niche. - 2. Il n'y a rien à faire pour la prendre. Certains en ont plein le dos. - 3. Dans un décor, il se passe quelque chose d'habituel. Son état est bon. - 4. Vient à ceux qui veulent se faire la main à la pâte. - 5. Appartient à un capitaine. - 6. Appartient à un capitaine. - 7. Trouver à redire. - 8. Plus à découvrir. - 9. Une manifestation. - 10. Préposition.

VERTICALEMENT

1. Une place perdue sur des nuages. - 2. Pour parer. - 3. Vient à l'arbre. Apportent le confort ou bien nécessairement le réconfort. - 4. Un n'est qu'un jeu. Peut se faire en un éclair. - 5. Beaucoup plus qu'il ne paraît. Nul autre. - 6. Passe à Antonio. Un bipède qui devient quadrupède. Moyen de faire le point. - 7. Ne se place au point. Nous venons du ciel. - 8. Qu'il est possible d'acquiescer par l'enseignement. - 9. Eloigne les jours sombres. - 10. Ce que l'on ne pas au doigt.

Solution du problème n° 5706

Horizontalement
1. Typomètre. - 2. M. Rijkman Groenendaal. - 3. M. Joxe. - 4. M. Rijkman Groenendaal. - 5. M. Joxe. - 6. M. Rijkman Groenendaal. - 7. M. Joxe. - 8. M. Rijkman Groenendaal. - 9. M. Joxe. - 10. M. Rijkman Groenendaal.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

Marie-Carmen RODRIGO et Nicolas KOREICHO ont la joie d'annoncer la naissance de

le 21 décembre 1991, à 113, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

Jeckys et Alain SOBEL partagent avec vous la grande joie de la naissance de

Eve, le 10 janvier 1992, à Paris.

Marie DOMERGUE-HUGUENIN et Pierre HUGUENIN ont la joie d'annoncer la naissance de

Nicolas, le 10 janvier 1992, à Paris.

Martine, Caroline, Elisabeth et François BAFOIL-DEMONQUE ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre, le 10 janvier 1992, à Paris.

On nous prie d'annoncer la naissance de

Simone ALEKAN, née Desnoes, survenue le 22 janvier 1992.

Elle a été inhumée dans le caveau familial de Cagnes-sur-Mer.

Née à Paris, elle fut successivement dans les services juridiques de la Ligue des droits de l'homme, secrétaire de direction au Comité des forges, avant de participer tout d'abord à la gestion de la société coopérative avicole du Poulet à Antibes.

Elle a été inhumée dans le caveau familial de Cagnes-sur-Mer.

Le directeur général du CNRS, le directeur et l'ensemble du personnel du Centre de recherches sur les très basses températures du CNRS à Grenoble, ont le profond regret de faire part de la tragique disparition de

M. Lionel BERNARD, agrégé de chimie, chargé de recherche au CNRS.

Survenue le 10 janvier 1992, dans sa quarante et unième année, et nous prie de vous associer aux obsèques qui auront lieu le vendredi 11 janvier, à 10 h 45, au Centre académique Saint-Marc, à Grenoble.

La famille Chabrolin, a la douleur de faire part du décès de

Yves CHABROLIN, ingénieur agronome.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, jeudi 10 janvier 1992.

3, avenue de Lorraine, 92100 Nanterre.

6, avenue Foch, 92380 Garches.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & Co

43-20-74-52

MINITEL par le 11

On nous prie d'annoncer la disparition de

Henri-Marie DELAAGE, officier de la Légion d'honneur, ancien chef de l'Union des Français de l'étranger.

Le 21 décembre 1991, à 113, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

Jeckys et Alain SOBEL partagent avec vous la grande joie de la naissance de

Eve, le 10 janvier 1992, à Paris.

Marie DOMERGUE-HUGUENIN et Pierre HUGUENIN ont la joie d'annoncer la naissance de

Nicolas, le 10 janvier 1992, à Paris.

Martine, Caroline, Elisabeth et François BAFOIL-DEMONQUE ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre, le 10 janvier 1992, à Paris.

On nous prie d'annoncer la naissance de

Simone ALEKAN, née Desnoes, survenue le 22 janvier 1992.

Elle a été inhumée dans le caveau familial de Cagnes-sur-Mer.

Née à Paris, elle fut successivement dans les services juridiques de la Ligue des droits de l'homme, secrétaire de direction au Comité des forges, avant de participer tout d'abord à la gestion de la société coopérative avicole du Poulet à Antibes.

Elle a été inhumée dans le caveau familial de Cagnes-sur-Mer.

Le directeur général du CNRS, le directeur et l'ensemble du personnel du Centre de recherches sur les très basses températures du CNRS à Grenoble, ont le profond regret de faire part de la tragique disparition de

M. Lionel BERNARD, agrégé de chimie, chargé de recherche au CNRS.

Survenue le 10 janvier 1992, dans sa quarante et unième année, et nous prie de vous associer aux obsèques qui auront lieu le vendredi 11 janvier, à 10 h 45, au Centre académique Saint-Marc, à Grenoble.

La famille Chabrolin, a la douleur de faire part du décès de

Yves CHABROLIN, ingénieur agronome.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, jeudi 10 janvier 1992.

3, avenue de Lorraine, 92100 Nanterre.

6, avenue Foch, 92380 Garches.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & Co

43-20-74-52

MINITEL par le 11

On nous prie d'annoncer la disparition de

Henri-Marie DELAAGE, officier de la Légion d'honneur, ancien chef de l'Union des Français de l'étranger.

Le 21 décembre 1991, à 113, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

Jeckys et Alain SOBEL partagent avec vous la grande joie de la naissance de

Eve, le 10 janvier 1992, à Paris.

Marie DOMERGUE-HUGUENIN et Pierre HUGUENIN ont la joie d'annoncer la naissance de

Nicolas, le 10 janvier 1992, à Paris.

Martine, Caroline, Elisabeth et François BAFOIL-DEMONQUE ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre, le 10 janvier 1992, à Paris.

On nous prie d'annoncer la naissance de

Simone ALEKAN, née Desnoes, survenue le 22 janvier 1992.

Elle a été inhumée dans le caveau familial de Cagnes-sur-Mer.

Née à Paris, elle fut successivement dans les services juridiques de la Ligue des droits de l'homme, secrétaire de direction au Comité des forges, avant de participer tout d'abord à la gestion de la société coopérative avicole du Poulet à Antibes.

Elle a été inhumée dans le caveau familial de Cagnes-sur-Mer.

M. Claude GUY, conseiller des affaires étrangères honoraires, commandant de réserve de l'air, ancien militaire militaire au civil au service de la Gaulle.

Le 21 décembre 1991, à 113, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

Jeckys et Alain SOBEL partagent avec vous la grande joie de la naissance de

Eve, le 10 janvier 1992, à Paris.

Marie DOMERGUE-HUGUENIN et Pierre HUGUENIN ont la joie d'annoncer la naissance de

Nicolas, le 10 janvier 1992, à Paris.

Martine, Caroline, Elisabeth et François BAFOIL-DEMONQUE ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre, le 10 janvier 1992, à Paris.

On nous prie d'annoncer la naissance de

Simone ALEKAN, née Desnoes, survenue le 22 janvier 1992.

Elle a été inhumée dans le caveau familial de Cagnes-sur-Mer.

Née à Paris, elle fut successivement dans les services juridiques de la Ligue des droits de l'homme, secrétaire de direction au Comité des forges, avant de participer tout d'abord à la gestion de la société coopérative avicole du Poulet à Antibes.

Elle a été inhumée dans le caveau familial de Cagnes-sur-Mer.

Le directeur général du CNRS, le directeur et l'ensemble du personnel du Centre de recherches sur les très basses températures du CNRS à Grenoble, ont le profond regret de faire part de la tragique disparition de

M. Lionel BERNARD, agrégé de chimie, chargé de recherche au CNRS.

Survenue le 10 janvier 1992, dans sa quarante et unième année, et nous prie de vous associer aux obsèques qui auront lieu le vendredi 11 janvier, à 10 h 45, au Centre académique Saint-Marc, à Grenoble.

La famille Chabrolin, a la douleur de faire part du décès de

Yves CHABROLIN, ingénieur agronome.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, jeudi 10 janvier 1992.

3, avenue de Lorraine, 92100 Nanterre.

6, avenue Foch, 92380 Garches.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & Co

43-20-74-52

MINITEL par le 11

On nous prie d'annoncer la disparition de

Henri-Marie DELAAGE, officier de la Légion d'honneur, ancien chef de l'Union des Français de l'étranger.

Le 21 décembre 1991, à 113, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

Jeckys et Alain SOBEL partagent avec vous la grande joie de la naissance de

Eve, le 10 janvier 1992, à Paris.

Marie DOMERGUE-HUGUENIN et Pierre HUGUENIN ont la joie d'annoncer la naissance de

Nicolas, le 10 janvier 1992, à Paris.

Martine, Caroline, Elisabeth et François BAFOIL-DEMONQUE ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre, le 10 janvier 1992, à Paris.

On nous prie d'annoncer la naissance de

Simone ALEKAN, née Desnoes, survenue le 22 janvier 1992.

Elle a été inhumée dans le caveau familial de Cagnes-sur-Mer.

Née à Paris, elle fut successivement dans les services juridiques de la Ligue des droits de l'homme, secrétaire de direction au Comité des forges, avant de participer tout d'abord à la gestion de la société coopérative avicole du Poulet à Antibes.

Elle a été inhumée dans le caveau familial de Cagnes-sur-Mer.

Le directeur général du CNRS, le directeur et l'ensemble du personnel du Centre de recherches sur les très basses températures du CNRS à Grenoble, ont le profond regret de faire part de la tragique disparition de

M. Lionel BERNARD, agrégé de chimie, chargé de recherche au CNRS.

M. et M^{me} Claude Sévi, Et Carole, M. et M^{me} Jose Ribeiro Alves, Et Jean-Jacques et Sylvain, Et toute la famille, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert SEVI, leur père, beau-père et grand-père, survenu le 10 janvier 1992, à Longpont-sur-Orge.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

On nous prie de faire part.

La famille et les amis de

M^{me} Arlette VAN DER POEST, née Alexandra, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Arlette VAN DER POEST, née Alexandra, survenue le 10 janvier 1992, à Paris.

Réunion le 15 h 15, le 31 janvier 1992, au Mémorial Méric, à Bordeaux.

Ni fleurs ni couronnes.

Dons : Amnesty International, 2, rue Paul-Bert, 33000 Bordeaux.

Alexandre, 60, rue Anielot, 75011 Paris.

Nous apprenons le décès de

M. Henri VIMEUX, conseiller général de la Nièvre, survenu le mercredi 29 janvier 1992.

Il est né le 21 mars 1918 à Paris. Henri Vimeux a été élu conseiller général de la Nièvre pendant plus de quarante ans de 1947 à 1985. Conseiller général de la Nièvre, il a été élu président du conseil général de la Nièvre pendant les législatures de mai 1988. Conseiller municipal de Nevers, d'abord dans la majorité de droite, de 1965 à 1971, puis dans l'opposition de gauche, il a été élu conseiller général du canton de Nevers-Centre depuis 1973. Il a été élu président de la Fédération départementale du RPR, de 1977 à 1984. Le siège de conseiller général du canton de Nevers-Centre qu'il n'occupait pas à la suite d'un accident, sera pourvu au moment du renouvellement des 22 et 28 mars prochains.

Anniversaires

Le 31 janvier 1962 disparaissait

Robert LACHAUD, professeur d'anglais.

Ceux qui l'ont connu auront une pensée pour lui.

Marianne VILLOUTREIX, née Annie Bureau, nous a quittés, le 31 janvier 1969, à la suite d'un cancer.

Sa pensée est toujours parmi nous et nous n'oublierons jamais sa rayonnante.

Messes anniversaires

Chelly.

Le 31 janvier 1962 disparaissait

Marianne VILLOUTREIX, née Annie Bureau, nous a quittés, le 31 janvier 1969, à la suite d'un cancer.

Sa pensée est toujours parmi nous et nous n'oublierons jamais sa rayonnante.

Messes anniversaires

Chelly.

Le 31 janvier 1962 disparaissait

Marianne VILLOUTREIX, née Annie Bureau, nous a quittés, le 31 janvier 1969, à la suite d'un cancer.

Sa pensée est toujours parmi nous et nous n'oublierons jamais sa rayonnante.

Messes anniversaires

Chelly.

Le 31 janvier 1962 disparaissait

Marianne VILLOUTREIX, née Annie Bureau, nous a quittés, le 31 janvier 1969, à la suite d'un cancer.

Sa pensée est toujours parmi nous et nous n'oublierons jamais sa rayonnante.

Messes anniversaires

Chelly.

Le 31 janvier 1962 disparaissait

Marianne VILLOUTREIX, née Annie Bureau, nous a quittés, le 31 janvier 1969, à la suite d'un cancer.

Sa pensée est toujours parmi nous et nous n'oublierons jamais sa rayonnante.

Messes anniversaires

Chelly.

COMPAGNIE DES ALPES. LE GRAND SKI A PLUS DE 2000 M

LES MENUIRES	LA PLAGNE	LES ARCS	PEISEY/VALLANDRY	TIGNES	ARGENTIERE MT-BLANC
100	100	115	115	110	100

LA PLAGNE : NOUVELLE TÉLÉCABINE DU LAC NOIR AUX COCHES (12 PLACES - 2200 PERS./HEURE)

MÉTÉO

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

POLITIQUE

24 Le Monde ■ Vendredi 31 janvier 1992 ■

LIVRES ■ IDÉES

AVANT LA NUIT
Autobiographiede Reinaldo Arenas.
Traduit de l'espagnol (Cuba) par Lilliane Hasson.
Julliard, 442 p., 150 F.

« **C**omme un livre, je le suis déjà », écrit Reinaldo Arenas dans une lettre adressée à ses amis, avant de lui donner la mort en décembre 1990, à New-York, à quarante-sept ans. Arenas, un des grands écrivains cubains de ce siècle, auteur du *Monde hallucinant*, du *Puits*, du *Palais des blanches mouffettes*, d'*Arturo*, l'étoile la plus brillante, d'*Enfer*, une fable à la mer, du *Portier*, du *Voyage à la Havane* (1), était malade du sida et le savait depuis trois ans. Il avait fait le vœu d'avoir un peu de répit pour mettre en ordre son œuvre et terminer son autobiographie, *Avant la nuit*, et la nuit Dieu, qui protège, avait mal, les poètes et les rebelles, lui avait accordé. A la fin de cette nuit redoutée, au août 1990, il rédigeait une courte préface où il évoquait brièvement le sida (« On n'a jamais vu un écrivain aussi invulnérable. Une perfection aussi diabolique suggère la possibilité de la main de l'homme dans son invention »), un livre qui devrait être les *Annales* de tous les dirigeants malheureux du monde entier, ajoutant qu'il préférerait partir sans avoir subi l'insulte de la mort. « Je n'étais plus jeune. A un moment-là je me suis dit qu'il valait mieux mourir. J'ai toujours trouvé l'écriture de mander la vie comme une faveur. Ou un acte de désir, ou alors le vœu d'un monde meilleur. »

Pour le reste, Reinaldo Arenas, à l'inverse d'un Hervé Guibert, ne dit rien de sa maladie, ne s'y intéresse pas, par écrit en tout cas. Au tournant de sa vie et du *Midi* qu'il en fait, il semble avoir été secoué du beaucoup de mauvais pas, avoir eu l'impression de la chance, ce qui prouve la nature profondément optimiste de son tempérament, un vœu pour lequel, ne s'estime perdu que lorsqu'un verre d'eau se lève inexplicablement sur sa table de nuit, signe que la nuit l'abandonne enfin. Jusqu'à cette page ultime du son livre, ce qui frappe avant tout le lecteur, c'est l'incroyable vitalité d'Arenas, son amour de la vie, son ressort, son courage, sa capacité de résilience.

Ses premiers souvenirs d'enfance remontent à la ferme où il est né, à Holguin, en 1943, dans la province d'Orient à Cuba. Il a deux sœurs, il est seul au monde, il mange de la terre. Sa mère, une femme « dévouée et abandonnée », qui n'a aimé qu'un homme, quelques mois, sans pouvoir le retenir. Ce père, Reinaldo ne l'a aperçu qu'une fois, plus tard, dans la rue. Lui-même, par cette mère malheureuse et frustrée, une ribambelle de frères et de grands-parents hauts en couleur. La grand-mère « qui urinait devant et parlait avec Dieu », avait à cette époque onze filles « dévouées » et trois enfants mariés. Toutes ses filles étaient mariées un jour ou l'autre et être à leur tour quittées. Une maison de femmes amères qui ne demeure qu'un homme, le grand-père, ancien d'Juan local, auteur de quelques bêtises, sujet à des crises de rage et à des

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau

Reinaldo Arenas : « On vit selon ses désirs, ou alors il vaut mieux cesser de vivre. »

Cuba sera libre

fugues dans la forêt. Comme beaucoup d'écrivains, Arenas avait sa voie la plus juste pour évoquer son enfance. « Je crois que mon enfance a été d'une splendeur unique parce qu'elle s'est déroulée dans la misère absolue, mais aussi la liberté absolue : dans la forêt, entouré d'arbres, d'animaux, d'appartenance, de gens auxquels j'étais lié. [...] Je crois que la période la plus féconde de ma création fut l'enfance : mon enfance fut vraiment le monde de la créativité. » Une période d'écriture précoce aussi. A six ans, en admirant les hommes qui se baignaient dans le fleuve, il comprend qu'il porterait ses goûts. A huit ans, il commence l'écriture avec son cousin Orlando, douze ans. Entre sept et dix ans, il écrit un érotisme pénique. « Ce n'est pas seulement les juments, les truies, les poules ou les dindes, mais la plupart des animaux, qui furent l'objet de ma passion sexuelle, sans oublier les chiens. » Cette érotisme voracité du jeune englobe toute la nature, jusqu'aux arbres aux formes moelleuses, comme les papayes, dans lesquels il pénétrait un petit bâton pour s'y introduire.

Sa grand-mère parle au ciel étoilé, à la nuit. Son grand-père, athée, écoute les diatribes d'un politicien d'opposition, Chibas. Le radio. Le poste n'a qu'un écouteur et une longue antenne. Un jour d'orage, l'éclair emprunte le fil de cette antenne pour foudroyer net l'arrière-grand-mère passionnée de romans-feuilletons radiophoniques. On peut dire que c'est à la fois la politique et le romanesque qui ont forgé la vocation du petit Reinaldo, romancier à treize ans, sur du papier d'emballage.

En 1958, Arenas veut rejoindre la guérilla de Castro qui se bat contre la dictature de Batista. Mais la guérilla n'a pas besoin d'un gamin de moins de quinze ans, surtout sans arme. On le renvoie avec pour mission de tuer un soldat pour avoir un fusil. Il échouera dans un de ses camps de jeunesse où il faisait faire de l'alpinisme pour être expert-comptable, puis membre de la Bibliothèque nationale où il écrivait ses premiers romans, le *Palais des blanches mouffettes*. Dans cette époque, Arenas commet deux erreurs fatales. Il refuse d'assouplir son talent visionnaire et de devenir un écrivain ambassadeur du régime, comme Alejo Carpentier. Au contraire, ses livres, qui primés à Cuba, ne seront publiés d'abord qu'en France, ce qui lui vaudra la colère des autorités. Ensuite, dans une période de révolte catholique et barbare, il ne cachera jamais sa vraie nature. En 1958, avec un de ses amis qui deviendra indicateur, il fait l'inventaire de ses aventures masculines. « Après des calculs arithmétiques compliqués, j'ai acquis la conviction que j'avais fait l'amour avec cinq mille hommes au moins. »

Enfin, comme il le note, toute dictature est chaste et hostile à la vie. Castro, en même temps qu'il s'engage dans la voie du super-stalinisme, applaudit l'invasion soviétique en Tchétchénie, vaquie un rempli ses prisons de tout ce qui ressemble à un opposant ou un marginal, avec une prédilection pour les homosexuels. Les chapitres écrits par Reinaldo Arenas à la prison sous Fidel Castro, les ses meurtres défilés, ses tortures, son système de répression généralisée, devraient ouvrir les yeux des derniers sympathisants d'une dictature qui ne fut et ne reste pas moins abjecte que celle d'un Pinochet.

L'aveuglement des hommes de gauche en Amérique a eu comme l'occasion de se voir au cours du siècle, du Staline à Mao. Castro aura eu ses thuriferaires de luxe, son grand écrivain de service, nobélisé, doré, en la personne de Marquez, qui demande, un peu tard dans sa vie, que l'on suspende la condamnation des pelotons d'exécution. Comment un tel pu feindre d'ignorer si longtemps la réalité criminelle et désastreuse du système castriste ? Beaucoup de pauvres gens m'ont dit qu'ils avaient compris avant eux et se réfugièrent un jour à l'ambassade du Pérou avant d'être expulsés de Cuba en avril 1980, par le port de Mariel.

Arenas, installé aux Etats-Unis, partageant son temps entre New-York et Miami, ne s'intégrera jamais au rêve américain. N'oubliera jamais la beauté de l'île masculine, de la Havane. Pendant ses années encore, il écrit, sous dictée politique, « Je dis ma vérité comme un juif ayant souffert du racisme, ou un Russe ayant été au goulag, ou tout être humain ayant des yeux pour voir les choses comme elles sont : je crève, donc je suis. » La liberté comme la beauté se paient toujours très cher.

REGARDEZ LA NEIGE
QUI TOMBEReproduction de Tchekhov
de Roger Grenier.
Gallimard, coll. « L'un et l'autre », 244 p., 115 F.

Un jour, la France s'enticha de Tchekhov. Elle maria les trois sœurs avec des moussquetaires et voulut avoir une maison qui s'appelleraient Vania. Les jardins de Touraine et de Provence se mirent à ressembler à des cerisiers. La vie prit une autre tournure qui se termine quand tombe le soir, que l'obscurité gagne et que l'on chuchote des confidences mélancoliques entre chien et loup. La France au petit chien devint justement un bréviaire. Et les demoiselles de dix-sept ans rentrèrent dans leur chambre de la plage, où les moussquetaires annonçaient la fin de quelque chose. Les jeunes filles avaient le cœur serré, sans savoir pourquoi. C'est une habitude qui leur était venue.

Roger Grenier était déjà le plus averti des diplomates. Il réconciliait l'Est et l'Ouest, avait tout le monde. Il aimait à la fois les tristesses de Tchekhov et celles de Fitzgerald, malgré la différence d'âge. Car Anton Pavlovitch était né en 1860, au bord du golfe d'Azov, dans la Minuscule. Le climat n'était pas le même à Taganrog ou à Saint-Paul, où l'on n'y était pas venu de la même façon. Mais Roger Grenier remédiait à ces inconvenients. D'ailleurs, lorsqu'il passait à Lézardrieux, dans l'Oural, Tchekhov avait écrit l'*Hôtel d'Amérique*. C'était probablement le rendez-vous des rêveurs. Tous les établissements de pays étrangers remplissent cette fonction.

A présent, Roger Grenier publie une étude sur Tchekhov, car il estime lui devoir beaucoup. C'est ainsi que les

écrivains payent leurs dettes. Ils ont des livres sur les gens qu'ils admirent. L'étude *Regardez la neige qui tombe*. C'est une phrase magique lorsqu'on y pense. On ne sait jamais assez le temps qu'il faut, malgré les efforts de la Météorologie nationale. La neige, la pluie, le vent, le soleil, cela transforme les choses davantage que les choses de la vie.

Roger Grenier ne raconte pas la vie de Tchekhov. Il a plutôt essayé de le saisir à travers une série de petits tableaux. Il a fait véritablement une œuvre d'artiste. On dirait parfois que Roger a promis à Anton Pavlovitch, ce qu'il l'observe à la dérobée — comme nous regardons nos amis quand les caprices de la lumière transforment soudain leurs traits. Peut-on connaître la vérité d'un homme ? Et quelle heure est-il ? C'est une question qu'il ne faudrait jamais poser lorsqu'on se trouve en compagnie du docteur Tchekhov. Car il est toujours trop tard. Les journées sont très avancées. Anton Pavlovitch est le meilleur spécialiste européen des crépuscules. L'existence a passé sans bruit, comme la neige qui tombe. Et l'on éprouve, à la fin de la pièce, le sentiment de ne pas avoir vécu. Peut-être l'espèce humaine est-elle trop distraite. Elle devrait se corriger, mais elle ne s'occupe par autre chose...

Dans l'œuvre de Tchekhov, le principal personnage, c'est le Temps. Il

HISTOIRES LITTÉRAIRES
par François Bott

Faites-nous plaisir, docteur Tchekhov



domine et transforme tout le monde, sans en faire remarquer. C'est un être discret, fantôme aussi discret que despotique. Il rend les gens très pensifs et très rêveurs.

Il imprime sur leurs visages une mélancolie irrémédiable. Les affinités de Tchekhov se révèlent et se déclarent, en général, à travers des passions communes, qui peuvent être fort diverses : le football, l'astronomie, la Veuve Clicquot, la tarte aux pommes, la voix de Liza Minnelli, les couleurs de San-Francisco, la lecture de l'*Equipe* ou la philosophie de George Berkeley. Mais ce qui attirait Roger Grenier,

quand il découvrit Tchekhov, ce fut son genre de humour, et son art du récit. Ils avaient, l'un et l'autre, le goût de ces confidences volées qui profitent de la pénombre. Cela fait leur charme, à tous les deux. Et cela fait la séduction de ce livre-promenade.

Anton Pavlovitch et Roger ont la même idée de la littérature. Celle-ci sert à suggérer des choses que l'on ne pourrait dire autrement. Elle sert à dire ce qu'on ne peut pas dire. Elle sert à réprimer ce qu'on ne peut pas dire. Tchekhov connaissait le prix du silence et les avantages du silence, il cause de son père. Epicier à Tagan-

rog, celui-ci était pauvre et bigot. La misère, la dévotion et le petit commerce, cela donne des tyrans domestiques. Les enfants devaient rester à l'église et travailler à la boutique, sans jamais se plaindre de leur lassitude. Il fallait se taire sous peine d'être maltraité, car l'épicerie avait toujours du bon sens. Cela prouve que les enfances de la Dickens ont engendré, parfois, la littérature russe. Et tant pis si la Tamise est fort éloignée de la mer d'Azov.

Au dix-huitième siècle, les écrivains français avaient vu Voltaire à Ferney. C'était la seule obligation. L'examen de passage. A la fin du siècle suivant, les écrivains russes allaient voir Tolstoï. Le docteur Tchekhov se rendit à la nata-Pollana, le 8 août 1890. Lorsqu'il se présenta chez l'auteur d'*Anna Karenine*, celui-ci l'entraîna vers une petite rivière, comme le raconte Roger Grenier. Ils se trempèrent ensemble, et se mirent sans doute à discuter. Baignade philosophique et scène bucolique. Mais Anton Pavlovitch n'aimait guère la campagne. Il détestait même le retour à la nature, et la mythologie qui célébrait les vertus paysannes. « Dès l'enfance, disait-il, j'ai cru au progrès, et je ne pouvais pas ne pas y croire, car la différence entre l'époque où l'on me faisait l'école et l'époque où l'on cessait de me fouetter fut immense. »

De quoi s'entretenaient-ils quand ils allaient à la baignade ? Ils évoquent

d'abord la fraîcheur de l'eau, comme trois frères de la planète. Ensuite, ils racontent volontiers leurs grandes inquiétudes et leurs malheurs. Je ne sais quelle était la température de la rivière, mais Tchekhov rivait peut-être à Tolstoï le prix énorme que lui coûtait son œuvre. Il payait, en effet, sa littérature avec sa jeunesse. Avec les années, les malheurs de Taganrog, si vous préférez. Malgré tout ce qui les séparait, Tolstoï avait pu offrir joliment l'art de Tchekhov : « C'est comme une dentelle tissée par une fille chaste. Il y avait une dentelle de nos jeunes dentelles qui nous faisait nous sentir chez une vieille dame russe. Tous leurs rêves de bonheur, elles les mettaient dans le dessin de la dentelle. »

Détruit par la tuberculose, Anton Pavlovitch est mort à l'heure. Il s'est éteint le 2 juillet 1904, au buvant du champagne. Il avait probablement les mêmes pensées que nous nous reposons... Mais nous nous reposons, avant naguère promis l'une d'entre elles pour réconforter son ami Vania... Roger Grenier se comporte avec Tchekhov comme avec les personnages de ses romans. Il lui remplit de sa vieillesse. A la fin de sa promenade, il s'est rappelé de sa vieillesse. « Une vieille dame russe » qui habitait la maison d'arrondissement. C'était la veuve d'Ivan Bouinine. Elle prétendait que son mari avait été tué par Tchekhov. Elle a retrouvé, pour Roger, une photo de son mari, mais elle se trompait : Anton Pavlovitch ne savait pas lire, même s'il était souvent drôle. Et Roger Grenier l'imagine comme l'un de ces pianistes de bar auxquels on demande de jouer encore « quelque chose de triste ». Faites-nous plaisir, docteur Tchekhov...

صكنا من الأصل

LIVRES • IDÉES
CIVILISATIONS

Sur le sentier de la vie

La plupart des grands auteurs juifs du Moyen Âge furent aussi des médecins

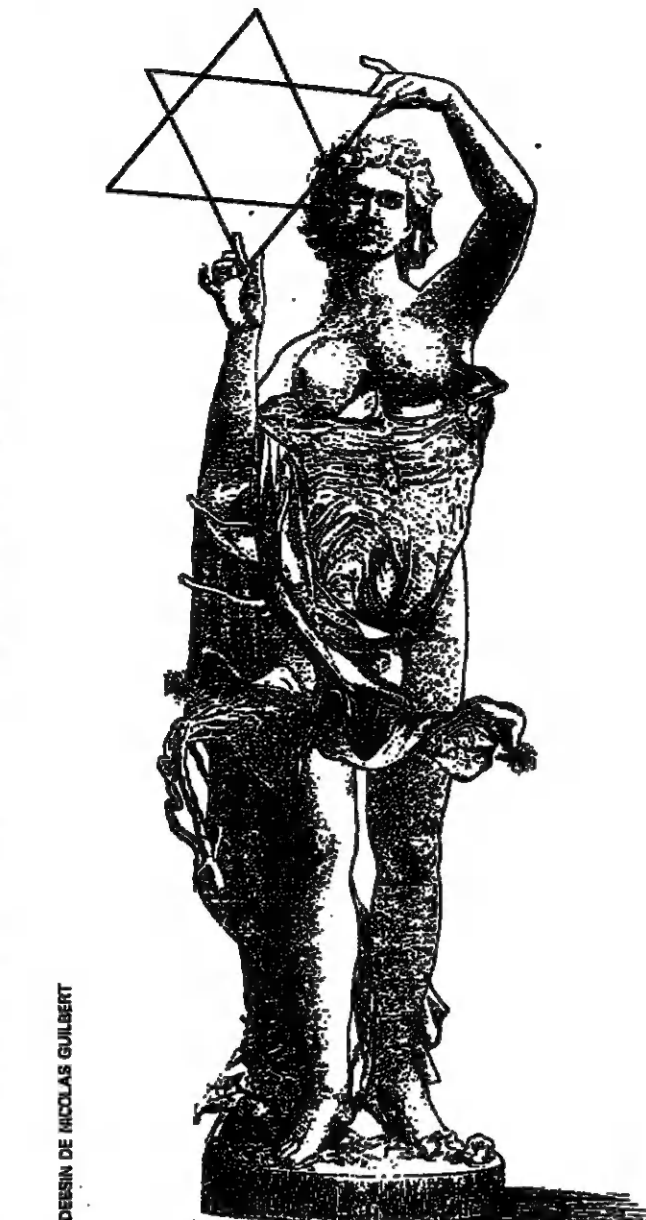
LES INFORTUNES DE DINAH ou la gynécologie juive au Moyen Âge

de Ron Barkai.
Traduit de l'hébreu
par Jacqueline Barnavi
et Michel Garel.
Cerf, 300 p., 245 F.

Ce *Sefer ha-toledet*, ou traité de la génération, est un ouvrage médical datant du Moyen Âge. Sa source principale est le traité grec *Gynaikologia* écrit par Soranos, au II^e siècle de notre ère. Barkai, l'auteur de cette étude et de cette édition française, a effectué un travail remarquable qui a été très bien relayé par les deux traducteurs français. C'est, semble-t-il, la première fois que paraît dans une maison d'édition française la version hébraïque d'un traité médical médiéval. Il faut donc féliciter le Cerf pour son audace. De quoi s'agit-il ? D'un traité de médecine qui a été transposé en hébreu et que Barkai a fait précéder de quelques chapitres explicatifs sur le statut de la femme dans le judaïsme talmudique et médiéval.

Quelques remarques s'imposent justement sur ce point : on sait que la littérature talmudique est un océan, qu'elle n'obéit à aucune règle normative, et qu'on peut y puiser une chose et son contraire à la fois. C'est ce qui rend particulièrement malaisée la définition d'une attitude juive à l'égard de la femme. Certes, certaines dominantes demeurent incontestables, à savoir une certaine méfiance à l'égard d'un caractère prétendument fantasque de la femme et de son inconstance congénitale. Mais on ne saurait reconstruire à partir de citations d'auteurs divers une attitude univoque à son égard. Lorsque les juifs se lancèrent, au Moyen Âge, dans un large mouvement de traducteurs, ils ne s'intéressèrent pas seulement à la métaphysique et à la physique d'Aristote, mais tendirent aussi leur intérêt à Platon et à la médecine grecque. C'est ce qui ressort du grand livre de Moritz Steinschneider, portant sur les traductions hébraïques du Moyen Âge. A côté de l'astronomie, de la logique et d'autres sciences plus ou moins connues ou reconnues, figuraient bien évidemment la médecine. Et la gynécologie « juive » dont il est ici question porte bien la marque de la médecine grecque et de ses commentateurs médiévaux.

Ce n'est pas un pur hasard si la plupart des grands auteurs juifs du Moyen Âge furent aussi des médecins : Judas Ha-Levi, Abraham Ibn Ezra, Maimonide, Gersonide, Ibn



DESIGN DE NICOLAS GUILBERT

Caspi, et tant d'autres. La médecine faisait partie intégrante des sciences que tout érudit digne de ce nom se devait d'apprendre et de pratiquer. Même les commentateurs post-maimonidiens les plus réputés furent des médecins. On peut citer le cas de Moïse Narboni (1300-1360) qui commenta la quatrième partie du *Canon* d'Avicenne (un classique de la médecine médiévale arabo-grecque) et qui rédigea un épais traité médical intitulé *Orak Hayyim*, « le Sentier de la vie ». Rédigé en hébreu mais fourmillant de termes catalans, ce

traité nous informe de la pratique médicale de l'auteur.

Dans ces *Infortunes de Dinah*, nous assistons à un dialogue entre le patriarche Jacob et sa fille qui se plaint des transformations qu'elle observe dans son corps. Ce *Sefer ha-toledet* illustre aussi l'effort d'acculturation d'une communauté religieuse pour qui le mariage et la procréation sont un devoir, contrairement à certaines pratiques ascétiques grecques ou à la contemplation chrétienne du corps.

Maurice-Ruben Hayoun

La mémoire des siècles

Les milliers de folios du Talmud consignent par écrit le vécu et la pensée des juifs

LE TALMUD

Essai d'Arène Darmsteter.
Préface de Moshe Catane.
Ed. Albia, 67 p., 90 F.

LE TALMUD

Traduit de l'hébreu et annoté
par le grand rabbin Israël Salzer.
Avant-propos
de René-Samuel Sirat.
Verdier, 211 p., 150 F.

On dit que le Talmud est la mémoire multiséculaire du peuple juif, le ciment qui lui permit de traverser tant de siècles de dispersion et de persécution sans perdre totalement son identité. C'est en effet dans ces milliers de folios que furent consignés par écrit le vécu et la pensée des juifs. Le terme lui-même signifie « étudier » ; la réalité que ce vocable recouvre se scinde en deux parties, la *misna* et la *gemara*. Mais on trouve aussi dans le texte de cette dernière un peu de *halakha* (règle normative) et de la *Haggada* (partie narrative, censée illustrer l'enseignement, mais susceptible d'être interprétée). Sans le Talmud, le judaïsme ne serait pas ce qu'il est, c'est-à-dire un judaïsme rabbinique. C'est pour cette raison que l'on parle de la religion biblico-talmudique d'Israël.

Lorsque Darmsteter (1846-1938) rédige (à vingt ans !) cet essai sur le Talmud, réédité avec une remarquable préface de M. Catane, il a déjà décidé de changer de voie et de renoncer à la carrière rabbinique. Se sentant plus attiré par la science et l'érudition pures, il se découvre une vocation de médiéviste et se consacre à l'étude du vieux français.

Darmsteter nous offre à la fois une analyse et une synthèse ; il introduit le lecteur dans l'univers mental des anciens rabbins. Comme le rappelle son préface, et ainsi qu'il le note lui-même, l'au-

teur avait fait son profit des études talmudiques rédigées en allemand, la langue majeure des orientalistes au siècle dernier. Les qualités qui frappent le plus dans ce texte qui nous revient de si loin sont l'impartialité et la mesure : Darmsteter ne se veut ni un adversaire ni un partisan acharné de cette littérature rabbinique si souvent décriée au cours du siècle passé.

Récemment disparu, Israël Salzer n'a pu accompagner la sortie de sa nouvelle traduction du *Traité Hagiga* (comme fête en hébreu, *hag*) ; il avait déjà publié chez Verdier les traités de *pessahim* (Pâques) et de *moad qatan* (demi-fête). C'est un travail colossal qui requiert de multiples compétences, une connaissance très sûre des sources juives anciennes et assurément de Rashi, le grand commentateur judéo-français du douzième siècle.

De quoi s'agit-il dans ce traité précisément ? Bien qu'il soit à la fois risqué et malaisé de résumer un traité talmudique tant les traducteurs sautent d'un sujet à l'autre, on peut dire que *hagiga*, qui compte trois chapitres, s'occupe principalement des sacrifices de paix et des règles de pureté rituelle. On y trouve aussi des développements d'ordre exotérique ou purement agadique. Mais ce traité est justement celui où le Talmud nous offre quelques considérations d'ordre ésotérique. Il n'est pas intéressant de s'y arrêter afin d'en retracer le développement jusqu'au dix-neuvième siècle.

C'est ici qu'est évoquée l'entrée des quatre (Sages) au *pardes*, le jardin mystique. Ce passage est absolument crucial si l'on veut comprendre l'attitude de la tradition juive face à l'ésotérisme, qu'il soit d'inspiration rationaliste ou au contraire mystique. C'est encore ce traité, et singulièrement ce passage, qui nous indique l'apogée de la lutte opposant le judaïsme au gnosti-

cisme. Le judaïsme rabbinique ne s'est pas imposé sans efforts : maintes autres doctrines religieuses avaient pris la Bible pour cible, et certaines exégèses talmudiques ne s'expliquent que par la volonté des rabbins de faire pièce aux idées de leurs adversaires doctrinaux, et singulièrement les gnostiques.

Ces derniers passent dans le Talmud pour les représentants du dualisme au sein de la divinité. Un Sage du Talmud, Elisha ben Abouya, succomba au charme de cette doctrine et sera rejeté par ses pairs : ce traité *hagiga* le nomme désormais *aher*, l'autre. Allusion probable à celui qui adjoindit au Dieu unique un autre, ou encore celui qui est devenu autre par ses croyances condamnables. Or, Elisha faisait justement partie de cette bande des quatre qui connurent des fortunes diverses : seul Rabbi Aquiba « entra en paix et sortit en paix », ce qui signifie que sa spéculation approfondie dans l'œuvre du char divin et dans celle du commencement n'ont été préjudiciables ni pour lui-même, ni pour sa croyance monothéiste.

Tant les philosophes juifs médiévaux que les kabbalistes se sont penchés avec intérêt sur ce passage relatif au voyage des quatre dans le *pardes*. Maimonide a voulu y voir un ésotérisme purement rationaliste. C'est-à-dire un intellectualisme (1848) et qu'il avait compris le rôle que la gnose avait joué dans le développement du courant ésotérique juif du Moyen Âge.

M.-R. H.

L'héritage du Maharal

André Neher rend hommage à un maître oublié du seizième siècle

LE Puits de l'Exil.
Tradition et modernité : la pensée du Maharal de Prague (1512-1609)

d'André Neher.
Cerf, 200 p., 129 F.

La première parution du *Puits de l'Exil* en 1966 avait fait grande impression. André Neher, qui s'était déjà signalé à l'attention des spécialistes et du grand public cultivé, offrait alors un aperçu à la fois solide, élégant et sobre de la pensée du Maharal, abréviation de Morenu ha-Rav Loeb (notre maître le rabbin Loeb). Cette œuvre fut bien accueillie. Elle est aujourd'hui rééditée. Avant de mourir, en 1988, Neher l'avait revue, augmentée et corrigée.

Pourquoi l'ancien maître des études juives de Strasbourg s'est-il tant passionné pour une figure, certes charnière (son existence couvre presque un siècle), mais quasiment tombée dans l'oubli ? Probablement parce que la sensibilité du penseur étudié et celle de son biographe étaient bien proches l'une de l'autre : Neher a commencé par être un germaniste, ouvert sur le monde extérieur et la culture européenne, tout en fortifiant de son mieux son identité juive et sa pratique des grandes œuvres du judaïsme.

Le Maharal de Prague vécut à une époque où le judaïsme venait de subir (en 1492) la terrible

épreuve que fut l'expulsion des juifs d'Espagne. Au plan idéologique, il allait être submergé par la vague déferlante de la kabbale, notamment lourannique (1). Dix-sept ans après la mort du Maharal naissait le faux messie Sabbataï Zwi, qui allait, en cinquante années d'existence, provoquer un véritable tremblement de terre. Le Maharal n'a certes pas prévu de tels bouleversements, mais le soin mis dans la préparation de son œuvre montre à quel esprit rassuré et circonspect nous avons affaire. On sent chez lui la lente maturation des grands esprits : le Maharal ne commença d'écrire qu'à... soixante-dix ans !

Son action majeure a consisté à défendre la Haggada (2), cette partie narrative et si vivante du Talmud qu'un certain esprit moderne voulait jeter par-dessus bord (pour parler comme Heinrich Heine). Il a senti que de grandes mutations se préparaient, parfois même qu'elles l'avaient précédé. Ainsi, d'Azaria de Rossi, le premier auteur véritablement critique au sein du judaïsme, l'un des premiers à citer Philon d'Alexandrie : le Maharal ne lui ouvrit ni les portes de son cœur, ni celles de ses livres. Il préférera l'austère Isaac Abrabanel, le familier des rois et des reines, l'homme éprouvé par tant de malheurs, notamment celui de n'avoir pu annuler les décrets royaux de l'expulsion. Abrabanel, pourtant fêtu de philosophie, fera

le procès du courant philosophique juif tout en épargnant Maimonide. Il stigmatisera pourtant l'un de ses meilleurs commentateurs, Moïse de Narbonne (1300-1362), devenu responsable de la corruption de la pensée du *Guide des égarés*.

Comment le Maharal a-t-il fait pour réussir à éviter la Renaissance italienne et ses produits alors que sa vie couvre presque tout le seizième siècle ? Comment a-t-il pu ignorer, par exemple, un Elya Delmedigo, ami et maître d'hébreu de Pic de La Mirandole et protégé de Dominique Grimani, éditeur d'écrits de Jandun ? Ce fut probablement le résultat d'une conscience inquiète qui l'habitait et lui dictait confusément mais fermement la nécessité de préserver un héritage multiséculaire. Mais cet héritage était-il seulement conservé dans les *aggadot* du Talmud ? Ne devait-on pas s'ouvrir aussi, comme le fit Neher lui-même, plus largement sur le monde extérieur ? A de plus experts de répondre ! Heureux ceux qui sèment mais ne récoltent pas.

M.-R. H.

(1) Il s'agit de la kabbale de Safed, qui prit le nom de son fondateur Isaac Louria, dit Ari.

(2) On divise généralement la tradition juive en deux grandes parties : la *halakha*, norme légale et juridique, et la *Haggada*, narrative et non contraignante, c'est-à-dire susceptible d'être librement interprétée.

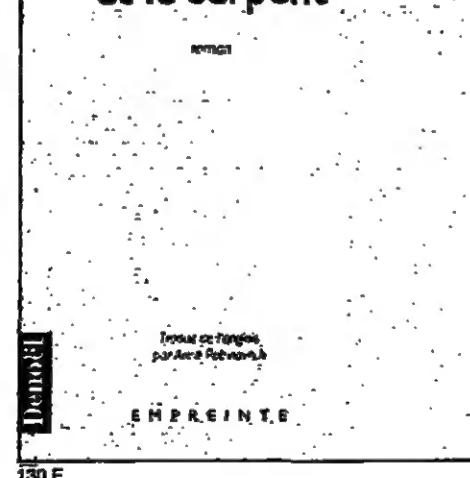
LISEZ !

une sélection des libraires de

L'œil

de la lettre.

Les yeux bleus et le serpent



130 F



« Le pouvoir d'une fiction qui, avec ses fantasmes, ses rêves et ses obsessions, nous fait passer de l'autre côté du miroir grâce à la recherche d'un temps perdu par un enfant de sept ans. »

Nicole Zand (Le Monde)

AUX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan et Espace Van Gogh, rue Félix-Rey • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole-France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonnetière • BASTIA, L'ŒIL AUX LIVRES, 33 rue César-Campinchi • BESANCON, LES SANDALES D'EMPÉDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • BRUXELLES, TROPISMES, 11 galerie des Princes • CAHORS, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pélisson • CRETEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora • EVREUX, LES MOTS TOR-DUS, 10 rue Sorville-Dupuis • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LE MANS, PLURIELLE, 61 rue Gambetta • LIÈGE, PAX, 4 place Cockfili • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 28 place Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MARSEILLE, L'ODEUR DU TEMPS, 35 rue du Pavillon • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place Bon-Pasteur • ORLÉANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 3^e, LES CAHIERS DE COLETTE, 12 rue Rambureau • PARIS 5^e, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu • COMPAGNIE / AUTREMENT DIT, 58 rue des Écoles • PARIS 8^e, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12^e, L'ARBRE À LETTRES, 62 rue du Faubourg-Saint-Antoine • LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Émile-Castelar • PARIS 14^e, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Boudard • PARIS 15^e, LA 25^e HEURE, 8 place du Général-Beaure • PÉRIPIGNAN, TORCATIS, 10 rue Malley • REIMS, LA BELLE IMAGE, 48 rue de Chénay • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay.

ROMANS POLICIERS

Ailleurs aussi, il fait noir...

10 % DE VOTRE VIE

de Hiber Conteris.
Traduit de l'espagnol (Uruguay)
par François Maspero.
Actes Sud, coll. « Polar Sud »,
300 p., 128 F.

OMBRE DE L'OMBRE

de Paco Ignacio Taibo II.
Traduit de l'espagnol (Mexique)
par Mara Hernandez
et René Solis.
Rivages/Noir, 240 p., 49 F.

CAFÉ TURC

de Jakob Arjouni.
Traduit de l'allemand
par Stefan Kaempfer.
Fayard, 208 p., 89 F.

LA FEMME QUI RESSEMBLAIT

à GRETA GARBO
de Maj Sjöwall et Tomas Ross.
Traduit du suédois
par Agneta Sagol
et Philippe Bouquet.
Bourgois, 288 p., 120 F.

HIBER CONTERIS, retenez bien cet étrange patronyme. C'est celui d'un écrivain uruguayen auteur de l'un des plus spectaculaires hold-up littéraires de ces dernières années. Un coup de main audacieux, sans haine, sans violence, tout de respect, au contraire, pour sa victime : Raymond Chandler en personne. Certains s'étaient bien imaginés, depuis la fin des années 60, à se couler dans le style du maître, d'autres à créer un personnage qui

ressemblât à Marlowe. Conteris, lui, n'a cure de ces ersatz. Il a kidnappé et le créateur et sa créature pour mieux leur rendre hommage. Le résultat s'appelle 10 % de votre vie. Et c'est une étourdissante combinaison de divertissement oulipopien et de vertige bourgeois.

Soit le Los Angeles des années 50. « On » vient d'y suicider Yensid Andress, un puissant agent littéraire, l'un de ces intermédiaires obligés entre les écrivains et les grands studios hollywoodiens, dont Chandler disait qu'il s'agissait « l'orchestre de la profession, des hommes qui possèdent une intelligence extrêmement aiguë et une conscience extrêmement peu scrupuleuse ». Chandler, justement, le voici qui fait figure... d'éventuel suspect puisqu'il appartenait à l'« écurie » de la victime, tout en ayant publiquement dénoncé, en 1952, dans *Atlantic Review*, la rapacité de ces modernes vautours.

« Chandler était-il le genre d'individu capable de loger une balle dans le cerveau de quelqu'un pour une question de quelques milliers de dollars ? », s'interroge le privé qui mène l'enquête. Je me refuse à le croire. Et pour cause : car ce détective, c'est Philip Marlowe ! Qui poussera la conscience professionnelle, quelques pages plus loin, jusqu'à rencontrer son créateur. Lequel, discipliné, passera du rang de suspect à celui de conseiller, qui met au service de Marlowe son excellente connaissance du milieu...



Tout, ici, est « vrai ». Entendez par là qu'il n'est pas une marque, une couleur ou même une immatriculation de voiture, pas un numéro de téléphone, pas une adresse ou une rue de Los Angeles qui n'apparaissent dans l'une ou l'autre des œuvres de Chandler, pas un détail biographique qui ne soit vérifié à la source, en l'occurrence la somme que Frank McShane consacra au « gentleman de Californie » (1). Et pourtant on est loin, très loin, de l'habile pastiche ou du simple divertissement pour maniaques « chandlerophiles ». C'est d'une immersion totale, absolue, au plus profond de l'univers chandlerien qu'il est question. Et c'est de cette fidélité même, radicale, que naît une œuvre nouvelle, d'une intelligence époustouflante.

En 1988, un premier roman d'Hiber Conteris, *la Diane au crépuscule*, avait été traduit (2). Il mettait en scène un restaurateur d'art lancé sur les traces d'un obscur peintre du dix-huitième siècle. Peu à peu, l'enquête tournait à la quête intime et l'artiste lointain se révélait l'alter ego parfait de l'homme du vingtième siècle. A tel point que le second finissait par se dissoudre dans l'univers du premier. Il y a là plus qu'une coïncidence. Un roman comme métaphore de l'autre : oui, décidément, Borges eût aimé cet écrivain-là...

PACO IGNACIO TAIBO II est, lui aussi, sud-américain. D'origine espagnole, il s'est installé au Mexique, d'où il préside aux destinées de l'Association internationale des écrivains de romans policiers. Pour *Ombre de l'ombre*, son premier roman traduit en français, c'est Alexandre Dumas et Garcia Marquez réunis qu'il faudrait, cette fois, appeler à la rescousse, tant l'histoire, échelonnée, se faufile, avec une adresse consommée, entre le roman de cape et d'épée, le document historique, l'aventure picturale et la fiction noire, au rythme de chapitres tirés à la façon des feuilletons populaires du dix-neuvième siècle : « Thomas rencontre la police montée et un colonel lui fait une vieille chanson ». Le poète écrit des vers, découvre certains mystères de l'industrie nationale et finit par sauter de la fenêtre d'un immeuble, ou encore « L'honneur d'un colonel et la mort d'une veuve ».

Une histoire si bondissante, si fertile en péripéties, qu'elle décourage le résumé. Que le lecteur sache seulement, en guise d'appât, que dans le Mexique-poudrière des années 20 où, au lendemain de la révolution avortée de Pancho Villa, les militaires complotent et les mafias pululent, tandis que les grévistes revendiquent, ils sont quatre mousquetaires hauts en couleur à tenter de déjouer une conjuration de colonels félons à la solde de l'impérialisme yankee : Paco, un journaliste de faits divers ; Executor, un avocat, fils de famille en rupture de ban, dont les meilleures clientes sont des prostituées ; Firmin, un poète désargenté qui survit en peaufinant de déliants slogans publicitaires pour des remèdes à quatre sous ; et Thomas, un Chinois anarcho-syndicaliste. Avec une philosophie chantante, qui n'est évidem-

ment que le masque d'un profond désenchantement, ils parviennent à leurs fins, non sans mal, car, dit l'un d'eux, « les conspirations sont une ombre - sans profil, sans objectifs clairs - et nous, qui les poursuivons par à-coups, comme des enfants qui courent à l'aveuglette et trébuchent, sommes l'ombre de cette ombre ».

Au cœur de ce maelström, Paco Ignacio Taibo II se balade avec une virtuosité et une aisance déconcertantes. Puisqu'il est d'origine espagnole, on lui attribue, bien volontiers, les oreilles et la queue. Sa maîtrise le mérite amplement. Conteris et Taibo en témoignent à leur originale manière : la littérature dite policière, qui fut longtemps - à l'exception française près - un domaine réservé des Anglo-Saxons, débordait de plus en plus le cadre étroit qu'une édition frileuse lui avait assigné. Désormais, ailleurs aussi il fait noir.

Dans cette veine, on saluera donc une autre jeune pousse prometteuse, de langue allemande, Jakob Arjouni avec son *Café turc*. Dans un Francfort au carrefour de toutes les corruptions, un privé d'origine turque - à la solitude toute marlowienne - enquête sur un gang qui rackette les immigrés sous prétexte de leur fournir des papiers, avant de les exposer, grâce à des complicités policières, à l'expulsion. Sans jamais être moralisateur, en recourant souvent à l'ironie, Arjouni éclaire, avec une verve mordante, les bas-fonds de la prospère société allemande et dénonce son racisme ordinaire, éveillant au passage, pour le lecteur français des années 90, quelques sinistres échos. De l'usage du polar comme un scalpel.

On ne sait si Maj Sjöwall connaît l'œuvre d'Arjouni. Nul doute, pourtant, qu'elle y retrouverait quelques-unes de ses préoccupations, elle qui fut, avec le cycle des Martin Beck, une radiographie sans complaisance de l'ex-paradis suédois. Depuis la mort de son compagnon Per Wahlström, voilà plus de quinze ans, elle n'avait rien publié. Sans doute attendait-elle l'âme sœur susceptible de combler, littérairement parlant, le vide laissé par l'absent. C'est chose faite apparemment, grâce à un écrivain néerlandais, Tomas Ross, en compagnie duquel elle signe *la Femme qui ressemblait à Greta Garbo*.

Même si le commissaire Beck a disparu avec Wahlström, les amateurs retrouveront intactes, dans cette quête d'un père à la recherche de sa fille disparue, les qualités d'antan : efficacité d'une écriture parfois un peu lourde mais toujours précise, solidité de l'intrigue, regard toujours aussi acéré - même s'il est moins directement politique - sur les institutions gouvernementales et leurs manipulations. La reine Maj est de retour. Qui ne s'en réjouirait ?

Bertrand Andrusse

(1) Raymond Chandler, *le gentleman de Californie*, Baland (1982) et « Points » (1984). En voie de réédition en « Folio ». Gallimard.
(2) Actes Sud.

Les classiques POL

Les frontières du Livre de poche se sont, au cours des dernières années, notablement brouillées et les collections qui fleurissent, à ses marges, dans le domaine classique tendent à créer une réalité éditoriale nouvelle. De fait, même si le domaine des rééditions possibles et souhaitables est vaste, même si on peut toujours moderniser l'apparat critique de celles-ci, l'innovation est difficile.

Les éditions POL, qui viennent de quitter le groupe de diffusion de Flammarion pour rejoindre celui de Gallimard, ont choisi d'affronter cette difficulté en créant « La collection ». Sous la direction de Christophe Mercier, seront réédités des grands textes du patrimoine français et étranger, accompagnés d'une préface signée par un écrivain contemporain, souvent auteur POL. Chacun de ces textes, débarrassé de toute note ou commentaire, est présenté dans une forme élégante et discrète, sous une couverture semi-souple aux couleurs pastel, ornée d'un portrait de l'auteur. Le format et la présentation rappellent un peu la célèbre collection « Nelson », et le prix - de 59 à 99 F - met les volumes, tirés chacun à dix mille exemplaires, à la portée d'un large public.

Le pari est d'éveiller chez le lecteur le désir de découvrir les textes pour eux-mêmes, et non comme objet d'érudition, et de se constituer une bibliothèque, belle dans sa forme comme dans son contenu. La question des traductions, pour ce qui regarde le

domaine étranger, cependant se pose. L'option retenue est de reprendre, en les revoyant, des traductions anciennes, libres de droits, et non d'en proposer de nouvelles.

Ce choix, guidé par un évident impératif économique, se justifie également, aux yeux de l'éditeur, par la volonté d'offrir des versions françaises contemporaines de l'édition d'origine du livre. Mais s'il est vrai que les traductions récentes ne sont pas forcément les meilleures, la conception moderne de la traduction et le travail des traducteurs actuels rendent les versions modernes généralement plus fiables.

Trois volumes sont prévus par mois. Six viennent de paraître : les *120 Journées de Sodome*, de Sade (préface par Bernard Noël), dont il n'existait pas d'édition de poche ; *Armes*, de Stendhal (Dominique Fernandez) ; *Pantagruel*, de Rabelais, selon la première édition de 1532, accompagnée d'un glossaire (François Bon) ; *les Forestiers*, de Thomas Hardy (Diane de Margerie) ; *les Pauvres Gens*, de Dostoïevski (Richard Millet) ; *Nouvelles exemplaires*, de Cervantes (José Mouré). Viendront ensuite, notamment : *la Rabouilleuse*, de Balzac (Eric Rohmer) ; trois livres de l'Ancien Testament (*Job*, *Jonas*, *Tobie*), présentés par Frédéric Boyer ; *l'Éve futur*, de Villiers de l'Isle-Adam (Daniel Oster) ; *le Petit Chose*, de Daudet (Roger Laporte)...

P. K.

Aux Rencontres parlementaires Europe-Amérique latine

Vargas Llosa à Régis Debray :
« On nous a cru »...

La présence à une même table ronde de l'écrivain Mario Vargas Llosa, candidat malheureux à la dernière élection présidentielle du Pérou où il avait défendu un programme néolibéral, et de son confrère Régis Debray, qui s'était engagé, dans les années 60, aux côtés des guérilleros latino-américains, a donné quelques temps forts aux Rencontres parlementaires Europe-Amérique latine, organisées les 21 et 22 janvier à Paris.

« Nous avons contribué à promouvoir la violence comme seule arme de justice. Malheureux, on nous a cru et cela a abouti à des dictatures », a dit le Péruvien. « Nous avons été capables de justifier des régimes monstrueux, en étant si persuasifs qu'on nous a encore cru. Il faut changer : mettons maintenant nos ardeurs au service de la démocratie. Le problème numéro un, actuellement

en Amérique du Sud, c'est la création rapide de la richesse à travers une véritable économie de marché qui puisse apporter le progrès. Ce ne sont pas les idéologies sociales », s'est-il écrié.

Ce à quoi M. Debray a répondu : « Considérer la démocratie comme une terre promise est une illusion : la démocratie n'est pas une fin mais un moyen (...). J'ai peur qu'une langue de bois en remplace une autre. Nous sommes sortis de l'utopie révolutionnaire par deux portes. Toi, Mario, par la voie libérale, qui fait le jeu des riches, et moi, par celle de la social-démocratie, qui est plus du côté des pauvres, même si elle n'a plus d'utopie à offrir. Je suis resté fidèle à une conception de l'égalité et convaincu que le capitalisme doit être bien tempéré et soigneusement contrôlé. »

M. J.

EN BREF

□ Prix Yourcenar à Théodore Monod. - Le deuxième prix Marguerite-Yourcenar a été attribué au professeur Théodore Monod, de l'Académie des sciences. Ce prix, qui récompense une personnalité « de même race d'âme » que Marguerite Yourcenar, avait couronné, l'an dernier, M^{me} Vigdis Finnbogadóttir, présidente de la République d'Islande.

□ Prix littéraires. - Le prix des Deux-Magons a été décerné à Bruno Racine pour son troisième roman, *Au péril de la mer* (Grasset). Les prix de poésie Jean-Maurice ont été attribués au belge Yves Namur pour son manuscrit *Le Livre des sept portes*, au poète espagnol Roberto Juarroz pour *Poésie verticale* (Ed. Unes) et à l'écrivain portugais Antonio Ramos Rosa (Ed. Lettres vives). Jean Metellus a reçu le premier prix littéraire Emile-Roux pour *Charles-Honoré Bonnefoy* (Gallimard) et Louis Nucéra le prix Sud-Jean-Baumel pour *le Ruban rouge* (Grasset). Catherine Kintzler a reçu le prix Georges-Jamati pour *Poétique de l'opéra français*, de Cornille à Rousseau (Minerve). Enfin le prix du livre Poitou-Charentes a été décerné au poète Georges-L. Godeau pour l'ensemble de son œuvre.

□ Luis Mizon à la FNAC. - Le poète d'origine chilienne Luis Mizon participera à une rencontre à la Librairie internationale de la FNAC, vendredi 31 janvier, à 19 heures. (71, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris) avec son traducteur Claude Couffon, à l'occasion de la sortie de son roman, *la Mort de l'Inca*, au Seuil.

□ Les Rencontres pour lire de Caen. - Organisées par François de Cornière, les Rencontres pour lire, qui se déroulent depuis 1984 à la salle Georges-Brassens de Caen, per-

mettent de faire connaissance avec l'œuvre d'auteurs vivants ou morts. Après Jean-François et les écrivains norvégiens, l'invité sera, les 6, 7 et 8 février, Jean-Noël Blanc. Puis ce seront, du 19 au 21 mars, Christian Robin, et, du 21 au 23 mai, Jacques Réda.

□ Les Notes américaines et l'Europe. - Un colloque international organisé par le Centre d'études américaines de la Sorbonne nouvelle et plusieurs universités américaines aura lieu du 5 au 9 février à Paris (Maison des écrivains, Sorbonne, UNESCO).

PHILIPP ANTON
VON SEGESSER
par VICTOR CONZEMUS
Introduction
de ROGER AUBERT
EN SUISSE
UN COMBAT POUR
LES LIBERTÉS
212 pages 120 FF
BEAUCHESNE
72, rue de Saint-Paul - 75007 PARIS

Toute la cruauté du monde

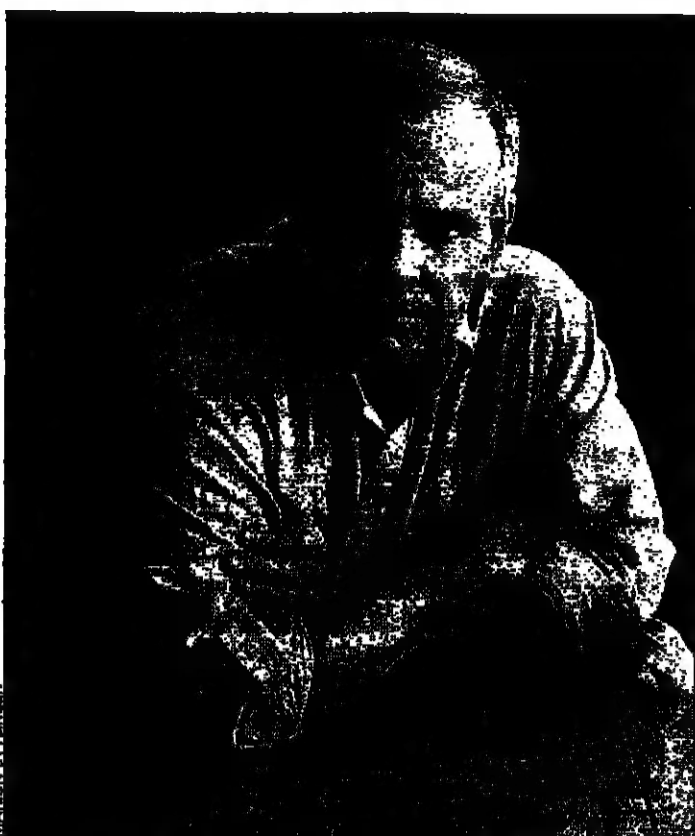
L'univers de Cormac McCarthy, romancier américain inclassable qui manie l'excès en virtuose

L'OBSCURITÉ DU DEHORS
de Cormac McCarthy.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par François Hirsch.
Actes Sud, 236 p., 128 F.

Jeans, ceinture et chemise « western », visage buriné par les vents et les solitudes du Grand Ouest, dégingène de cow-boy en rupture de canon, Cormac McCarthy a l'air tellement américain qu'il pourrait poser pour une pub de cigarettes au milieu d'un troupeau de long-horn. Mais McCarthy n'est pas un vacher exotique, et il ressemble à une des images d'Épinal de son pays, son œuvre est de celles qui circulent en secret, qui se propagent de bouches à oreilles et qui se satisfont de images confidentielles. En 1988, Gallimard publie *Méridien de sang* dans l'indifférence générale. Erreur éditoriale ou aveuglement passager de la critique, le livre traverse la France comme une comète et il faudra attendre plus de trois ans pour qu'une nouvelle chance soit donnée à la rencontre du public français et de cet écrivain unique aussi inclassable que Malcolm Lowry ou Faulkner.

Cormac McCarthy est né en 1933 dans l'État du Tennessee, et ses romans se comptent sur les doigts d'une seule main. Trois d'entre eux, *Le Gardien du verger* (Lafont, 1965), *Méridien de sang* (Gallimard, 1988) et *L'Obscurité du dehors* qui vient de sortir chez Actes Sud, ont été traduits en français, et les deux autres, *Child of God* et *Suttree*, devraient l'être prochainement chez le dernier éditeur qui, après Paul Auster et Don DeLillo, n'en finit plus de nous trimballer sur les routes du roman contemporain américain.

Méridien de sang pourrait être considéré comme un western à condition d'admettre qu'il est aussi l'ultime roman du genre, son apothéose et sa mort. Il y a, certes, quelque chose du souffle épique de Peckinpah dans cette chevauchée immense d'une bande de chasseurs de scalps illettrés conduite par un métaphysicien déjanté, prophète autoproclamé d'une apocalypse pri-



Cormac McCarthy : pas de perte de temps

vée et qui poursuit sa mort comme Achab chassait sa baleine. Mais l'on s'épuise vite au jeu des comparaisons, et si l'évocation d'un scénario de Melville filmé par Peckinpah et « storyboardé » par Bosch ou Goya donne une vague idée du roman, elle est aussi efficace à en rendre compte que l'est une paire de jumelles à décrire la Voie lactée.

Une lecture

Avec McCarthy, pas de perte de temps. Le plaisir est de l'ordre de l'intuition et, dès la première ligne, on sait que c'est avec la prose d'un très grand écrivain qu'il va falloir se collecter. *L'Obscurité du dehors* s'ouvre sur une scène d'accouchement qui, d'une même torsion dou-

loureuse et brutale, expulse lecteur et bébé dans un univers si démuné que l'humanité n'y subsiste que sous sa forme la plus ténue. Fruit de l'inceste misérable de deux petits Blancs arriérés et incultes, le bébé, abandonné dans les marais par son père, est ramassé par un colporteur.

La mère part à la recherche de son enfant et le frère suit les traces de sa sœur. Commence alors une errance hallucinée, une quête en forme de chemin de croix où chaque station est une nouvelle manière de décliner la terrible douleur d'un monde qui oscille entre la cruauté du meurtre et celle de l'indifférence. Sur ce monde absurde – un monde où, à défaut d'autres signes d'humanité, la simple injustice fait figure de bonté –

McCarthy pose le regard glacé d'un démiurge ironique. Il ne juge pas plus sa création qu'il ne pardonne et balade ses personnages du pathétique à l'horreur en leur faisant grâce de la conscience. Comme pour signifier, une fois le cercle refermé, que ce récit a été piqué au hasard et qu'il n'a pas plus de sens que ceux qui subit quotidiennement une humanité condamnée à toute éternité, à errer au hasard.

On sort épuisé d'une telle lecture. L'écriture ne se livre jamais, elle résiste, fait appel à une attention constante et distille le sens comme si elle le faisait passer par l'atrilail miraculeusement précis d'un alchimiste. Dédaigneuse de toutes figures de style, l'écriture de McCarthy est seulement faite de mots mais elle en est tellement riche qu'elle explore le monde plus qu'elle ne le décrit. Alternance de dialogues dépouillés jusqu'à l'extrême, des dialogues qui sonnent si justes qu'ils se passent de guillemets et de tirets, et de descriptions prodigieuses d'inventions et de recherches lexicales, elle est comme un sourire posé sur le désespoir.

C'est en maniant l'excès en virtuose que McCarthy écrit juste. Son pessimisme ne serait que sorde sans le secours d'un style qui n'échappe à la préciosité qu'en ce qu'il charrie d'immodestes et de dénuements. Ce genre de dosage acrobatique est aussi une parfaite définition de l'humour, et l'œuvre de McCarthy pourrait bien être ce qui se fait de plus abouit dans le genre.

Pour que ce monument nous parvienne, il a fallu l'obstination benédicte d'un traducteur exceptionnel. Lire Cormac McCarthy en français c'est aussi lire François Hirsch. Prix Maurice-Edgar Coindreau 1988 pour sa traduction de *Méridien de sang*, il récidive dans la perfection avec celle de *L'Obscurité du dehors* et contribue à sortir de l'oubli une profession dont l'art consiste à se faire oublier.

Patrick Raynal

La thérapie du docteur Mrozek

LA VIE EST DIFFICILE
de Slawomir Mrozek.
Traduit du polonais
par André Kozimor.
Albin Michel, 208 p., 98 F.

« Problèmes sexuels. Réserve aux hommes. Entrée strictement interdite aux personnes de sexe féminin. » Ainsi était annoncée la conférence imaginée par Slawomir Mrozek. Elle rencontra un franc succès. Les impuissants, les frustrés, les exclus du grand banquet de la sexualité s'y étaient donné rendez-vous. Ils en attendaient beaucoup et ils furent comblés au-delà de toute espérance.

Mrozek n'eut pas l'outrecuidance de leur proposer des remèdes, ni de les conseiller, ni même de les inciter à entreprendre une psychothérapie. Non, il se borne à leur décrire ce que serait leur vie une fois leurs problèmes résolus. Ils ne seraient pas des héros entourés de nymphes comme ils l'imaginaient sans doute, mais de pauvres humains complètement épuisés, dont les yeux éteints et le sexe flasque ne refléteraient plus que la volonté désespérée de survivre. « Ce sont les yeux d'un gladiateur condamné d'avance à périr, quelles que soient les victoires qu'il pourra remporter », martèle-t-il à l'intention de ses auditeurs ahuris.

Outre cela, ce ne sont pas les nymphes qui peuplent leur imagination qui seront séduites, mais des femmes bien réelles. « Il n'y a pas d'autre moyen, d'autre solution que d'avoir affaire à des femmes. » Soupir désespéré dans l'auditoire, qui commence enfin à comprendre qu'avec une abstraction on arrive toujours à s'en tirer, avec les femmes non. Et pourquoi donc ? À cause de cette maudite jalousie qui rend une femme blessée dans sa féminité plus féroce qu'un tigre ivre et paranoïaque en état de delirium tremens.

La conclusion s'impose : le séducteur que vous enviez n'est qu'un esclave, un galérien. « Est-ce donc ce genre de vie qui

vous semble alléchant : une vie de condamné ? Fatigue, épouvante et privation de liberté, cela vous attire-t-il ? » lance le conférencier à la cantonade avant de conclure : « Laissez donc tomber, messieurs. Cessez de considérer vos défauts comme des tracas ; au contraire, voyez en eux un privilège. »

Humour corrosif

La morale de cette nouvelle : le difficile n'est pas de guérir, mais de se guérir du désir même de guérir. C'est là une des formes de ce nihilisme thérapeutique, réhaussé par un humour corrosif, que pratique Slawomir Mrozek, ce romancier et dramaturge polonais (1), né en 1930 à Cracovie, souvent comparé à Gombrowicz ou à Beckett. En dépit des efforts des éditeurs, il n'a pas encore, en France, l'audience qu'il mérite.

La vie est difficile, excellemment traduit par André Kozimor, devrait lui gagner la sympathie définitive de tous ceux qui attendent de la littérature la seule chose vraiment neuve et drôle qu'elle est encore en mesure de leur offrir : un surcroît de désespoir. La tâche n'est pas aussi aisée qu'il y paraît, les candidats se font rares. Impressions-nous donc d'accueillir Slawomir Mrozek qui, lui au moins, n'a pas usé le prix Kafka qu'il reçut en 1987.

Roland Jaccard

(1) « Le Monde des livres » du 17 mai 1991.

« À signaler également : une nouvelle édition remaniée et illustrée par Roland Topor des *Proverbes déformés* de Stanislaw Jerzy Lec, un essai de aporismes d'une redoutable efficacité, celle des Marx Brothers, dans leur dynamisme du réel. On suivra leur conseil : « Vous ne pouvez pas reporter cela à une date ultérieure. » (Préface de Claude Roy, traduit de polonais par André et Zofia Kozimor, Les Éditions Noir sur Blanc, 1147 Montricher, Suisse, 151 p.)

Reflets dans un œil glauque

POINT D'ANCRAGE
de Klas Ostergren.
Traduit du suédois
par Jean-Baptiste Brunet-Jailly.
Gallimard, 233 p., 155 F.

On songe à une réplique nordique d'*Au-dessous du volcan* des premières pages de *Point d'ancrage*, le premier roman traduit en français de Klas Ostergren, un jeune auteur suédois. Mais sans les enjeux métaphysiques ni l'ampleur mythique du livre de Malcolm Lowry. Avec quelque chose de plus rude, de plus immédiatement douloureux. Thomas Wulff-Hansen est alcoolique depuis très longtemps. Tout ne lui paraît reprendre sens que dans la boisson où il se donne l'illusion de trouver un « point d'ancrage », car sa solidité n'est pas un état mais un « lieu où il finit toujours par retourner ».

La réussite d'Ostergren est de constamment nous faire voir le monde – celui d'un port de pêche plongé dans l'irréalité brutale d'un été où « le soleil mord l'ombre » – à travers le regard enfiévré par l'alcool de son personnage : les sensations qu'éprouve Thomas sont soit suraiguës, soit amoindries, engourdies.

Il devient le spectateur de ses propres gestes, de son existence à la dérive. Les activités auxquelles il se livre encore – la pêche mais surtout d'étranges trafics en haute mer – prennent l'allure d'épisodes fantomatiques. En même temps, il recherche un certain « espace de clairvoyance » au fond de ses ténèbres. Il sait qu'il doit pour adoucir la honte de ses défaites passées, affecter le remords de son avilissement : « Si long est le chemin qu'il lui

faudrait parcourir pour rétablir l'ordre ébranlé. » Repris parfois par un vieil instinct de dignité, il essaie d'avoir l'air « d'aplomb », tente de se battre pour ne pas être méprisé et se concentre sur ses ressources spirituelles, sur ce qui fait de lui « un être humain ».

Klas Ostergren exprime, avec une justesse émouvante, cette oscillation entre le besoin d'engourdissement dans les limbes de l'alcool et le désir de clarté morale, de réhabilitation aux yeux des autres. Cette tension pathétique pourrait s'atténuer avec l'arrivée de sa femme, Anne, qui revient comme pour lui lancer une ultime bouée de sauvetage. Mais, titubant dans l'ombre de leur amour éteint entre l'ironie désespérée et les velléités de réconciliation, il est, « tant est forte en lui la hantise de l'échec », condamné au faux pas. Sa traversée, aux côtés d'Anne, de la fête foraine, rassemble – rythmée par le lyrisme halluciné, après, cassé d'Ostergren – à un calvaire où il expiré son impossibilité de se rapprocher aux rivages de la vie.

La compréhension aiguë que montre Ostergren à l'égard de son personnage lui permet d'éviter le folklore noir du « roman de la déchéance ». Il n'y a pas de véritable rédemption, juste la grâce d'une confiance inattendue. Celle que Thomas reçoit de son fils qui s'abstient, lui, de le juger. Au cours d'un dernier trajet en mer en sa compagnie, il passe le cap de toutes les peurs, dans une lumière pacifiée, au bord de la mort, atteint une « sensation de vide, immense et magnétique ».

Jean-Noël Pancrazi

Portrait de l'artiste en vieux chien

Quand Stig Larsson part à la recherche d'une trivialité absolue, d'une obscénité vraie

LA COMÉDIE

de Stig Larsson.
Traduit du suédois
par J.-B. Brunet-Jailly.
Presses de la Renaissance,
298 p., 145 F.

« On m'aimait quand même bien ?... Je voulais dire, on m'aimait quand même mieux qu'avant, hein ? » Telle est la question – l'implication – glissée dans l'une des dernières scènes de la *Comédie*. On a trop souvent proclamé Stig Larsson « l'enfant terrible des lettres suédoises », pour que celui qui n'aspire rien tant qu'à déranger ne s'alarme un jour de l'emprise de l'établissement littéraire à son égard. Assez pour en faire toute une comédie, en empruntant à l'enfance cet art subtil de se rendre odieux, n'ayant rien d'autre en tête que de pousser les enchères et d'en être d'autant plus accepté, non pas malgré cela, mais bien à cause de cela.

Etre aimé. C'est un peu à la manière de la Bête de *M. Leprince de Beaumont* qu'il entend toucher maintenant les lecteurs, l'Académie et tous ceux qui auraient auparavant trop facilement succombé à son charme. Il s'enlaidit de quinze années de plus (l'auteur a trente-six ans), assez pour paraître mettre du large entre lui-même et son personnage, et naviguer impunément dans une déchéance hautement revendiquée sous le costume d'un cabotin, d'un lâche, d'un velléitaire, qui soigne sa médiocrité aux

ongles près. L'écriture, suggère-t-il, a trop fait son lit des gâchures du sens et du sexe pour ne pas engager le pari que ses perdants ont désormais plus à nous apprendre.

A qui perd gagne, cependant, l'affichage de contre-performance ressemblerait encore trop à une victoire. Aussi le salut repose-t-il dans la recherche d'une trivialité absolue, d'une obscénité vraie, affaire plus délicate à mener qu'il n'y paraît tant elle implique de déverglements non récupérables. Offenseur des belles-lettres puisqu'il n'écrit plus que des saynètes pour un minable théâtre du sexe, offensant des bonnes mœurs lorsqu'il se jette sur la compagne de son fils, lorsqu'il est pris de fou-rire devant son ex-femme mourante ou lorsqu'il frappe la fillette de ses voisins, ce Stig Larsson quinquagénaire n'entend plus séduire mais troubler.

« Que notre Suède est triste ! »

Son unique objectif est de percevoir le moment où l'émotion point, de serrer au plus près le malaise qu'il crée avec une obstination retorse et désordonnée. Il se fait une gloire incertaine, hachée d'inquiétude, à frôler l'interdit, mais sans aller plus loin que le commettre à demi. D'ailleurs, a-t-il les moyens de son imagination ? Ce qu'il recherche, ce qu'il célèbre, ce sont les instants où il se sent vaciller dans l'ébriété de l'autre, son plaisir est dans la gêne, son éblouissement au plus

profond du trouble. L'émotion, celle que l'on provoque, celle que l'on s'arrache, voilà bien la part maudite de son temps. Et peu importe que l'heure de la sensation vraie n'advienne qu'au prix du mensonge, du reniement, de la trahison, à commencer par celle de soi-même. Ses « obscurs éblouissements » sont ce qui le soudent au réel, ils lui permettent de passer d'un acte à un autre, d'une journée à l'autre, ils assurent la continuité, sa survie – celle de la narration. Sa misère pèse de peu de poids devant eux : plus, ils la confortent.

Un ami, émissaire des temps passés, le presse de revenir à la raison, de reprendre son œuvre. Cette seule intention lui paraît offrir une marque d'honorabilité suffisante pour intensifier ses turpitudes. Au vrai, rien n'indique que l'alternative de s'en aller parcourir la Suède « avec le regard d'un Gogol », comme on le lui souffle, ne soit inscrite en filigrane de la *Comédie* (comme elle aurait pu l'être auparavant dans *Nouvel an* et *Introduction*, également de publier aux Presses de la Renaissance) si l'on en juge par le nombre de Pouchkine qui pourraient s'exclamer : « Dieu ! que notre Suède est triste ! »

Sa fascination ressassée pour les cortèges de fèces nourrit son écriture et en offre la métaphore : « Je voyais bien, moi aussi, que je n'avais fait que de la

merde. Que tout reposait toujours sur un truc pornographique – je créais une situation, et j'en dépassais les limites. Ce qui voulait dire que je chiais sur tout. Et c'était vraiment d'un primitif. Je savais bien que tout avait été déjà décrit, que je ne pouvais plus que conclure. »

Son portrait de l'artiste en vieux chien s'offre ainsi comme une délivrance (un aveu) qui, avec l'excuse de la sénilité, lui accorde le temps d'arpenter des marges peu convenues de la littérature. Feindrait-il d'ignorer que la matière qu'il triture avec tant de délectation vaut depuis longtemps en bonne analyse son exact poids d'or ?

Jean-Louis Perrier



144 P. 109 Dess. 120 Frs.

